



NOUVELLE-AQUITAINE

2025-016
LOT N° 2

ASSURANCE RESPONSABILITÉ ET RISQUES ANNEXES

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Le présent cahier des clauses techniques particulières comporte :

- * **Pour l'assurance « responsabilité générale et risques annexes »**
 - ⇒ les conditions particulières,
 - ⇒ les conditions générales.
- * **Pour l'assurance « protection juridique personne morale »**
 - ⇒ les conditions particulières,
 - ⇒ les conditions générales
- * **Pour l'assurance « responsabilité atteintes à l'environnement »**
 - ⇒ les conditions particulières,
 - ⇒ les conditions générales
- * **Pour l'assurance « responsabilité des mandataires sociaux et dirigeants »**
 - ⇒ les conditions particulières,
 - ⇒ les conditions générales
- * **Pour l'assurance « multirisque garage »**
 - ⇒ les conditions particulières,
 - ⇒ les conditions générales

ASSURANCE

RESPONSABILITÉ GÉNÉRALE ET RISQUES ANNEXES

DE LA CHAMBRE DE METIERS
ET DE L'ARTISANAT
DE REGION NOUVELLE-AQUITAINE

CONDITIONS PARTICULIERES

Contrat compagnie :

Numéro :

Le présent contrat est régi par le Code des assurances.

© PROTECTAS 2021 – Ce document est la propriété exclusive de la société PROTECTAS et est protégé par la législation française et internationale en vigueur au titre de la propriété intellectuelle (notamment mais sans s'y limiter, droits d'auteur et marques). Toute reproduction ou utilisation même partielle effectuée sans l'autorisation préalable des représentants légaux de la société PROTECTAS est constitutive d'un acte de contrefaçon susceptible d'engager la responsabilité civile et pénale de son auteur.

CONDITIONS PARTICULIERES

ASSURANCE RESPONSABILITÉ GÉNÉRALE ET RISQUES ANNEXES

En complément des conditions générales « assurance responsabilité générale et risques annexes » PROTECTAS jointes, les présentes conditions particulières ont pour objet de définir les garanties, montants de garantie et franchises du contrat, ses modalités de gestion ainsi que celles des sinistres, et ce par dérogation à toute autre stipulation moins favorable.

IDENTIFICATION DU CONTRAT

SOUSCRIPTEUR - ASSURÉ

Ce contrat est conclu entre :

Assureur

et

Souscripteur assuré

Mentionné à l'acte d'engagement

Chambre de métiers et de l'Artisanat de
Région Nouvelle-Aquitaine
46 rue du Général Larminat
CS 81423
33073 BORDEAUX

Agissant tant pour son compte que pour le compte de qui il appartiendra, notamment,

Toutes personnes morales de droit privé et/ou de droit public en France métropolitaine, Vallée d'Andorre et Principauté de Monaco nouvellement créées ou acquises par la CRMA NA ou les sociétés filiales sous réserve :

- Qu'elles soient détenues à 50% et plus, directement ou indirectement par la CRMA NA ;
- Qu'elles exercent les activités comparables et/ou connexes à celles déclarées dans la liste des activités décrites ci – après ;
- Que la CRMA NA les déclare nominativement et au plus tard lors de la déclaration annuelle des éléments servant de base de calcul de la prime.

Les sociétés civiles immobilières, associations (sportives ou pas) pour autant qu'elles soient constituées dans le cadre des activités garanties.

Les GIE, GEIE, fondations et autres groupements constitués dans le cadre des activités garanties mais seulement pour le pourcentage des participations détenues par la CRMA NA.

Les administrateurs, dirigeants, représentants légaux et les personnes qu'ils se sont substitués ou qu'ils ont désignées lorsqu'ils sont dans l'exercice de leurs fonctions ou en toute circonstance pendant leurs déplacements professionnels à l'étranger. Les préposés, agents/salariés ou non ainsi que les collaborateurs de service public dans l'exercice de leurs fonctions et/ou préposés en détachement à l'étranger ou en déplacement professionnel ainsi que les membres de leur famille 24h sur 24h en excédent ou à défaut de leurs garanties personnelles.

Les comités d'établissement tous les groupements, sociétés ou associations créés pour toutes activités par le personnel ou pour le personnel, leurs membres permanents et occasionnels, les participants et leurs organisateurs ainsi que le service médical. Les apprentis, les personnes hébergées par la CRMA NA qu'elles soient apprentis ou pas, les personnes invitées dans le cadre de leurs missions professionnelles et/ou les moniteurs, les stagiaires rémunérés ou non reçus ou envoyés en stage par la CRMA NA, coopérant, VSNE ainsi que les candidats à l'embauche.

Les personnes invitées par la CRMA NA seront considérées comme assuré additionnel quel que soit le nombre de jours de leur séjour. Il s'agit d'une clause substantielle du marché. Les préposés de la CRMA NA, les membres de son service médical c'est-à-dire les médecins et le personnel médical pour tous les soins et actes médicaux qu'ils dispensent, les assistantes sociales, les secouristes, les équipes de sécurité et d'intervention, les enseignants et/ou intervenants, les architectes, les coordinateurs en matière de sécurité, les stagiaires pour autant que ces personnes agissent dans l'exercice ou à l'occasion de leurs fonctions. Il est précisé que les médecins, infirmiers, secouristes ont la qualité d'assuré pour les soins dispensés aux salariés, à leurs familles, et aux tiers occasionnellement et à titre bénévole hors de la CRMA NA.

Toute personne physique ou morale à laquelle doit donner la qualité d'assuré additionnel dans le cadre des activités définies ci-dessous et dans la limite des obligations contractuelles qui existent entre lesdites personnes et la CRMA NA, notamment :

- Les sociétés de location ou de crédit - bail et/ou propriétaires des biens meubles ou immeubles ainsi que les gérants d'immeubles lorsque ces biens meubles ou immeubles sont détenues, occupés par la CRMA NA ou mis par lui à la disposition de son personnel.
- Les organisateurs de foires, d'expositions ou manifestations diverses, pour les dommages mis à la charge de la CRMA NA.
- Les personnes physiques ou morales mettant à la disposition de la CRMA NA des personnes ou des biens employés ou utilisés dans le cadre de ses activités pour les dommages mis à la charge de la CRMA NA. Les associations dont la majorité des dirigeants et adhérents est constituée de membres ou anciens membres du personnel de la CRMA NA ou de personnes de leurs familles, les dirigeants et les adhérents de ces associations dans le cadre de leurs activités.

Il est convenu que la notion de tiers ou d'autrui est maintenue entre tous les assurés.

Il est formellement convenu que le présent contrat vient en complément ou à défaut des contrats ou garanties souscrits par ailleurs par les assurés autres que le souscripteur et que ceux-ci constituent la franchise du présent contrat, sauf si une convention signée entre ces personnes et le souscripteur en stipule autrement.

Le souscripteur est représenté par son directeur en exercice.

ACTIVITÉS

Toutes les activités de l'assuré ainsi que de ses services annexes, et notamment :

- L'administration et la gestion des activités appartenant à la compétence d'une CHAMBRE DES METIERS & DE L'ARTISANAT
- L'activité de conseil de la CHAMBRE DES METIERS & DE L'ARTISANAT vis-à-vis de ses adhérents
- Les opérations liées à la formation initiale et/ou continue diplômante ou pas
- Centre de Formation des Apprentis
- La gestion financière et le partenariat avec d'autres organismes français ou étrangers
- L'organisation et la participation à des foires, salons, congrès, expositions, démonstrations, spectacles et visites
- Des opérations de mécénat
- Exploitation de sites internet dans le but de partager le savoir avec les tiers et/ou les apprentis
- Exploitation de bibliothèques
- Service de la médecine préventive.

PRISE D'EFFET ET DURÉE DU CONTRAT, PRÉAVIS DE RÉSILIATION

Ces informations sont mentionnées à l'acte d'engagement.

GARANTIES SOUSCRITES

DÉFINITIONS

Assuré :

La Chambre Régionale des Métiers et de l'Artisanat (CRMA) de Nouvelle Aquitaine et chacune des chambres départementales de Nouvelle Aquitaine et les Centres de Formation d'Apprentis (CFA) qui y sont intégrés,

Les représentants légaux

Ou toute autre personne à qui cette qualité pourra être attribuée par le présent contrat.

Il convient d'entendre par « représentants légaux » de **l'assuré les administrateurs et les membres élus.**

Outre les personnes mentionnées aux conditions générales, sont notamment considérés comme préposés de l'assuré :

- les préposés et salariés y compris lorsqu'ils effectuent des stages dans des structures extérieures à celles de la personne morale souscriptrice, sous réserve que le lien de préposition subsiste,
- les membres de la personne morale souscriptrice participant aux activités garanties.

OBJET ET ÉTENDUE DES GARANTIES

En complément des garanties mentionnées aux présentes conditions particulières, l'objet et l'étendue des garanties sont définis aux conditions générales.

GARANTIES SPÉCIFIQUES

Responsabilité des gestionnaires publics

Le contrat garantit la responsabilité personnelle des gestionnaires publics, tant vis-à-vis de l'assuré que d'autrui.

La présente garantie s'applique à défaut ou en complément des contrats personnels souscrits par ces assurés, ceux-ci constituant la franchise du présent contrat.

Elle s'étend à la prise en charge des frais de réparation du dommage que le gestionnaire pourrait engager afin de se voir accorder une dispense de peine.

Responsabilité des trésoriers

Le contrat garantit la responsabilité personnelle des trésoriers et comptables, tant vis-à-vis de l'assuré que d'autrui.

Cette garantie ne fait pas obstacle aux obligations auxquelles doivent satisfaire les trésoriers et comptables : la présente garantie s'applique à défaut et en complément des contrats personnels souscrits par ces assurés, ceux-ci constituant la franchise du présent contrat.

Responsabilité du service médical

Le contrat garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité que l'assuré encourt en cas de mauvais fonctionnement du service médical de l'établissement ou de l'organisation de l'assistance médicale.

Sont exclus les dommages relevant de la responsabilité personnelle et professionnelle des médecins, dans le cadre de leurs fonctions. Cette garantie relève d'une assurance obligatoire RC médicale que doit souscrire le praticien.

Remboursement au-delà du forfait de pension

Cette garantie s'applique au remboursement des sommes supportées par l'assuré au titre de la réparation de l'ensemble des dommages subis par un agent dans le cadre d'un accident de travail ou d'une maladie imputable au service non couverts par le forfait de pension, que la responsabilité de l'assuré soit engagée pour faute ou sans faute (le forfait de pension lui-même demeure exclu de la couverture du présent contrat).

Protection fonctionnelle

L'assureur prend en charge les dommages que l'assuré est tenu de réparer sur la base de la protection fonctionnelle due à tous les collaborateurs du service public quelle que soit leur qualité. Elle est étendue aux conjoints, ascendants et descendants des personnes bénéficiaires de la protection fonctionnelle dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur et la jurisprudence.

La garantie est acquise tant pour les recours présentés directement par les bénéficiaires de la protection fonctionnelle que pour ceux présentés à titre subrogatoire par un fonds de garantie.

Pour cette garantie, il est convenu que chaque réclamation d'un bénéficiaire de la protection fonctionnelle qui se rattache à un même fait générateur ou à une même cause technique initiale constituera un sinistre. Ainsi, pour un même fait générateur, il y aura autant de sinistres que de réclamations.

Dommmages subis par les préposés et les représentants légaux

Lorsque la responsabilité de l'assuré est engagée, la garantie s'applique sans limitation de montant ou franchise spécifiques.

La garantie est étendue aux cas dans lesquels la responsabilité de l'assuré ne serait pas engagée et qui ne relèveraient pas de la protection fonctionnelle. Dans cette hypothèse, le montant de garantie figure au tableau des montants de garantie et la franchise à l'acte d'engagement.

Pour cette garantie, il est convenu que chaque réclamation d'un préposé ou d'un représentant légal qui se rattache à un même fait générateur ou à une même cause technique initiale constituera un sinistre. Ainsi, pour un même fait générateur, il y aura autant de sinistres que de réclamations.

Défense recours

En complément des conditions générales, il est convenu qu'au titre de la garantie « défense - recours », l'assureur prend en charge le paiement des frais et honoraires d'avocats dès lors qu'un préposé est impliqué dans une procédure judiciaire dans le cadre de l'exercice de ses fonctions en qualité d'auteur, de coauteur ou de complice d'une infraction pénale résultant d'une maladresse, imprudence, négligence, inattention, méconnaissance ou inobservation des lois et des règlements, d'un manque de précaution ou d'une abstention fautive.

Indemnités contractuelles pour les représentants légaux

Il est convenu que le contrat garantit le paiement, aux représentants légaux ou, en cas de décès, à leurs ayants droit, des indemnités contractuelles définies aux conditions générales, en cas d'accidents subis pendant l'exercice de leur mandat pris au sens le plus large.

Indemnités contractuelles pour les apprentis

Il est convenu que le contrat garantit le paiement, aux apprentis en échange universitaire à l'étranger (programme ERASMUS) ou, en cas de décès, à leurs ayants droit, des indemnités contractuelles définies aux conditions générales, en cas d'accidents subis pendant leur séjour à l'étranger.

EXCLUSIONS SPÉCIFIQUES

Outre les exclusions spécifiques prévues aux présentes conditions particulières et les exclusions générales prévues aux conditions générales PROTECTAS, sont seuls exclus :

- **les activités médicales autres que celles découlant des activités normalement dévolues aux collectivités locales ou établissements publics de coopération intercommunale et/ou centres médico-sociaux, PMI et dispensaires, médecine du travail - médecine préventive,**
- **les dommages résultant de recherches impliquant la personne humaine de catégories 1 et 2 (article L. 1121-1 du Code de la santé publique),**
- **la responsabilité personnelle des médecins et personnel paramédicaux lorsqu'ils agissent à titre privé, ainsi que lorsque leur responsabilité personnelle est engagée en cas de faute détachable du service.**

MONTANTS DES GARANTIES

Les limites des engagements de la compagnie sont les suivantes :

RESPONSABILITÉ GÉNÉRALE ET RISQUES ANNEXES

Tous dommages corporels, matériels et immatériels	15 000 000 €
Faute inexcusable, faute intentionnelle, réparation au-delà du forfait de pension	1 500 000 €
Dommages matériels et immatériels consécutifs	5 000 000 €
Dommages immatériels non consécutifs	5 000 000 €
Intoxication alimentaire et empoisonnement	3 000 000 €
Protection fonctionnelle	50 000 €
Atteintes accidentelles à l'environnement	5 000 000 €
Dommages environnementaux	200 000 €
Préjudice écologique	200 000 €
RC gestionnaires publics	50 000 €
RC trésoriers	15 000 €
Dommages subis par les préposés et représentants légaux	750 €
Garantie « défense et recours »	75 000 €

Le montant des garanties s'entend par sinistre sauf pour les garanties « faute inexcusable, faute intentionnelle, réparation au-delà du forfait de pension », « atteintes accidentelles à l'environnement » et « dommages immatériels non consécutifs » où les montants de garantie s'entendent par année d'assurance et pour la garantie « protection fonctionnelle » pour laquelle le montant de garantie s'entend par sinistre et par personne.

INDEMNITÉS CONTRACTUELLES

Indemnités contractuelles des représentants légaux

Décès	20 000 €
IPT ou IPP (réduite au prorata de l'invalidité)	Si le taux d'incapacité est inférieur à 33 % = taux i x 8 000 € Si le taux d'incapacité est inférieur à 66 % = taux i x 25 000 € Si le taux d'incapacité est supérieur à 66 % = taux i x 50 000 €
Frais médicaux et pharmaceutiques	100 % des frais réels.

Frais de recherches, secours, rapatriement	4 000 €
--	---------

Indemnités contractuelles des apprentis

Décès	20 000 €
IPT ou IPP (réduite au prorata de l'invalidité)	Si le taux d'incapacité est inférieur à 33 % = taux i x 8 000 € Si le taux d'incapacité est inférieur à 66 % = taux i x 25 000 € Si le taux d'incapacité est supérieur à 66 % = taux i x 50 000 €
Frais médicaux et pharmaceutiques	100 % des frais réels.
Frais de recherches, secours, rapatriement	4 000 €

PRIME

L'assiette de prime est le montant des salaires, c'est-à-dire la totalité des rémunérations du personnel, versées par l'assuré, sans les charges sociales patronales, pour l'ensemble des services.

Il est formellement convenu que la définition et l'étendue des garanties ne sont pas déterminées par la définition de l'assiette de prime.

FRANCHISES

Le montant des franchises est fixé à l'acte d'engagement.

Il est formellement convenu que dans le cas où des franchises seraient applicables au titre des dommages corporels, l'assureur s'engage à instruire et à gérer l'intégralité des sinistres de dommages corporels pour le compte de l'établissement.

L'instruction de ces dossiers s'effectuera en relation étroite avec les services de l'assuré.

Toute transaction avec les tiers devra préalablement être soumise à l'avis et à l'accord de l'assuré.

CONVENTIONS SPÉCIFIQUES

En complément des conditions générales, la garantie est étendue aux dommages causés par les véhicules pédagogiques non immatriculés.

PRESTATIONS DE GESTION OBLIGATOIRES

DÉCLARATION DE SINISTRE

La déclaration de sinistre pourra être transmise par téléphone (avec confirmation écrite), par courrier ou par mail.

Toute déclaration de sinistre fera l'objet sous 72h ouvrées d'un accusé de réception donnant les références du sinistre et les coordonnées de l'interlocuteur chargé du suivi.

Les dossiers sinistres seront tous suivis par le même interlocuteur. La gestion du contrat sera également effectuée par un interlocuteur unique. La compagnie ou l'intermédiaire d'assurance s'engage à communiquer à l'assuré les coordonnées des référents en charge de la gestion du contrat et des sinistres et de leurs remplaçants.

ECHANGES AVEC LES TIERS

La compagnie ou l'intermédiaire d'assurance s'engage à adresser à l'assuré à sa demande une copie des courriers envoyés aux tiers ou reçus d'eux.

PROVISIONS

Pour les dossiers qui font l'objet d'une provision technique, la compagnie ou l'intermédiaire d'assurance s'engage à indiquer le montant de la provision prévue et à informer l'assuré lorsque le dossier sera clos.

RECOURS

Les recours contre les responsables identifiés devront impérativement être exercés pour tous les sinistres réglés, et il sera communiqué à l'assuré, à sa demande, un bilan sur le suivi et les résultats des recours.

BILAN DE SINISTRALITÉ

La compagnie ou l'intermédiaire d'assurance présentera, à la demande de l'assuré, un bilan annuel sous format numérique (fichier tableur) avec mise à jour des évaluations et recours. La compagnie ou l'intermédiaire d'assurance proposera une rencontre annuelle, sur site ou par visioconférence, pour faire un bilan de la sinistralité.

La compagnie ou l'intermédiaire d'assurance fera apparaître a minima les rubriques suivantes dans son bilan de sinistralité :

- date d'arrêté du reporting,
- n° du sinistre chez la compagnie et/ou l'intermédiaire et l'assuré,
- descriptif du sinistre,
- date du sinistre,
- montant du sinistre provisionné,
- montant du sinistre réglé,
- date de déclaration du sinistre,
- état de la procédure,
- montant de la franchise,
- date de règlement de l'indemnisation.

PRÉSENTATION DES QUITTANCES

La quittance présentée à l'échéance par la compagnie ou l'intermédiaire d'assurance devra faire apparaître :

- l'assiette de prime retenue,

- le taux de prime HT,
- la prime HT,
- le détail et le montant des taxes,
- la prime TTC.

La quittance présentée le cas échéant pour la régularisation de prime après déclaration de l'assiette de prime définitive devra rappeler l'ancienne assiette de prime prise en compte ainsi que la prime HT et TTC déjà appelée, et comporter la nouvelle assiette de prime ainsi que la prime de régularisation HT et TTC et le détail et le montant des taxes.

Le souscripteur,
**Chambre de métiers et de l'Artisanat
de Région Nouvelle-Aquitaine**

L'assureur,

CONDITIONS GENERALES

ASSURANCE RESPONSABILITÉ GÉNÉRALE ET RISQUES ANNEXES

© PROTECTAS 2021 – Ce document est la propriété exclusive de la société PROTECTAS et est protégé par la législation française et internationale en vigueur au titre de la propriété intellectuelle (notamment mais sans s'y limiter, droits d'auteur et marques). Toute reproduction ou utilisation même partielle effectuée sans l'autorisation préalable des représentants légaux de la société PROTECTAS est constitutive d'un acte de contrefaçon susceptible d'engager la responsabilité civile et pénale de son auteur.

SOMMAIRE

TITRE 1 - DÉFINITIONS	3
TITRE 2 - OBJET ET ÉTENDUE DE LA GARANTIE	4
Chapitre 1 - Objet de la garantie.....	4
Chapitre 2 - Garanties complémentaires - précisions sur les garanties	5
Section 1 - Responsabilité des personnes	5
Section 2 - Responsabilité automobile	5
Section 3 - Dommages subis par les personnes	6
Section 4 - Dommages subis par les biens.....	9
Section 5 - Autres garanties	10
Section 6 - Conventions de transfert de responsabilité	11
Section 7 - Défense et Recours.....	11
Chapitre 3 - Exclusions.....	11
TITRE 3 - GESTION DU CONTRAT ET DES SINISTRES	14
Chapitre 1 - Formation et résiliation	14
Section 1 - Formation et prise d'effet du contrat.....	14
Section 2 - Résiliation du contrat	14
Chapitre 2 - Déclaration du risque	15
Section 1 - A la souscription du contrat.....	15
Section 2 - En cours de contrat.....	15
Chapitre 3 - Primes	15
Section 1 - Calcul des primes.....	15
Section 2 - Indexation.....	16
Section 3 - Paiement des primes	16
Chapitre 4 - Sinistres et indemnités	16
Section 1 - Obligations de l'assuré en cas de sinistre	16
Section 2 - Règlement des indemnités	17
Section 3 - Procédure, transaction	17
Section 4 - Sauvegarde des droits des victimes.....	17
Section 5 - Constitution de rentes	17
Section 6 - Montants de garantie	18
Chapitre 5 - Stipulations diverses	18
Section 1 - Subrogation	18
Section 2 - Prescription	18
Section 3 - Étendue territoriale des garanties.....	19
Section 4 - Durée de la garantie	19

TITRE 1 - DÉFINITIONS

Pour l'application du contrat, on entend par :

ASSURÉ

Le souscripteur et/ou toute autre personne désignée comme tel aux conditions particulières.

AUTRUI OU TIERS

Est considéré comme autrui ou tiers :

- toute personne autre que le souscripteur,
- les préposés ou salariés de l'assuré sauf pour les dommages liés à un accident du travail et pris en charge par la Sécurité sociale ou par l'assuré conformément au statut de la fonction publique.

DOMMAGES ACCIDENTELS

Dommages provenant d'un événement soudain et imprévu.

DOMMAGES CORPORELS

Toute atteinte corporelle subie par une personne physique.

DOMMAGES MATÉRIELS

Toute détérioration, destruction ou disparition d'une chose ou substance, toute atteinte physique à des animaux.

DOMMAGES IMMATÉRIELS CONSÉCUTIFS

Tout dommage autre que corporel ou matériel, tel que privation de jouissance d'un droit, interruption d'un service rendu par une personne ou par un bien meuble ou immeuble, perte d'un bénéfice, préjudice moral, directement consécutif à la survenance de dommages corporels ou de dommages matériels garantis par le présent contrat.

DOMMAGES IMMATÉRIELS NON CONSÉCUTIFS

Tout dommage autre que corporel, matériel et immatériel consécutif ci-dessus définis, survenant :

- soit en l'absence de tout dommage corporel et/ou matériel,
- soit en présence de dommages corporels et/ou matériels non garantis par le présent contrat.

Sont notamment considérés comme « dommages immatériels non consécutifs » les préjudices immatériels consécutifs à un dommage matériel non couvert par le contrat subi par les travaux exécutés, les prestations réalisées ou les produits ou marchandises livrés.

Sont également garantis les frais de dépose / repose des produits fournis par l'assuré pour autant que sa responsabilité soit recherchée du fait d'un vice caché, d'un défaut non apparent, d'un défaut de sécurité de ces produits ou d'une erreur commise dans les instructions d'emploi de ces produits ou dans l'exécution des prestations, dans la mesure où ce vice, ce défaut ou cette erreur se sont révélés après livraison, ainsi que les frais engagés pour procéder à l'information du public et/ou au retrait de produits livrés par l'assuré lorsque ces produits risquent d'occasionner des dommages garantis par le présent contrat.

ECHÉANCE PRINCIPALE

Celle qui marque le début de chaque période annuelle d'assurance.

FAIT DOMMAGEABLE

Le fait qui constitue la cause génératrice du dommage. Un ensemble de faits dommageables ayant la même cause technique est assimilé à un fait dommageable unique.

FRANCHISE

Somme fixe et/ou fraction du dommage non pris en charge par l'assureur et que l'assuré conserve toujours à sa charge sur le coût d'un sinistre.

Cette franchise ne vient en déduction ni du montant de la garantie par sinistre ni de celui éventuellement prévu par année d'assurance.

GARANTIE PAR ANNÉE D'ASSURANCE

L'engagement maximum de l'assureur pour garantir les sinistres survenus pendant la période :

- comprise entre la date du début de garantie et celle de l'échéance principale,
- de 12 mois comprise entre deux échéances principales,
- comprise entre la date de l'échéance principale et celle de cessation de la garantie.

SINISTRE

Sous réserve des dispositions de l'article L. 124-5 du Code des assurances, le sinistre est défini comme toutes réclamations amiables ou judiciaires formulées contre l'assuré pendant la période d'effet du contrat (y compris pendant le délai subséquent), quelle que soit la date des travaux ou prestations de l'assuré.

Il est convenu que l'ensemble des réclamations, même si elles s'échelonnent dans le temps, dès lors qu'elles se rattachent à des dommages résultant d'un même fait générateur ou d'une même cause technique initiale, constituera un seul et même sinistre dont la date sera celle correspondant à la première réclamation.

Pour les risques médicaux visés par les lois n° 2002-303 du 4 mars 2002 et n° 2002-1577 du 30 décembre 2002, il est convenu que les dispositions législatives et réglementaires quant à la gestion des sinistres dans le temps s'appliquent de plein droit.

SOUSCRIPTEUR

La personne physique ou morale, désignée sous ce nom aux conditions particulières, qui demande l'établissement du contrat, le signe et s'engage notamment à en régler les primes.

TITRE 2 - OBJET ET ÉTENDUE DE LA GARANTIE

Le présent contrat est établi selon le principe dit « garantie tous risques, sauf ... ».

CHAPITRE 1 -OBJET DE LA GARANTIE

L'assureur garantit l'assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité que celui-ci peut encourir en raison des dommages ou préjudices causés à autrui, notamment ses préposés, les organismes de protection sociale, les régimes de prévoyance sociale, les personnes stagiaires, candidates à l'embauche ou pré-embauchées, les apprentis ou pré-apprentis, les collaborateurs occasionnels et les bénévoles de l'assuré.

La garantie est acquise :

- du fait des personnes au service de l'assuré et notamment :
 - les représentants légaux de l'assuré ainsi que des assurés additionnels ou pour compte le cas échéant,
 - les préposés placés sous l'autorité de l'assuré dans l'exercice de leurs fonctions,
 - les personnes stagiaires ou pré-embauchées, les collaborateurs occasionnels et les bénévoles de l'assuré, les volontaires du service civique,
 - les personnes dont l'assuré a la garde à quelque titre que ce soit,
- du fait des biens dont l'assuré a la propriété, la garde ou l'usage, et notamment tous les biens immobiliers, mobiliers, toutes les installations et équipements, animaux, et tous les véhicules ou engins pour les dommages ne relevant pas de l'obligation d'assurance automobile,

- du fait de toutes les activités et compétences de l'assuré et de tous services, y compris les services annexes, quant à leur fonctionnement, non-fonctionnement, mauvais fonctionnement ou fonctionnement tardif.

CHAPITRE 2 - GARANTIES COMPLÉMENTAIRES - PRÉCISIONS SUR LES GARANTIES

Section 1 - Responsabilité des personnes

§ 1 - Organismes de représentation du personnel

La garantie est étendue aux organismes de représentation interne du personnel (comité d'entreprise, comité d'établissement, comité des œuvres sociales, etc.) pour toutes les activités et manifestations qu'ils peuvent organiser.

La notion de tiers ou d'autrui est maintenue entre ces différents assurés ainsi qu'entre ces assurés et le souscripteur.

§ 2 - RC sous-traitants, prestataires, délégataires

La garantie s'étend aux conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qui peut incomber à l'assuré en raison des dommages subis par autrui du fait des biens ou prestations fournis par un sous-traitant, prestataire ou délégataire et/ou ceux pour lesquels ces derniers ont exercé leur activité professionnelle.

Sont exclues les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile incombant personnellement à ces personnes.

Section 2 - Responsabilité automobile

§ 1 - Responsabilité civile du fait de l'utilisation d'un véhicule terrestre à moteur

Par dérogation aux exclusions générales ci-après, la garantie s'étend aux conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant incomber à l'assuré :

- en tant que commettant, par application de l'article 1242, alinéa 5 du Code civil,
 - en tant que gardien du véhicule, par application de l'article 1242, alinéa 1 du Code civil,
- en raison des dommages subis par autrui et causés par les préposés et représentants légaux de l'assuré lorsqu'ils utilisent, pour les besoins du service, un véhicule terrestre à moteur dont l'assuré n'a pas la propriété et qu'il n'a ni loué, ni emprunté.

La présente garantie s'exercera en complément ou à défaut des garanties minimales accordées afin de satisfaire à l'obligation d'assurance automobile par tout contrat souscrit pour l'emploi dudit véhicule.

Outre les exclusions générales ci-après, est seule exclue de la garantie la responsabilité civile incombant personnellement aux préposés et représentants légaux.

§ 2 - Responsabilité civile du fait du déplacement d'un véhicule terrestre à moteur

Par dérogation aux exclusions générales ci-après, la garantie s'étend aux conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant incomber à l'assuré :

- en tant que commettant, par application de l'article 1242, alinéa 5 du Code civil,
 - en tant que gardien du véhicule, par application de l'article 1242, alinéa 1 du Code civil,
- en raison des dommages subis par autrui et causés et/ou subis par les véhicules terrestres à moteur déplacés :

- faisant obstacle à l'accès ou à la sortie des locaux dans lesquels s'exerce l'activité de l'établissement de l'assuré,
- empêchant l'exécution de travaux,
- s'exposant à subir des dommages du fait d'évènements naturels ou de travaux devant être exécutés à proximité immédiate,
- présentant un risque du fait de leur stationnement.

Outre les exclusions générales ci-après, sont seuls exclus de la garantie, avec toutes leurs conséquences, les dommages causés et/ou subis par les véhicules qui sont la propriété de l'assuré.

Section 3 - Dommages subis par les personnes

§ 1 - Faute inexcusable et faute intentionnelle

Cette garantie s'applique en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle atteignant un préposé et résultant de la faute inexcusable de l'assuré ou d'une personne qu'il s'est substituée dans ses pouvoirs de direction, au remboursement des sommes dont l'assuré serait redevable à l'égard de la caisse primaire d'assurance maladie ou de tout autre régime de sécurité sociale :

- au titre des cotisations complémentaires prévues à l'article L. 452-4 du Code de la sécurité sociale ou de textes de même nature d'autres organismes sociaux et/ou de la jurisprudence,
- au titre de l'indemnisation complémentaire à laquelle la victime est en droit de prétendre aux termes des articles L. 452-2 et 452-3 du Code de la sécurité sociale ou de textes de même nature d'autres organismes sociaux et/ou de la jurisprudence,
- au titre de l'indemnisation complémentaire à laquelle la victime est en droit de prétendre en réparation des dommages non couverts par le livre IV du Code de la sécurité sociale.

L'assureur s'engage, en outre, à assumer la défense de l'assuré dans les actions amiables ou judiciaires fondées sur les articles L. 452-1 à 4 du Code de la sécurité sociale ou de textes de même nature d'autres organismes sociaux et dirigées contre lui en vue d'établir sa propre faute inexcusable ou celle de personnes qu'il s'est substituées dans ses pouvoirs de direction.

Il s'engage également à assumer la défense de l'assuré et celle de ses préposés devant les juridictions répressives en cas de poursuites pour homicide ou blessures involontaires à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle atteignant un préposé de l'assuré.

La garantie s'applique également aux recours personnels en réparation de son préjudice non réparé en application de la législation sur les accidents du travail et maladies professionnelles qu'un préposé ou salarié de l'assuré pourrait être fondé, en vertu de l'article L. 452-5 du Code de la sécurité sociale ou de textes de même nature d'autres organismes sociaux ou de la jurisprudence à exercer contre celui-ci pris en tant que commettant civilement responsable, en raison des dommages subis dans l'exercice de ses fonctions et causés par la faute intentionnelle d'un autre préposé ou salarié de l'assuré.

§ 2 - Indemnités contractuelles

L'assureur garantit, en cas d'accidents engageant ou non la responsabilité du souscripteur et survenant aux personnes assurées désignées aux conditions particulières, les indemnités prévues ci-après.

Par « accident », on entend toute lésion corporelle ayant pour cause établie une force soudaine, extérieure et involontaire ainsi que les maladies contractées dans l'exercice de l'activité garantie.

La garantie est toutefois acquise pour les bris de lunettes ou de toute prothèse même en l'absence de dommage corporel.

I - Nature des garanties

En cas de décès trouvant sa cause dans l'accident et survenant immédiatement ou dans les douze mois qui suivent l'événement, l'assureur garantit un capital dont le montant est fixé aux conditions particulières, payable aux ayants droit de la victime.

Si la victime vient à décéder, dans le délai de douze mois prévu ci-dessus, des suites d'un accident garanti par le contrat et pour lequel elle a bénéficié de l'indemnité prévue pour incapacité permanente, ses ayants droit recevront, le cas échéant, le montant du capital fixé pour le cas de décès, diminué du montant de l'indemnité déjà perçue.

Le capital est versé au conjoint survivant marié ou pacsé, non séparé de corps ni divorcé, à défaut à son concubin, à défaut à ses enfants vivants ou représentés par parts égales entre eux, à défaut à ses autres ayants droit.

En cas d'incapacité permanente totale, l'assureur garantit un capital dont le montant est fixé aux conditions particulières, payable à la victime.

L'incapacité permanente donne droit à la somme entière stipulée, à condition qu'elle corresponde à l'un des cas ci-après : aliénation mentale, totale et incurable, perte complète de la vision, perte des deux bras ou des deux mains, perte des deux jambes ou des deux pieds, perte simultanée d'un bras ou d'une main et d'une jambe ou d'un pied.

L'incapacité fonctionnelle totale ou partielle d'un membre ou organe est assimilée à sa perte totale ou partielle.

En cas d'incapacité permanente partielle, l'assureur garantit un pourcentage de la somme assurée pour le cas d'incapacité permanente totale.

Ce pourcentage est déterminé d'après le barème indicatif d'invalidité applicable en vertu de la législation sur les accidents du travail, sous réserve des restrictions suivantes :

- la perte des membres ou d'organes frappés d'impotence fonctionnelle avant l'accident ne peut donner lieu à indemnité,
- la lésion de membres ou organes déjà infirmes n'est indemnisée que par différence entre l'état avant et l'état après l'accident,
- l'évaluation des lésions de membres et organes sains lésés par l'accident ne peut être augmentée à l'égard de l'assureur, par l'état d'infirmité d'autres membres ou organes que l'accident n'a pas intéressés,
- l'indemnité totale, résultant de plusieurs infirmités provenant du même accident, s'obtient par addition, sans pouvoir dépasser la somme intégrale assurée pour incapacité permanente totale,
- lorsque plusieurs de ces infirmités affectent un même membre ou organe, elles ne se cumulent pas entre elles et l'indemnité est fixée d'après la plus grave des infirmités affectant ledit membre ou organe.

En cas d'incapacité temporaire de travail ou d'activité, l'assureur garantit à la victime le paiement d'indemnités journalières dont le montant est fixé aux conditions particulières, payable pendant une durée correspondant à la durée réelle de l'arrêt de travail.

Le versement de ces indemnités sera en tout état de cause calculé sur le montant réel des préjudices financiers subis par la victime du fait de son incapacité de travail, le montant indiqué aux conditions particulières constituant le plafond des indemnités journalières.

Dans le cas où la victime n'exerce que partiellement son activité du fait d'un sinistre garanti au titre du présent contrat, l'indemnité sera calculée en fonction des préjudices financiers qu'elle subit au titre de cette activité partielle.

Dans le cas où la victime n'exerce pas d'activité rémunérée, le montant des indemnités journalières est fixé à 50 % du montant prévu aux conditions particulières.

La durée maximale du versement des indemnités journalières est fixée aux conditions particulières.

L'assureur garantit également les frais engagés (médecine, pharmacie, chirurgie, hospitalisation, transport, prothèse, etc.) pour les soins rendus nécessaires par l'accident jusqu'à la date de guérison ou, à défaut, de consolidation des blessures.

L'assureur couvre enfin le paiement des frais de recherches, secours et rapatriement pouvant être mis à la charge de l'assuré si celui-ci était signalé disparu ou en péril, sous les réserves suivantes :

- les opérations de recherches, secours et rapatriement devront être effectuées par des sauveteurs ou des organisations de secours en un lieu dépourvu de tous moyens de secours autres que ceux pouvant être portés par des sauveteurs spécialisés,
- les opérations de recherches, secours et rapatriement devront être entreprises à la suite d'un accident garanti.

II - Exclusions

Sont seuls exclus :

- **les accidents intentionnellement causés ou provoqués par la victime ou les bénéficiaires de la garantie,**
- **les maladies et états maladifs de toute nature autre que ceux contractés dans l'exercice des activités assurées,**
- **les conséquences directes ou indirectes d'un état de santé défectueux,**
- **les accidents provenant de rixes** (sauf les cas constatés de légitime défense),
- **les opérations chirurgicales et leurs suites, pour autant qu'elles ne soient pas les conséquences d'un accident garanti par la police,**
- **les accidents occasionnés par des tremblements de terre, éruptions volcaniques ou autres cataclysmes.**

III - Modalités de gestion et de paiement

Les indemnités dues par l'assureur en vertu de la présente garantie ne sont jamais exigibles par acomptes, elles sont payables au plus tard dans les quinze jours qui suivent :

- la remise des pièces justificatives, en cas de décès,
- la détermination des conséquences définitives de l'accident en cas d'incapacité permanente.

Les indemnités garanties viendront, s'il y a lieu, en complément des indemnités et prestations de même nature qui pourraient être garanties à l'assuré pour les mêmes dommages par la Sécurité sociale ou tout autre régime de prévoyance collective, sans que l'assuré puisse percevoir au total un montant supérieur à celui de ses débours réels.

Il est convenu que les garanties ne pourront, sur un même accident, être cumulées avec celles versées au titre de la responsabilité de l'assuré au titre de ce contrat si cette responsabilité est engagée. Les présentes indemnités contractuelles seront considérées dans ce cas comme un acompte versé à la victime et viendront en déduction des indemnités dues au titre de la responsabilité de l'assuré.

Toutes les fois que les conséquences d'un accident seront aggravées par une maladie ou un état constitutionnel défectueux, les indemnités seront calculées, non pas sur les suites effectives de l'accident, mais sur celles que cet accident aurait eues sur un sujet en état de santé normal.

Dans le cas où la victime ou ses ayants droit ne pourraient se mettre d'accord avec l'assureur, soit sur les causes du décès, de l'incapacité permanente totale ou partielle, soit sur le degré de l'incapacité permanente totale ou partielle, leur différend sera soumis à deux médecins choisis, l'un par la victime ou ses ayants droit, l'autre par la compagnie.

S'il y a divergence entre ces deux médecins, les parties en choisiront un troisième pour les départager. Si elles ne s'entendent pas sur le choix de ce dernier, la désignation en sera faite à la requête de la partie la plus diligente par le président du tribunal judiciaire du lieu de l'accident ou du domicile de la victime, avec dispense de prestation de serment et de toutes autres formalités.

La victime et l'assureur prendront en charge chacun les honoraires et les frais du médecin qu'ils auront respectivement choisi, ils supporteront par moitié les honoraires et frais du troisième médecin.

Jusqu'à ce que cette expertise ait lieu, la victime n'est recevable à intenter en justice contre la compagnie aucune action tendant au règlement de l'indemnité pouvant lui revenir.

§ 3 - Recours de l'État ou de certaines autres personnes publiques en réparation de préjudices subis par leur personnel

Par dérogation aux exclusions générales ci-après, la garantie est étendue aux recours que l'État ou certaines autres personnes publiques pourraient exercer en vertu de l'ordonnance n° 59-76 du 7 janvier 1959 relative aux actions en réparation de l'État et de certaines collectivités publiques, en raison des dommages subis par leurs personnels prêtant leur concours pour l'exécution d'un service de police.

Section 4 - Dommages subis par les biens

§ 1 - Objets confiés

Il s'agit de biens meubles appartenant à autrui, confiés à l'assuré pour leur garde, exposition, entrepôt, prestations contractuelles, travaux de toute nature, sauf utilisation pour les besoins propres à l'assuré.

La garantie du contrat est étendue aux conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue par l'assuré en raison des dommages causés aux biens confiés, c'est-à-dire du fait de la détérioration, de la destruction, de la perte ou de la disparition de ceux-ci.

Outre les exclusions générales du contrat, ne sont pas garantis :

- les dommages subis, avant leur délivrance, par les biens dont l'assuré a cédé la propriété,
- les dommages causés aux biens détenus par l'assuré en vertu d'un contrat de crédit-bail ou de location, pour lesquels une assurance spécifique a été souscrite, et dans la limite de cette couverture,
- les dommages causés aux biens confiés par un incendie ou une explosion ayant pris naissance ou survenu dans les locaux dont l'assuré est propriétaire, locataire ou occupant,
- les dommages aux biens utilisés comme outils par l'assuré.

§ 2 - Prêt à usage ou commodat

Dans le cadre de prêt à usage ou commodat, la garantie est également acquise à l'assuré pour tous dommages subis par les biens d'autrui qui sont mis bénévolement à la disposition de l'assuré.

Outre les exclusions générales du contrat, ne sont pas garantis :

- les dommages subis, avant leur délivrance, par les biens dont l'assuré a cédé la propriété,
- les dommages causés aux biens confiés par un incendie ou une explosion ayant pris naissance ou survenu dans les locaux dont l'assuré est propriétaire, locataire ou occupant.

§ 3 - Matériels de stage

Sont garantis les dommages causés par des stagiaires à des matériels appartenant à des tiers.

Section 5 - Autres garanties

§ 1 - Responsabilité « organisateurs épreuves ou activités sportives »

La garantie est acquise dans les limites et conditions prévues au Code du sport pour les activités d'organisateur ou de co-organisateur d'épreuves ou d'activités sportives ouvertes à des licenciés ou non licenciés, y compris pour la responsabilité personnelle des participants.

§ 2 - Responsabilité du fait des drones

Par dérogation à l'exclusion des dommages causés par les engins aériens, restent couverts les dommages causés par les drones civils d'une masse au décollage inférieure ou égale à 25 kg survenus alors qu'ils sont exclusivement utilisés pour les besoins de l'assuré.

Restent exclus les dommages causés par les drones qui évoluent dans les centrales nucléaires et thermiques sauf lorsque ces installations appartiennent à l'assuré ou sont exploitées par lui.

§ 3 - Responsabilité « atteintes accidentelles à l'environnement »

La garantie est étendue aux responsabilités qui peuvent incomber à l'assuré du fait d'une atteinte à l'environnement, c'est-à-dire :

- l'émission, la dispersion, le rejet ou le dépôt de toute substance solide, liquide ou gazeuse diffusée par l'atmosphère, le sol ou les eaux,
- la production d'odeurs, bruits, vibrations, variations de températures, ondes, radiations, rayonnements excédant la mesure des obligations ordinaires de voisinage,

concomitante à l'événement soudain et imprévu qui l'a provoquée et qui ne se réalise pas de façon lente ou progressive.

Outre les exclusions générales du contrat, ne sont pas garantis :

- les dommages résultant d'un défaut d'entretien caractérisé connu des représentants légaux de l'assuré,
- les redevances mises à la charge de l'assuré en application des lois et règlements en vigueur au moment du sinistre, même si ces redevances sont destinées à remédier à une situation consécutive à des dommages donnant lieu à garantie,
- les dommages d'atteintes à l'environnement du fait d'une installation classée, régie par les articles L. 511-1 et suivants du Code de l'environnement et soumise à autorisation préfectorale, dont l'assuré serait responsable en sa qualité d'exploitant.

La garantie est étendue aux dommages environnementaux, c'est-à-dire les dommages visés par la directive européenne 2004/35/CE et ses textes de transposition, à savoir les dommages affectant les sols, les eaux et ceux causés aux espèces et habitats naturels protégés.

Elle est également étendue au préjudice écologique, c'est-à-dire les dommages visés par les articles 1246 et suivants du Code civil, à savoir la réparation du préjudice écologique consistant en une atteinte non négligeable aux éléments ou aux fonctions des écosystèmes ou aux bénéfices collectifs tirés par l'homme de l'environnement.

Section 6 - Conventions de transfert de responsabilité

Par dérogation à toute exclusion, la garantie s'étend aux conséquences des conventions comportant transfert de responsabilité ou renonciation à recours, intervenues entre d'une part l'assuré et d'autre part :

- l'État et notamment l'armée, la police nationale ou la gendarmerie,
- les administrations, collectivités territoriales, organismes publics ou semi-publics français ou étrangers tels que, en France la SNCF, la Poste, EDF, ENGIE, Orange,
- les sociétés de location et de crédit-bail,
- les organisateurs de foires et expositions,
- les personnes physiques ou morales mettant à sa disposition des biens ou des personnes utilisés pour l'exécution de son activité,
- les établissements et/ou entreprises voisines, dans le cadre des contrats d'assistance réciproque.

Section 7 - Défense et Recours

Au titre de cette extension de garantie l'assureur s'engage :

- à défendre soit à l'amiable soit devant toute juridiction (notamment civiles, commerciales, administratives ou pénales), lorsqu'ils sont personnellement impliqués à l'occasion d'un dommage garanti par le présent contrat, la personne morale souscriptrice et toute autre personne morale ayant la qualité d'assuré, les représentants légaux et membres de l'assemblée délibérante dans l'exercice de leurs fonctions ou des personnes physiques ayant une autorité représentative équivalente, ainsi que les préposés placés sous l'autorité de l'assuré pendant leur service,
- à réclamer, soit à l'amiable, soit devant toute juridiction, la réparation incombant à un tiers responsable des dommages subis par l'assuré ou par une personne physique ayant la qualité d'assuré et qui ont trait à l'un des risques garantis.

L'assureur supporte, à concurrence de la somme fixée aux conditions particulières, les frais et honoraires d'enquête, d'instruction, d'expertise, d'avocats, d'exécution de jugements ainsi que les frais de procès.

En cas de désaccord entre l'assureur et l'assuré sur l'opportunité d'engager ou de poursuivre une action judiciaire ou sur le montant du préjudice subi par l'assuré, le différend est soumis à deux arbitres, désignés l'un par l'assureur, l'autre par l'assuré.

A défaut d'entente entre les deux arbitres, ils sont départagés par un troisième arbitre désigné par eux, ou faute d'accord sur cette désignation, par ordonnance du président du tribunal judiciaire dans le ressort duquel s'est produit le dommage objet du litige.

Chaque partie supporte les honoraires de son arbitre et la moitié de ceux du tiers arbitre.

Si, contrairement à l'avis des arbitres, l'assuré exerce une action judiciaire et obtient une solution plus favorable que celle qui lui était antérieurement proposée, l'assureur lui remboursera, sur justification, les frais taxables restant à sa charge et les honoraires raisonnablement réclamés dans une telle affaire.

En cas de désaccord sur le montant des honoraires, le différend est réglé selon la procédure d'arbitrage ci-dessus.

CHAPITRE 3 - EXCLUSIONS

Outre les exclusions prévues aux conditions particulières ou ci-avant par les présentes conditions générales, sont seuls exclus de la garantie :

- **les dommages provenant de la faute intentionnelle ou dolosive des représentants légaux de l'assuré,**

- les dommages mis à la charge de l'assuré, en vertu d'obligations contractuelles acceptées par les représentants légaux de l'assuré et excédant celles auxquelles l'assuré serait tenu en vertu des dispositions légales ou réglementaires sur la responsabilité,
- les dommages causés par la guerre étrangère (il appartient à l'assuré de prouver que le sinistre résulte d'un autre fait que la guerre étrangère) ou par la guerre civile (il appartient à l'assureur de prouver que le sinistre résulte de cet événement),
- les dommages ou l'aggravation des dommages causés par tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou par toute autre source de rayonnements ionisants, et qui engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire (la responsabilité du fait de la propriété ou de l'utilisation de matériels de radiographie ou à rayonnement ionisant à usage médical, vétérinaire, technique ou scientifique reste garantie pour autant que la détention et/ou l'utilisation de ces matériels ne soient pas soumises à autorisation de l'Autorité de sûreté nucléaire),
- les dommages ou l'aggravation des dommages causés par les armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome,
- les dommages causés directement par les inondations, tremblements de terre, raz-de-marée, éruptions de volcans ou autres cataclysmes (les dommages résultant de ces sinistres et imputables à l'organisation des services de secours ou de prévention ainsi que les dommages causés par la présence ou le mauvais fonctionnement d'un ouvrage appartenant à l'assuré ou dont il a la charge de l'entretien restent garantis),
- les dommages causés par les infiltrations, refoulements, débordements de canalisations et installations servant à l'évacuation des eaux pluviales et usées, s'il est établi que le risque n'a pas de caractère aléatoire du fait d'un vice connu de conception de l'ouvrage, d'un défaut d'entretien caractérisé ou d'une insuffisance notoire du réseau,
- les dommages matériels et immatériels causés par un incendie, une explosion, un dégât des eaux, ou des dommages électriques survenus à l'intérieur d'un bâtiment appartenant au souscripteur et/ou occupé par lui (cette exclusion ne concerne pas les locaux utilisés temporairement par l'assuré pour une période inférieure à une durée de 30 jours consécutifs),
- les dommages résultant de façon inéluctable et prévisible :
 - soit des modalités d'exécution d'un travail ou service telles qu'elles ont été prescrites par les représentants légaux de l'assuré,
 - soit d'un vice apparent d'un bien ou d'un produit connu avant livraison par l'assuré,
 - soit du fait conscient et intéressé des représentants légaux de l'assuré et qui, par ses caractéristiques, ferait perdre à l'événement à l'origine du sinistre son caractère aléatoire,
- les dommages causés aux biens meubles dont l'assuré a la propriété, la garde ou l'usage sauf en ce qui concerne les extensions spécifiques « objets confiés », « prêt à usage ou commodat » et « matériels de stage » et les matériels réquisitionnés,
- les dommages résultant d'atteintes non accidentelles à l'environnement, c'est-à-dire :
 - l'émission, la dispersion, le rejet ou le dépôt de toute substance solide, liquide ou gazeuse diffusée par l'atmosphère, le sol ou les eaux,
 - la production d'odeurs, bruits, vibrations, variations de températures, ondes, radiations, rayonnements excédant la mesure des obligations ordinaires de voisinage,

- **les dommages causés par les engins aériens**, sauf extension de garantie « responsabilité du fait des drones », **chemins de fer funiculaires ou à crémaillère, téléphériques, remonte-pentes ou engins de remontées mécaniques passibles de contrats d'assurances en application de la loi n° 63-708 du 18 juillet 1963, et les dommages causés par les embarcations de plus de 10 personnes**,
- **les dommages relevant de l'obligation d'assurance automobile prévue à l'article L. 211-1 du Code des assurances causés par les véhicules à moteur non réquisitionnés pour le compte de l'assuré** sous réserve des extensions de garanties prévues aux conditions particulières ou générales, et sauf pour l'utilisation, à l'insu de l'assuré, par une personne dont il a la garde, d'un véhicule dont l'assuré n'a ni la propriété ni la garde,
- **les dommages causés au cours d'épreuves, courses, compétitions (ou de leurs essais) soumises par la réglementation en vigueur à l'autorisation préalable des pouvoirs publics lorsque ces dommages engagent la responsabilité de l'assuré en sa qualité d'organisateur** (cette exclusion ne s'applique pas pour les épreuves ou courses cyclistes ou pédestres),
- **les responsabilités résultant de l'application des articles 1792 à 1792-6 du Code civil ou de leur transposition en droit administratif**,
- **les dommages immatériels non consécutifs résultant d'opérations de transactions ou de gestion immobilières réalisées par l'assuré et relevant de l'assurance obligatoire prévue par les lois n° 70-9 du 2 janvier 1970 et 94-624 du 21 juillet 1994 et leurs textes d'application**,
- **les dommages résultant de l'exploitation d'aérodrome**, sauf stipulation contraire dans les conditions particulières.
- **les dommages corporels subis par toute personne physique préposée de l'assuré qui relèvent de la réglementation sur les accidents du travail ou les maladies professionnelles** (cette exclusion concerne uniquement les frais médicaux et indemnités journalières),
- **les dommages de toute nature causés par l'amiante**,
- **tous dommages corporels, matériels, immatériels consécutifs ou non causés directement ou indirectement par des moisissures toxiques**,
- **tous dommages corporels, matériels, immatériels consécutifs ou non causés directement ou indirectement par le MTBE (méthyltertiobutylether)**,
- **les dommages causés par les champs et ondes électromagnétiques**,
- **les dommages résultant de l'utilisation ou de la dissémination d'organismes génétiquement modifiés visés par l'article L. 531-1 du Code de l'environnement**.

Par ailleurs, l'assureur ou le réassureur ne sera tenu à aucune garantie, ne fournira aucune prestation et ne sera obligé de payer aucune somme au titre du présent contrat dès lors que la mise en œuvre d'une telle garantie, la fourniture d'une telle prestation ou un tel paiement l'exposerait à une sanction, prohibition ou restriction résultant d'une résolution de l'Organisation des Nations Unies, et/ou aux Sanctions économiques ou commerciales prévues par les lois ou règlements édictées par l'Union Européenne, la France, les Etats-Unis d'Amérique, la Suisse ou par tout autre droit national applicable prévoyant de telles mesures.

TITRE 3 - GESTION DU CONTRAT ET DES SINISTRES

CHAPITRE 1 -FORMATION ET RÉSILIATION

Section 1 - Formation et prise d'effet du contrat

Le contrat d'assurance est formé dès l'accord des parties. Le marché ou la police d'assurance signé par elles constate leurs engagements réciproques. La garantie est acquise à compter de la date d'effet indiquée à l'acte d'engagement. Ces mêmes stipulations s'appliquent à tout avenant au contrat.

Section 2 - Résiliation du contrat

§ 1 - Cas de résiliation

Le contrat peut être résilié avant sa date d'expiration normale dans les cas et conditions ci-après :

- par l'assuré ou l'assureur :
 - dans les délais et selon les modalités prévus à l'acte d'engagement,
 - en cas de transfert de propriété de la chose assurée (article L. 121-10 du Code des assurances) et notamment en cas de fusion concernant l'assuré,
- par les assureurs :
 - en cas de non-paiement des primes (article L. 113-3 du Code des assurances),
 - en cas d'aggravation du risque (article L. 113-4 du Code des assurances),
 - en cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration du risque à la souscription ou en cours de contrat (article L. 113-9 du Code des assurances),
 - après sinistre, l'assuré ayant alors le droit de résilier les autres contrats souscrits par lui auprès de l'assureur (article R. 113-10 du Code des assurances),
- par l'assuré :
 - en cas de disparition des circonstances aggravantes mentionnées dans la police si l'assureur ne consent pas la diminution de prime correspondante (article L. 113-4 du Code des assurances),
 - en cas de résiliation par l'assureur d'un autre contrat de l'assuré après sinistre (article R. 113-10 du Code des assurances),
- de plein droit, en cas de retrait de l'agrément de l'assureur (article L. 326-12 du Code des assurances).

Il est convenu que l'assureur ne pourra utiliser la faculté de résiliation après sinistre prévue à l'article R. 113-10 du Code des assurances que dans les conditions suivantes :

- pour autant que le montant des sinistres réglés et raisonnablement provisionnés sur l'exercice en cours soit égal ou supérieur au montant de la prime TTC annuelle de l'exercice en cours,
- la résiliation prend effet à l'expiration du délai de préavis prévu à l'acte d'engagement, à compter de sa notification au souscripteur.

§ 2 - Ristourne de prime, indemnité de résiliation

Dans les cas de résiliation au cours d'une période d'assurance, la portion de prime afférente à la partie de cette période postérieure à la résiliation n'est pas acquise à l'assureur. Elle doit être remboursée à l'assuré si elle a été perçue d'avance.

§ 3 - Modalités de résiliation

Lorsque l'assuré a la faculté de résilier le contrat, il peut le faire, à son choix, soit par lettre ou tout autre support durable, soit par une déclaration faite contre récépissé au siège social ou chez le représentant de l'assureur, soit par acte extrajudiciaire. La résiliation par l'assureur doit être notifiée à l'assuré par lettre recommandée.

CHAPITRE 2 - DÉCLARATION DU RISQUE

Section 1 - A la souscription du contrat

Le contrat est établi d'après les déclarations de l'assuré. Sous peine des sanctions prévues ci-après, l'assuré doit en conséquence déclarer toutes les circonstances connues de lui et qui sont de nature à faire apprécier par l'assureur les risques qu'il prend à sa charge.

Section 2 - En cours de contrat

La garantie est automatiquement étendue à tous services, y compris les services annexes qui viendraient à être créés après la signature du présent contrat et à toutes personnes, tous biens et toutes activités qui viendraient à être mis à disposition ou dévolus à l'assuré pour autant qu'ils ne relèvent pas d'une exclusion prévue au titre du contrat, du fait de transferts institutionnels de compétences ou d'activités librement mises en œuvre par l'assuré.

En contrepartie, l'assureur peut, à tout moment, demander à l'assuré les renseignements appropriés sur l'évolution des risques assurés.

Les assureurs déclarent avoir une connaissance suffisante des risques et, dès lors, renoncent à toute sanction contre l'assuré pour toute aggravation des risques garantis.

CHAPITRE 3 - PRIMES

Nonobstant toute autre stipulation, les modalités de calcul des primes sont définies ci-après.

Section 1 - Calcul des primes

Lorsque la prime est forfaitaire, elle est fixée à l'acte d'engagement.

Lorsque la prime est unitaire, elle est calculée en appliquant les conditions de tarification prévues à l'acte d'engagement.

L'assuré doit, à la souscription et à chaque échéance, verser la prime fixée à l'acte d'engagement, qui constitue la prime provisionnelle pour la durée du contrat. Si la prime définitive pour chaque période d'assurance est supérieure à la prime provisionnelle perçue pour la même période, une prime complémentaire égale à la différence est due par l'assuré. Si la prime définitive est inférieure à la prime provisionnelle, la différence est due et restituée à l'assuré.

L'assuré doit déclarer à l'assureur dès qu'il en a connaissance l'assiette de prime de la dernière période échue. En cas de non-fourniture d'une déclaration, l'assuré sera mis en demeure d'avoir à satisfaire à cette obligation dans les dix jours de la réception d'une lettre recommandée qui lui sera adressée à cet effet. Si à l'expiration de ce délai, l'assuré persiste dans cette carence, l'assureur a le droit de lui présenter une quittance de prime égale à la précédente, majorée de 10 % sous réserve d'un ajustement ultérieur d'après les éléments de base réels figurant dans la déclaration qui serait faite ensuite par l'assuré. En cas de non-paiement de ces quittances, la garantie peut être suspendue en ses effets ou le contrat résilié par l'assureur dans les conditions prévues ci-après.

Section 2 - Indexation

Si elle est forfaitaire, la prime est indexée sur l'indice du traitement des fonctionnaires selon la formule suivante :

$$\begin{aligned} A0 &= \text{prime HT à l'échéance de l'année 0 et } A1 = \text{prime HT à l'échéance de l'année 1} \\ I0 &= \text{indice à l'échéance de l'année 0 et } I1 = \text{indice à l'échéance de l'année 1} \\ A1 &= A0 \times I1 / I0 \end{aligned}$$

Si elle est unitaire, la prime ne subit pas d'indexation.

Section 3 - Paiement des primes

La prime, ou dans le cas de fractionnement de celle-ci les fractions de prime, et les accessoires de prime dont le montant est stipulé au contrat ainsi que les impôts et taxes, sont payables au siège de la société ou au domicile de son mandataire éventuellement désigné par elle à cet effet.

Les dates d'échéance sont fixées à l'acte d'engagement.

A défaut de paiement d'une prime (ou d'une fraction de prime) dans les dix jours de son échéance, la société, indépendamment de son droit de poursuivre l'exécution du contrat en justice, peut, par lettre recommandée valant mise en demeure adressée à l'assuré ou à la personne chargée du paiement des primes à leur dernier domicile connu, suspendre la garantie trente jours après l'envoi de cette lettre (ou sa remise au destinataire justifiée par l'avis de réception si celui-ci est domicilié hors de France métropolitaine).

Le non-paiement d'une fraction de prime entraîne l'exigibilité de la totalité de la prime restant due. Dans ce cas, la suspension de la garantie produit ses effets jusqu'à son entier paiement.

La société a le droit de résilier le contrat dix jours après l'expiration du délai de trente jours, visé ci-dessus, par notification faite à l'assuré, soit dans la lettre recommandée de mise en demeure, soit par une nouvelle lettre recommandée.

Les primes du présent contrat devant être payées dans les formes prescrites, selon les règlements et normes en vigueur, les compagnies renoncent à suspendre leurs garanties ou à résilier le contrat si le retard de paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités nécessaires (y compris vote des dépenses).

CHAPITRE 4 - SINISTRES ET INDEMNITÉS

Section 1 - Obligations de l'assuré en cas de sinistre

L'assuré doit, dès qu'il en a eu connaissance, et au plus tard dans les 5 jours, donner avis du sinistre par écrit, de préférence par lettre recommandée, ou verbalement contre récépissé, au siège de l'assureur ou de l'agence indiquée sur la police.

Il doit en outre :

- déclarer dans les cinq jours, à l'autorité compétente, les dommages survenus à l'occasion de crimes ou délits commis à force ouverte ou par violence, par attroupements ou rassemblements armés ou non armés (article 9 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983),
- indiquer dans la déclaration du sinistre ou, en cas d'impossibilité, dans une déclaration ultérieure faite dans le plus bref délai, la date et les circonstances du sinistre, ses causes connues ou présumées, les noms et adresses des personnes lésées et si possible des témoins, la nature et le montant approximatif des dommages ainsi que des garanties souscrites sur les mêmes risques auprès d'autres assureurs,

- transmettre à l'assureur, dès réception, tous avis, lettres, convocations, assignations, actes extrajudiciaires et pièces de procédure qui seraient adressés, remis ou signifiés à lui-même ou à un de ses préposés concernant un sinistre susceptible d'engager la responsabilité de l'assuré.

Faute par l'assuré de se conformer aux obligations prévues ci-dessus, sauf cas fortuit ou de force majeure, l'assureur peut réclamer une indemnité proportionnelle au préjudice que ce manquement peut lui causer.

Pour les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, en cas de manquement à une obligation lui incombant après la survenance du sinistre, l'assuré n'encourt la déchéance qu'en cas de faute lourde ou d'inexécution intentionnelle de sa part.

Section 2 - Règlement des indemnités

Le paiement de l'indemnité doit être effectué entre les mains du bénéficiaire ou de l'assuré, dans les trente jours, soit de l'accord amiable, soit de la décision judiciaire exécutoire. Ce délai, en cas d'opposition, ne court que du jour de la mainlevée.

Section 3 - Procédure, transaction

En cas d'action mettant en cause une responsabilité assurée par le présent contrat, l'assureur, dans la limite de sa garantie :

- devant les juridictions civiles, commerciales ou administratives, se réserve la faculté d'assumer la défense de l'assuré, de diriger le procès et d'exercer toutes voies de recours,
- devant les juridictions pénales, si la ou les victimes n'ont pas été désintéressées, a la faculté, avec l'accord de l'assuré, de diriger la défense sur le plan pénal ou de s'y associer. A défaut de cet accord, l'assureur peut néanmoins assumer la défense des intérêts civils de l'assuré. L'assureur peut exercer toutes voies de recours au nom de l'assuré, y compris le pourvoi en cassation, lorsque l'intérêt pénal de l'assuré n'est plus en jeu. Dans le cas contraire, il ne peut les exercer qu'avec l'accord de l'assuré.

L'assureur a seul le droit, dans la limite de sa garantie, de transiger avec les personnes lésées. Aucune reconnaissance de responsabilité, aucune transaction intervenant en dehors de l'assureur, ne lui est opposable : n'est pas considéré comme une reconnaissance de responsabilité, l'aveu d'un fait matériel ou le seul fait d'avoir procuré à la victime un secours urgent, lorsqu'il s'agit d'un acte d'assistance que toute personne a le devoir légal ou moral d'accomplir.

Section 4 - Sauvegarde des droits des victimes

Aucune déchéance motivée par un manquement de l'assuré à ses obligations commis postérieurement au sinistre n'est opposable aux personnes lésées ou à leurs ayants droit. L'assureur conserve, néanmoins, la faculté d'exercer, contre l'assuré, une action en remboursement de toutes les sommes qu'il aura payées ou mises en réserve à sa place.

Section 5 - Constitution de rentes

Si l'indemnité allouée par décision judiciaire à une victime ou à ses ayants droit consiste en une rente et si une acquisition de titres est ordonnée à la société, par cette décision, pour sûreté de son paiement, la société procède dans la limite disponible de la somme assurée, à la constitution de cette garantie. Si aucune acquisition de titres ne lui est ordonnée, la valeur de la rente en capital est calculée d'après les règles applicables pour le calcul de la réserve mathématique de cette rente. Si cette valeur est inférieure à la somme disponible, la rente est intégralement à la charge de la société. Dans le cas contraire, seule est à la charge de la société la partie de la rente correspondant, en capital, à la partie disponible de la somme assurée.

Section 6 - Montants de garantie

Les montants limites d'engagement sont fixés aux conditions particulières.

Les limites par sinistre s'entendent pour l'ensemble des réclamations se rapportant à un même événement ou acte engageant la responsabilité de l'assuré.

Les limites par année d'assurance s'entendent pour l'ensemble des réclamations se rapportant à des événements survenus ou actes accomplis au cours d'une même année.

Il est convenu que les garanties exprimées par sinistre et par année pourront être reconstituées après un sinistre moyennant le paiement d'une nouvelle prime au prorata du montant de la reconstitution et du temps.

La reconstitution de garantie interviendra à la demande de l'assuré et au taux du contrat.

Les frais de procès, de quittance et autres frais de règlement ne viennent pas en déduction des montants de garantie ainsi stipulés. Toutefois, en cas de condamnation de l'assuré à un montant supérieur à celui de la garantie, ces frais sont supportés par l'assureur et par l'assuré proportionnellement à leurs contributions respectives dans le montant de la condamnation.

CHAPITRE 5 - STIPULATIONS DIVERSES

Section 1 - Subrogation

L'assureur est subrogé, dans les termes de l'article L. 121-12 du Code des assurances, jusqu'à concurrence de l'indemnité payée par lui dans les droits et actions de l'assuré contre tout responsable du sinistre. Si la subrogation ne peut plus, du fait de l'assuré, s'opérer en faveur de l'assureur, la garantie de celui-ci cesse d'être engagée dans la même mesure où aurait pu s'exercer la subrogation.

Section 2 - Prescription

Toute action dérivant du présent contrat est prescrite par deux ans.

Le délai commence à courir à compter du jour de l'événement qui donne naissance à l'action (à compter du 31 décembre suivant cet événement pour les contrats souscrits sur des risques situés dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle).

Toutefois, le délai ne court :

- en cas de réticence, omission, déclaration fausse ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance ;
- en cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription (citation en justice, commandement ou saisie, citation en conciliation devant le bureau de paix lorsqu'elle est suivie d'une assignation en justice, citation en justice, même devant un juge incompétent, l'interruption étant nulle et non avenue si l'assignation est nulle par défaut de forme, si le demandeur se désiste de sa demande, s'il laisse périmer l'instance ou si sa demande est rejetée, reconnaissance par le débiteur du droit du créancier) et par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre.

L'interruption de la prescription de l'action peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée ou d'un envoi recommandé électronique, avec accusé de réception, adressés par l'assureur à l'assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par l'assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité.

Section 3 - Étendue territoriale des garanties

Les garanties du contrat sont acquises dans le monde entier.

Section 4 - Durée de la garantie

La garantie est acquise dès la prise d'effet prévue à l'acte d'engagement.

Conformément aux dispositions formulées à l'article L. 124-5 alinéa 4 du Code des assurances en application de la loi n° 2003-706 du 1^{er} août 2003, « la garantie est déclenchée par la réclamation et couvre l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée à l'assuré ou à son assureur entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai subséquent à sa date de résiliation ou d'expiration mentionnée par le contrat, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres. Toutefois, la garantie ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu de l'assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'assuré a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été re-souscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable. L'assureur ne couvre pas l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres s'il établit que l'assuré avait connaissance du fait dommageable à la date de la souscription de la garantie ».

Le délai subséquent des garanties déclenchées par la réclamation est fixé à 5 ans, après la résiliation ou la cessation des garanties du contrat.

Pour les risques médicaux visés par les lois n° 2002-303 du 4 mars 2002 et n° 2002-1577 du 30 décembre 2002, les dispositions législatives et réglementaires contenues dans ces lois et leurs textes d'application quant à la gestion des sinistres dans le temps s'appliquent de plein droit.

Pour la garantie « défense » de la clause « défense et recours », sont applicables les mêmes principes que pour la garantie « responsabilité ». Pour la garantie « recours », sont pris en charge les litiges survenus pendant la période d'effet du contrat et déclarés pendant cette même période ou dans un délai de deux ans à compter du terme du contrat.

Pour la garantie des dommages subis par les préposés et les représentants légaux lorsque ces dommages n'engagent pas la responsabilité de l'assuré, l'assureur devra prendre le litige en charge si le préposé ou le représentant légal présente sa réclamation à l'assuré pendant la période de validité du contrat, quelle que soit la date du fait générateur.

Pour toutes les garanties, il est convenu que le délai de déclaration des sinistres s'entend à compter du jour où la personne habilitée à effectuer cette déclaration a connaissance du sinistre.

ASSURANCE

**PROTECTION JURIDIQUE
PERSONNE MORALE**

**DE LA CHAMBRE DE METIERS
ET DE L'ARTISANAT DE REGION
NOUVELLE-AQUITAINE**

CONDITIONS PARTICULIERES

Contrat compagnie :

Numéro :

Le présent contrat est régi par le Code des assurances.

© PROTECTAS 2021 – Ce document est la propriété exclusive de la société PROTECTAS et est protégé par la législation française et internationale en vigueur au titre de la propriété intellectuelle (notamment mais sans s'y limiter, droits d'auteur et marques). Toute reproduction ou utilisation même partielle effectuée sans l'autorisation préalable des représentants légaux de la société PROTECTAS est constitutive d'un acte de contrefaçon susceptible d'engager la responsabilité civile et pénale de son auteur.

CONDITIONS PARTICULIERES

ASSURANCE « PROTECTION JURIDIQUE PERSONNE MORALE »

En complément des conditions générales « assurance protection juridique personne morale » PROTECTAS jointes, les présentes conditions particulières ont pour objet de définir les garanties et montants de garantie du contrat, ses modalités de gestion ainsi que celles des sinistres, et ce par dérogation à toute autre stipulation moins favorable.

IDENTIFICATION DU CONTRAT

SOUSCRIPTEUR - ASSURÉ

Ce contrat est conclu entre :

Assureur

Mentionné à l'acte d'engagement

et

Souscripteur assuré

Chambre de métiers et de l'Artisanat de
Région Nouvelle-Aquitaine
46 rue du Général Larminat
CS 81423
33073 BORDEAUX

Agissant tant pour son compte que pour le compte de qui il appartiendra et notamment :

Toutes personnes morales de droit privé et/ou de droit public en France métropolitaine, Vallée d'Andorre et Principauté de Monaco nouvellement créées ou acquises par la CRMA NA ou les sociétés filiales sous réserve :

- Qu'elles soient détenues à 50% et plus, directement ou indirectement par la CRMA NA ;
- Qu'elles exercent les activités comparables et/ou connexes à celles déclarées dans la liste des activités décrites ci – après ;
- Que la CRMA NA les déclare nominativement et au plus tard lors de la déclaration annuelle des éléments servant de base de calcul de la prime.

Le souscripteur est représenté par son directeur

ACTIVITÉS

Toutes les activités de l'assuré ainsi que de ses services annexes, et notamment :

- L'administration et la gestion des activités appartenant à la compétence d'une CHAMBRE DES METIERS & DE L'ARTISANAT
- L'activité de conseil de la CHAMBRE DES METIERS & DE L'ARTISANAT vis-à-vis de ses adhérents
- Les opérations liées à la formation initiale et/ou continue diplômante ou pas
- Centre de Formation des Apprentis
- La gestion financière et le partenariat avec d'autres organismes français ou étrangers

- L'organisation et la participation à des foires, salons, congrès, expositions, démonstrations, spectacles et visites
- Des opérations de mécénat
- Exploitation de sites internet dans le but de partager le savoir avec les tiers et/ou les apprentis
- Exploitation de bibliothèques
- Service de la médecine préventive.

PRISE D'EFFET ET DURÉE DU CONTRAT, PRÉAVIS DE RÉSILIATION

Ces informations sont mentionnées à l'acte d'engagement.

OBJET DE LA GARANTIE

L'objet et l'étendue des garanties sont définis aux conditions générales.

MONTANTS DES GARANTIES

Le montant de garantie est fixé à **50 000 €** par sinistre.

Les plafonds de remboursement des honoraires du mandataire sont fixés comme suit :

Nature de l'intervention	Montant TTC par intervention
Assistance à une mesure d'instruction ou expertise ou devant une commission administrative	1 000 €
Tribunal de police (sauf 5 ^e classe) ou juge de proximité	1 000 €
Juridiction statuant en référé y compris référé expertise en défense	1 500 €
Tribunal de police 5 ^e classe	1 500 €
Cour d'Assises	2 000 € par jour
Toute autre juridiction de 1 ^{re} instance	2 000 €
Toute juridiction d'appel	4 000 €
Cour de Cassation Conseil d'Etat	10 000 €
Transaction amiable réalisée par l'avocat ayant abouti à un protocole par les parties et par la compagnie	1 500 €

FRANCHISE, SEUIL D'INTERVENTION

Le montant des franchises et seuils d'intervention est fixé à l'acte d'engagement.

PRIME

L'assiette de prime est le montant des salaires, c'est-à-dire la totalité des rémunérations du personnel, versées par l'assuré, sans les charges sociales patronales, pour l'ensemble des services.

Il est formellement convenu que la définition et l'étendue des garanties ne sont pas déterminées par la définition de l'assiette de prime.

PRESTATIONS DE GESTION OBLIGATOIRES

DÉCLARATION DE SINISTRE

La déclaration de sinistre pourra être transmise par téléphone (avec confirmation écrite), par courrier ou par mail.

Toute déclaration de sinistre fera l'objet sous 72h ouvrées d'un accusé de réception donnant les références du sinistre et les coordonnées de l'interlocuteur chargé du suivi.

Les dossiers sinistres seront tous suivis par le même interlocuteur. La gestion du contrat sera également effectuée par un interlocuteur unique. La compagnie ou l'intermédiaire d'assurance s'engage à communiquer à l'assuré les coordonnées des référents en charge de la gestion du contrat et des sinistres et de leurs remplaçants.

BILAN DE SINISTRALITÉ

La compagnie ou l'intermédiaire d'assurance présentera, à la demande de l'assuré, un bilan annuel sous format numérique (fichier tableur) avec mise à jour des évaluations et recours.

La compagnie ou l'intermédiaire d'assurance fera apparaître a minima les rubriques suivantes dans son bilan de sinistralité :

- date d'arrêté du reporting,
- n° du sinistre chez la compagnie et/ou l'intermédiaire et l'assuré,
- descriptif du sinistre,
- date du sinistre,
- montant du sinistre provisionné,
- montant du sinistre réglé,
- date de déclaration du sinistre,
- état de la procédure,
- date de règlement de l'indemnisation.

PRÉSENTATION DES QUITTANCES

La quittance présentée à l'échéance par la compagnie ou l'intermédiaire d'assurance devra faire apparaître :

- l'assiette de prime retenue,
- le taux de prime HT,
- la prime HT,
- le détail et le montant des taxes,
- la prime TTC.

La quittance présentée le cas échéant pour la régularisation de prime après déclaration de l'assiette de prime définitive devra rappeler l'ancienne assiette de prime prise en compte ainsi que la prime HT et TTC déjà appelée, et comporter la nouvelle assiette de prime ainsi que la prime de régularisation HT et TTC et le détail et le montant des taxes.

Le souscripteur,
**Chambre de métiers et de l'Artisanat
de Région Nouvelle-Aquitaine**

L'assureur,

CONDITIONS GENERALES

ASSURANCE PROTECTION JURIDIQUE PERSONNE MORALE

© PROTECTAS 2021 – Ce document est la propriété exclusive de la société PROTECTAS et est protégé par la législation française et internationale en vigueur au titre de la propriété intellectuelle (notamment mais sans s'y limiter, droits d'auteur et marques). Toute reproduction ou utilisation même partielle effectuée sans l'autorisation préalable des représentants légaux de la société PROTECTAS est constitutive d'un acte de contrefaçon susceptible d'engager la responsabilité civile et pénale de son auteur.

SOMMAIRE

TITRE 1 - DÉFINITIONS	3
TITRE 2 - OBJET ET ÉTENDUE DE LA GARANTIE	4
TITRE 3 - GESTION DU CONTRAT ET DES SINISTRES	4
Chapitre 1 - Formation et résiliation	4
Section 1 - Formation et prise d'effet du contrat	4
Section 2 - Résiliation du contrat	5
Chapitre 2 - Déclaration du risque	6
Chapitre 3 - Primes	6
Section 1 - Calcul des primes	6
Section 2 - Indexation	6
Section 3 - Paiement des primes	6
Chapitre 4 - Sinistres et indemnités	7
Section 1 - Conditions de mise en œuvre des garanties	7
Section 2 - Déclaration	7
Section 3 - Gestion de la demande téléphonique	7
Section 4 - Gestion des sinistres	8
Section 5 - Désaccord entre l'assuré et l'assureur	8
Chapitre 5 - Stipulations diverses	9
Section 1 - Subrogation	9
Section 2 - Prescription	9
Section 3 - Étendue territoriale des garanties	9

TITRE 1 - DÉFINITIONS

Pour l'application du contrat, on entend par :

ASSURÉ

Le souscripteur et/ou toute autre personne désignée comme tel aux conditions particulières.

AUTRUI OU TIERS

Est considéré comme autrui ou tiers toute personne autre que le souscripteur, y compris les préposés ou salariés du souscripteur.

Les assurés sont par ailleurs tiers entre eux.

DIFFÉREND OU LITIGE

Situation de désaccord ou survenance d'un dommage conduisant l'assuré à rechercher l'application d'un droit ou une indemnisation, ou à se défendre contre une prétention ou devant une juridiction quelle qu'elle soit.

ECHÉANCE PRINCIPALE

Celle qui marque le début de chaque période annuelle d'assurance.

FRANCHISE

Somme fixe et/ou fraction du dommage non pris en charge par l'assureur et que l'assuré conserve toujours à sa charge sur le coût d'un sinistre. Cette franchise vient en déduction du montant de la garantie par sinistre mais ne s'impute pas sur celui prévu par année d'assurance.

GARANTIE PAR ANNÉE D'ASSURANCE

L'engagement maximum de l'assureur pour garantir les sinistres survenus pendant la période :

- comprise entre la date du début de garantie et celle de l'échéance principale,
- de 12 mois comprise entre deux échéances principales,
- comprise entre la date de l'échéance principale et celle de cessation de la garantie.

SEUIL D'INTERVENTION

Montant de l'intérêt financier du litige à partir duquel l'assureur intervient.

SINISTRE

La réclamation dont l'assuré est le destinataire, ou le refus ou le silence qui est opposé à une réclamation dont l'assuré est l'auteur.

SOUSCRIPTEUR

La personne physique ou morale, désignée sous ce nom aux conditions particulières, qui demande l'établissement du contrat, le signe et s'engage notamment à en régler les primes.

TITRE 2 - OBJET ET ÉTENDUE DE LA GARANTIE

Le présent contrat a pour objet d'assurer en cas de survenance d'un différend ou d'un litige garanti, la défense des droits de l'assuré, soit dans un cadre amiable, soit dans un cadre judiciaire si une solution transactionnelle n'est pas trouvée.

Il couvre l'ensemble des frais de justice, d'expertise et honoraires d'avocat, ainsi que les frais d'exécution des jugements, en particulier les frais d'huissiers de justice.

Dans les domaines de droit garantis et dans le cadre de sa mission de prévention des litiges, l'assureur accorde une assistance juridique téléphonique à l'assuré.

Nonobstant toute autre exclusion prévue par ailleurs, sont seuls exclus :

- **les sinistres provoqués intentionnellement par l'assuré ou avec sa complicité ainsi que ceux résultant de sa participation à un crime, délit intentionnel, ou rixe sauf cas de légitime défense (article L. 113-1 du Code des assurances),**
- **les sinistres résultant de la guerre étrangère, de la guerre civile, d'émeutes, de mouvements populaires, d'actes de terrorisme ou de sabotage commis dans le cadre d'actions concertées (il appartient alors à l'assureur de prouver que le sinistre résulte de l'un de ces faits, article L. 121-8 du Code des assurances),**
- **les condamnations en principal et intérêts,**
- **les amendes pénales ou civiles et les pénalités de retard,**
- **les dommages et intérêts et autres indemnités compensatoires,**
- **les frais engagés, à la seule initiative de l'assuré, pour l'obtention de constats d'huissiers, d'expertises amiables ou de toutes autres pièces justificatives à titre de preuves nécessaires à la gestion du dossier,**
- **l'expression d'opinions politiques ou syndicales, les conflits collectifs du travail,**
- **le contentieux électoral,**
- **les marques et brevets,**
- **la caution,**
- **les accidents de la circulation et infractions au Code de la route lorsqu'ils concernent un véhicule à moteur dont l'assuré a la propriété ou l'usage habituel.**

Par ailleurs, l'assureur ou le réassureur ne sera tenu à aucune garantie, ne fournira aucune prestation et ne sera obligé de payer aucune somme au titre du présent contrat dès lors que la mise en œuvre d'une telle garantie, la fourniture d'une telle prestation ou un tel paiement l'exposerait à une sanction, prohibition ou restriction résultant d'une résolution de l'Organisation des Nations Unies, et/ou aux Sanctions économiques ou commerciales prévues par les lois ou règlements édictées par l'Union Européenne, la France, les Etats-Unis d'Amérique, la Suisse ou par tout autre droit national applicable prévoyant de telles mesures.

TITRE 3 - GESTION DU CONTRAT ET DES SINISTRES

CHAPITRE 1 -FORMATION ET RÉSILIATION

Section 1 - Formation et prise d'effet du contrat

Le contrat d'assurance est formé dès l'accord des parties. Le marché ou la police d'assurance signé par elles constate leurs engagements réciproques.

La garantie est acquise à compter de la date d'effet indiquée à l'acte d'engagement. Ces mêmes stipulations s'appliquent à tout avenant au contrat.

Section 2 - Résiliation du contrat

§ 1 - Cas de résiliation

Le contrat peut être résilié avant sa date d'expiration normale dans les cas et conditions ci-après :

- par l'assuré ou l'assureur :
 - dans les délais et selon les modalités prévus à l'acte d'engagement,
 - en cas de transfert de propriété de la chose assurée (article L. 121-10 du Code des assurances) et notamment en cas de fusion concernant l'assuré,
- par les assureurs :
 - en cas de non-paiement des primes (article L. 113-3 du Code des assurances),
 - en cas d'aggravation du risque (article L. 113-4 du Code des assurances),
 - en cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration du risque à la souscription ou en cours de contrat (article L. 113-9 du Code des assurances),
 - après sinistre, l'assuré ayant alors le droit de résilier les autres contrats souscrits par lui auprès de l'assureur (article R. 113-10 du Code des assurances),
- par l'assuré :
 - en cas de disparition des circonstances aggravantes mentionnées dans la police si l'assureur ne consent pas la diminution de prime correspondante (article L. 113-4 du Code des assurances),
 - en cas de résiliation par l'assureur d'un autre contrat de l'assuré après sinistre (article R. 113-10 du Code des assurances),
- de plein droit, en cas de retrait de l'agrément de l'assureur (article L. 326-12 du Code des assurances).

Il est convenu que l'assureur ne pourra utiliser la faculté de résiliation après sinistre prévue à l'article R. 113-10 du Code des assurances que dans les conditions suivantes :

- pour autant que le montant des sinistres réglés et raisonnablement provisionnés sur l'exercice en cours soit égal ou supérieur au montant de la prime TTC annuelle de l'exercice en cours,
- la résiliation prend effet à l'expiration du délai de préavis prévu à l'acte d'engagement, à compter de sa notification au souscripteur.

§ 2 - Ristourne de prime, indemnité de résiliation

Dans les cas de résiliation au cours d'une période d'assurance, la portion de prime afférente à la partie de cette période postérieure à la résiliation n'est pas acquise à l'assureur. Elle doit être remboursée à l'assuré si elle a été perçue d'avance.

§ 3 - Modalités de résiliation

Lorsque l'assuré a la faculté de résilier le contrat, il peut le faire, à son choix, soit par lettre ou tout autre support durable, soit par une déclaration faite contre récépissé au siège social ou chez le représentant de l'assureur, soit par acte extrajudiciaire. La résiliation par l'assureur doit être notifiée à l'assuré par lettre recommandée.

CHAPITRE 2 - DÉCLARATION DU RISQUE

Le contrat est établi d'après les déclarations de l'assuré. L'assuré doit en conséquence déclarer toutes les circonstances connues de lui et qui sont de nature à faire apprécier par l'assureur les risques qu'il prend à sa charge.

CHAPITRE 3 - PRIMES

Nonobstant toute autre stipulation, les modalités de calcul des primes sont définies ci-après.

Section 1 - Calcul des primes

Lorsqu'elle est forfaitaire, la prime est fixée à l'acte d'engagement.

Lorsqu'elle est unitaire, la prime est calculée en appliquant la tarification indiquée à l'acte d'engagement.

L'assuré doit, à la souscription et à chaque échéance, verser la prime fixée à l'acte d'engagement, qui constitue la prime provisionnelle pour la durée du contrat. Si la prime définitive pour chaque période d'assurance est supérieure à la prime provisionnelle perçue pour la même période, une prime complémentaire, égale à la différence, est due par l'assuré. Si la prime définitive est inférieure à la prime provisionnelle, la différence est due et restituée à l'assuré.

L'assuré doit déclarer à l'assureur dès qu'il en a connaissance l'assiette de prime de la dernière période échue. En cas de non-fourniture d'une déclaration, l'assuré sera mis en demeure d'avoir à satisfaire à cette obligation dans les dix jours de la réception d'une lettre recommandée qui lui sera adressée à cet effet. Si à l'expiration de ce délai, l'assuré persiste dans cette carence, l'assureur a le droit de lui présenter une quittance de prime égale à la précédente, majorée de 10 % sous réserve d'un ajustement ultérieur d'après les éléments de base réels figurant dans la déclaration qui serait faite ensuite par l'assuré. En cas de non-paiement de ces quittances, la garantie peut être suspendue en ses effets ou le contrat résilié par l'assureur dans les conditions prévues ci-après.

Section 2 - Indexation

L'ensemble des montants de garantie et prime (pour la prime forfaitaire) est indexé sur l'indice du traitement des fonctionnaires selon la formule suivante :

$A0$ = montants de garantie / prime HT à l'échéance de l'année 0 et $A1$ = montants de garantie / prime HT à l'échéance de l'année 1

$I0$ = indice à l'échéance de l'année 0 et $I1$ = indice à l'échéance de l'année 1

$A1 = A0 \times I1 / I0$

La prime unitaire, elle, ne subit pas d'indexation.

Section 3 - Paiement des primes

La prime, ou dans le cas de fractionnement de celle-ci les fractions de prime, et les accessoires de prime dont le montant est stipulé au contrat, ainsi que les impôts et taxes sont payables d'avance au siège de la société ou au domicile de son mandataire éventuellement désigné par elle à cet effet.

Les dates d'échéance sont fixées à l'acte d'engagement.

A défaut de paiement d'une prime (ou d'une fraction de prime) dans les dix jours de son échéance, la société, indépendamment de son droit de poursuivre l'exécution du contrat en justice, peut, par lettre recommandée valant mise en demeure adressée à l'assuré ou à la personne chargée du paiement des primes à leur dernier domicile connu suspendre la garantie trente jours après l'envoi de cette lettre (ou sa remise au destinataire justifiée par l'avis de réception si celui-ci est domicilié hors de France métropolitaine).

Le non-paiement d'une fraction de prime entraîne l'exigibilité de la totalité de la prime restant due. Dans ce cas, la suspension de la garantie produit ses effets jusqu'à son entier paiement.

La société a le droit de résilier le contrat dix jours après l'expiration du délai de trente jours, visé ci-dessus, par notification faite à l'assuré, soit dans la lettre recommandée de mise en demeure, soit par une nouvelle lettre recommandée.

Les primes du présent contrat devant être payées dans les formes prescrites, selon les règlements et normes en vigueur, les compagnies renoncent à suspendre leurs garanties ou à résilier le contrat si le retard de paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités nécessaires (y compris vote des dépenses).

CHAPITRE 4 - SINISTRES ET INDEMNITÉS

Section 1 - Conditions de mise en œuvre des garanties

Les litiges susceptibles d'être pris en charge doivent :

- être fondés en droit,
- être formalisés à une date postérieure à l'entrée en vigueur du contrat (sont pris en charge les litiges dont l'origine est antérieure à la date d'entrée en vigueur du contrat si l'assuré justifie n'en avoir eu connaissance que postérieurement à cette date),
- être déclarés antérieurement à la date à laquelle a cessé le contrat ou dans un délai subséquent de deux ans à compter de cette date.

Section 2 - Déclaration

Toute déclaration de litige susceptible de relever des garanties du contrat doit être transmise par écrit à l'assureur dans un délai de trente jours à compter du moment où l'assuré en a connaissance, ou dans un délai plus court si nécessaire, sous peine de déchéance de garantie, accompagnée de la copie de tous écrits et documents permettant la meilleure connaissance du dossier.

Les consultations ou les actes de procédure réalisés avant la déclaration du sinistre ne peuvent justifier la déchéance de la garantie.

Cependant, ces consultations et ces actes ne sont pas pris en charge par l'assureur, sauf si l'assuré peut justifier d'une urgence à les avoir demandés.

Section 3 - Gestion de la demande téléphonique

L'assureur met à la disposition de l'assuré un service spécialisé qui traite par téléphone les demandes d'assistance juridique relevant des domaines de droit garantis.

Seront ainsi apportés à l'assuré avant même que le sinistre soit formalisé, des informations précises concernant l'étendue de ses droits et/ou obligations et les démarches à entreprendre pour sauvegarder ses intérêts.

Section 4 - Gestion des sinistres

L'assureur procède à l'examen de la déclaration, informe l'assuré de la nature et de l'étendue de ses droits et/ou obligations, apprécie le bien-fondé juridique du litige et demande, si besoin est, communication de toutes informations et pièces nécessaires à l'instruction du dossier.

A défaut de trouver une solution amiable et dans le cas où une suite judiciaire est donnée au litige, l'assuré a le libre choix de son avocat. S'il ne connaît pas d'avocat, il peut demander par écrit à l'assureur de lui indiquer le nom et l'adresse d'un avocat du réseau de l'assureur territorialement compétent.

Il ne doit, en cours de gestion du litige, même contentieuse, être régularisé aucune transaction sans l'accord de l'assureur, à peine de voir peser sur l'assuré l'obligation de rembourser les frais d'ores et déjà engagés par l'assureur, sous réserve de l'application de la clause d'arbitrage.

Si une procédure est engagée, l'assuré a la direction de son procès. L'assuré s'oblige cependant à communiquer à l'assureur, ou à lui faire communiquer, sur simple demande de sa part, tous actes, avis, assignations, etc. utiles à l'étude et au suivi du litige.

Les honoraires d'avocat ou de conseil sont réglés une fois la prestation effectuée.

Section 5 - Désaccord entre l'assuré et l'assureur

En cas de conflit ou de désaccord entre l'assuré et l'assureur quant au règlement d'un litige, il est fait application des dispositions de la loi n°89-1014 du 31 décembre 1989 portant adaptation du Code des assurances à l'ouverture du marché européen, notamment des articles L. 127-4 et L. 127-5 du Code des assurances.

Le conflit d'intérêts ou le désaccord peut être soumis à l'appréciation d'un arbitre désigné d'un commun accord. A défaut d'accord des deux parties sur le nom de cet arbitre, ce dernier est désigné par le président du tribunal judiciaire du domicile du défendeur, statuant en référé sur la demande de la partie la plus diligente. Les frais exposés pour la mise en œuvre de cette faculté sont à la charge de l'assureur. Toutefois, le président du tribunal judiciaire saisi, statuant en la forme des référés, peut en décider autrement lorsque l'assuré a mis en œuvre cette faculté dans des conditions abusives.

L'arbitre est dispensé des règles habituelles de la procédure. Il réunit les parties comme il l'entend, assistées ou représentées par leur conseil si elles en font choix, aussi souvent qu'il le désire, il peut entendre tout sachant, demander communication de toute pièce lui apparaissant nécessaire, solliciter l'avis d'un homme de l'art. Il doit faire connaître son opinion aux deux parties, par écrit, dans un délai de trois mois, à compter de sa saisine.

Dans le cas où l'assureur n'est pas d'accord avec l'assuré pour prendre en charge un litige ou une procédure, ou la poursuivre, l'assuré peut ne pas se prévaloir de la clause d'arbitrage ou encore refuser la proposition de l'arbitre et assumer personnellement les frais de son intervention en justice. Dans cette hypothèse, en effet, si l'assuré obtient alors une solution plus favorable que celle retenue par l'assureur ou proposée par l'arbitre, l'assureur s'engage à lui rembourser, déduction faite des sommes revenant à l'assuré au titre des dépens ou de l'article 700 du Code de procédure civile, 375 et 475-1 du Code de procédure pénale ou L. 761-1 du Code de justice administrative, le montant de ses débours (frais et honoraires), dans la limite des obligations contractuelles.

CHAPITRE 5 - STIPULATIONS DIVERSES

Section 1 - Subrogation

L'assureur est subrogé, dans les termes de l'article L. 121-12 du Code des assurances, jusqu'à concurrence de l'indemnité payée par lui dans les droits et actions de l'assuré contre tout responsable du sinistre. Si la subrogation ne peut plus, du fait de l'assuré, s'opérer en faveur de l'assureur, la garantie de celui-ci cesse d'être engagée dans la même mesure où aurait pu s'exercer la subrogation.

L'assuré bénéficie en priorité des sommes recouvrées sur l'adversaire au titre des dépens, de l'article 700 du Code de procédure civile, 375 et 475-1 du Code de procédure pénale ou L. 761-1 du Code de justice administrative, pour les frais qu'il a exposés personnellement.

L'assureur, subrogé dans les droits de l'assuré, n'en bénéficie que de manière subsidiaire, à concurrence des sommes qu'il a avancées.

Section 2 - Prescription

Toute action dérivant du présent contrat est prescrite par deux ans.

Le délai commence à courir à compter du jour de l'évènement qui donne naissance à l'action (à compter du 31 décembre suivant cet évènement pour les contrats souscrits sur des risques situés dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle).

Toutefois, le délai ne court :

- en cas de réticence, omission, déclaration fausse ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance ;
- en cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription (citation en justice, commandement ou saisie, citation en conciliation devant le bureau de paix lorsqu'elle est suivie d'une assignation en justice, citation en justice, même devant un juge incompétent, l'interruption étant nulle et non avenue si l'assignation est nulle par défaut de forme, si le demandeur se désiste de sa demande, s'il laisse périmer l'instance ou si sa demande est rejetée, reconnaissance par le débiteur du droit du créancier) et par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre.

L'interruption de la prescription de l'action peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée ou d'un envoi recommandé électronique, avec accusé de réception, adressés par l'assureur à l'assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par l'assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité.

Section 3 - Étendue territoriale des garanties

Les garanties du contrat sont acquises dans le monde entier.

ASSURANCE

RESPONSABILITÉ

ATTEINTES À L'ENVIRONNEMENT

**DE LA CHAMBRE DE METIERS
ET DE L'ARTISANAT
DE REGION NOUVELLE-AQUITAINE**

CONDITIONS PARTICULIERES

Contrat compagnie :

Numéro :

Le présent contrat est régi par le Code des assurances.

© PROTECTAS 2021 – Ce document est la propriété exclusive de la société PROTECTAS et est protégé par la législation française et internationale en vigueur au titre de la propriété intellectuelle (notamment mais sans s'y limiter, droits d'auteur et marques). Toute reproduction ou utilisation même partielle effectuée sans l'autorisation préalable des représentants légaux de la société PROTECTAS est constitutive d'un acte de contrefaçon susceptible d'engager la responsabilité civile et pénale de son auteur.

CONDITIONS PARTICULIERES

ASSURANCE RESPONSABILITÉ ATTEINTES À L'ENVIRONNEMENT

En complément des conditions générales « responsabilité atteintes à l'environnement » PROTECTAS jointes, les présentes conditions particulières ont pour objet de définir les garanties, montants de garantie et franchises du contrat, ses modalités de gestion ainsi que celles des sinistres, et ce par dérogation à toute autre stipulation moins favorable.

IDENTIFICATION DU CONTRAT

SOUSCRIPTEUR - ASSURÉ

Ce contrat est conclu entre :

Assureur

et

Souscripteur assuré

Mentionné à l'acte d'engagement

Chambre de métiers et de l'Artisanat de
Région Nouvelle-Aquitaine
46 rue du Général Larminat
CS 81423
33073 BORDEAUX

Agissant tant pour son compte que pour le compte de qui il appartiendra et notamment :

Toutes personnes morales de droit privé et/ou de droit public en France métropolitaine, Vallée d'Andorre et Principauté de Monaco nouvellement créées ou acquises par la CRMA NA ou les sociétés filiales sous réserve :

- Qu'elles soient détenues à 50% et plus, directement ou indirectement par la CRMA NA ;
- Qu'elles exercent les activités comparables et/ou connexes à celles déclarées dans la liste des activités décrites ci – après ;
- Que la CRMA NA les déclare nominativement et au plus tard lors de la déclaration annuelle des éléments servant de base de calcul de la prime.

Les sociétés civiles immobilières, associations (sportives ou pas) pour autant qu'elles soient constituées dans le cadre des activités garanties.

Les GIE, GEIE, fondations et autres groupements constitués dans le cadre des activités garanties mais seulement pour le pourcentage des participations détenues par la CRMA NA.

Les administrateurs, dirigeants, représentants légaux et les personnes qu'ils se sont substitués ou qu'ils ont désignées lorsqu'ils sont dans l'exercice de leurs fonctions ou en toute circonstance pendant leurs déplacements professionnels à l'étranger. Les préposés, agents/salariés ou non ainsi que les collaborateurs de service public dans l'exercice de leurs fonctions et/ou préposés en détachement à l'étranger ou en déplacement professionnel ainsi que les membres de leur famille 24h sur 24h en excédent ou à défaut de leurs garanties personnelles.

Les comités d'établissement tous les groupements, sociétés ou associations créés pour toutes activités par le personnel ou pour le personnel, leurs membres permanents et occasionnels, les participants et leurs organisateurs ainsi que le service médical. Les apprentis, les personnes hébergées par la CRMA NA qu'elles soient apprentis ou pas, les personnes invitées dans le cadre de leurs missions professionnelles et/ou les moniteurs, les stagiaires rémunérés ou non reçus ou envoyés en stage par la CRMA NA, coopérant, VSNE ainsi que les candidats à l'embauche.

Les personnes invitées par la CRMA NA seront considérées comme assuré additionnel quel que soit le nombre de jours de leur séjour. Il s'agit d'une clause substantielle du marché. Les préposés de la CRMA NA, les membres de son service médical c'est-à-dire les médecins et le personnel médical pour tous les soins et actes médicaux qu'ils dispensent, les assistantes sociales, les secouristes, les équipes de sécurité et d'intervention, les enseignants et/ou intervenants, les architectes, les coordinateurs en matière de sécurité, les stagiaires pour autant que ces personnes agissent dans l'exercice ou à l'occasion de leurs fonctions. Il est précisé que les médecins, infirmiers, secouristes ont la qualité d'assuré pour les soins dispensés aux salariés, à leurs familles, et aux tiers occasionnellement et à titre bénévole hors de la CRMA NA.

Toute personne physique ou morale à laquelle doit donner la qualité d'assuré additionnel dans le cadre des activités définies ci-dessous et dans la limite des obligations contractuelles qui existent entre lesdites personnes et la CRMA NA, notamment :

- Les sociétés de location ou de crédit - bail et/ou propriétaires des biens meubles ou immeubles ainsi que les gérants d'immeubles lorsque ces biens meubles ou immeubles sont détenues, occupés par la CRMA NA ou mis par lui à la disposition de son personnel.
- Les organisateurs de foires, d'expositions ou manifestations diverses, pour les dommages mis à la charge de la CRMA NA.
- Les personnes physiques ou morales mettant à la disposition de la CRMA NA des personnes ou des biens employés ou utilisés dans le cadre de ses activités pour les dommages mis à la charge de la CRMA NA. Les associations dont la majorité des dirigeants et adhérents est constituée de membres ou anciens membres du personnel de la CRMA NA ou de personnes de leurs familles, les dirigeants et les adhérents de ces associations dans le cadre de leurs activités.

Il est convenu que la notion de tiers ou d'autrui est maintenue entre tous les assurés.

Il est formellement convenu que le présent contrat vient en complément ou à défaut des contrats ou garanties souscrits par ailleurs par les assurés autres que le souscripteur et que ceux-ci constituent la franchise du présent contrat, sauf si une convention signée entre ces personnes et le souscripteur en stipule autrement.

Le souscripteur est représenté par son directeur en exercice.

ACTIVITÉS

Sont couvertes automatiquement, sans déclaration préalable, les activités générales exercées sur les sites de l'assuré.

Les activités générales comportent les sites soumis à déclaration ou enregistrement suivants :

SITES	ACTIVITES
Divers sites	Réparations et entretien de véhicules à moteur
Lagord	Réserve de gaz

PRISE D'EFFET ET DURÉE DU CONTRAT, PRÉAVIS DE RÉSILIATION

Ces informations figurent à l'acte d'engagement.

MONTANTS DES GARANTIES

Il est convenu que les montants ci-après s'entendent par sinistre et par année d'assurance.

Garantie	Montant de garantie
Engagement maximum de l'assureur	
Tous dommages et toutes garanties confondus	5 000 000 €
Responsabilité atteintes à l'environnement	
Tous dommages confondus	5 000 000 €
dont	
Dommages matériels et immatériels et préjudice écologique	1 500 000 €
Frais d'urgence	500 000 €
Prévention et réparation des dommages environnementaux	
Tous dommages confondus	1 500 000 €
Frais de dépollution des sols et des eaux	
Tous dommages confondus	1 500 000 €
Frais de dépollution des biens immobiliers et mobiliers	
Tous dommages confondus	1 500 000 €
Frais de dépollution du littoral	
Tous dommages confondus	1 500 000 €
Défense recours	
50 000 €	

FRANCHISES

Le montant des franchises est fixé à l'acte d'engagement.

PRESTATIONS DE GESTION OBLIGATOIRES

DÉCLARATION DE SINISTRE

La déclaration de sinistre pourra être transmise par téléphone (avec confirmation écrite), par courrier ou par mail.

Toute déclaration de sinistre fera l'objet sous 72h ouvrées d'un accusé de réception donnant les références du sinistre et les coordonnées de l'interlocuteur chargé du suivi.

Les dossiers sinistres seront tous suivis par le même interlocuteur. La gestion du contrat sera également effectuée par un interlocuteur unique. La compagnie ou l'intermédiaire d'assurance s'engage à communiquer à l'assuré les coordonnées des référents en charge de la gestion du contrat et des sinistres et de leurs remplaçants.

ECHANGES AVEC LES TIERS

La compagnie ou l'intermédiaire d'assurance s'engage à adresser à l'assuré à sa demande une copie des courriers envoyés aux tiers ou reçus d'eux.

PROVISIONS

Pour les dossiers qui font l'objet d'une provision technique, la compagnie ou l'intermédiaire d'assurance s'engage à indiquer le montant de la provision prévue et à informer l'assuré lorsque le dossier sera clos.

RECOURS

Les recours contre les responsables identifiés devront impérativement être exercés pour tous les sinistres réglés, et il sera communiqué à l'assuré, à sa demande, un bilan sur le suivi et les résultats des recours.

BILAN DE SINISTRALITÉ

La compagnie ou l'intermédiaire d'assurance présentera, à la demande de l'assuré, un bilan annuel sous format numérique (fichier tableur) avec mise à jour des évaluations et recours.

La compagnie ou l'intermédiaire d'assurance fera apparaître a minima les rubriques suivantes dans son bilan de sinistralité :

- date d'arrêté du reporting,
- n° du sinistre chez la compagnie et/ou l'intermédiaire et l'assuré,
- descriptif du sinistre,
- date du sinistre,
- montant du sinistre provisionné,
- montant du sinistre réglé,
- date de déclaration du sinistre,
- état de la procédure,
- montant de la franchise,
- date de règlement de l'indemnisation.

PRÉSENTATION DES QUITTANCES

La quittance présentée à l'échéance par la compagnie ou l'intermédiaire d'assurance devra faire apparaître :

- la prime HT,
- le détail et le montant des taxes,
- la prime TTC.

Le souscripteur,
**Chambre de métiers et de l'Artisanat
de Région Nouvelle-Aquitaine**

L'assureur,

CONDITIONS GENERALES

ASSURANCE RESPONSABILITÉ ATTEINTES À L'ENVIRONNEMENT

© PROTECTAS 2021 – Ce document est la propriété exclusive de la société PROTECTAS et est protégé par la législation française et internationale en vigueur au titre de la propriété intellectuelle (notamment mais sans s'y limiter, droits d'auteur et marques). Toute reproduction ou utilisation même partielle effectuée sans l'autorisation préalable des représentants légaux de la société PROTECTAS est constitutive d'un acte de contrefaçon susceptible d'engager la responsabilité civile et pénale de son auteur.

SOMMAIRE

TITRE 1 - DÉFINITIONS	3
TITRE 2 - OBJET ET ÉTENDUE DE LA GARANTIE	5
Chapitre 1 - Objet de la garantie.....	5
Chapitre 2 - Activités spécifiques	5
Section 1 - Prestations de service.....	5
Section 2 - Contrôle des installations d'assainissement non collectif	5
Section 3 - Epandage des boues	5
Section 4 - Transport	6
Chapitre 3 - Pertes et frais	6
Section 1 - Prévention et réparation des dommages environnementaux	6
Section 2 - Frais de dépollution des sols et des eaux	6
Section 3 - Frais de dépollution des biens immobiliers et mobiliers	6
Section 4 - Frais de dépollution du littoral	6
Section 5 - Pertes d'exploitation	7
Chapitre 4 - Défense et Recours.....	7
Chapitre 5 - Exclusions.....	7
TITRE 3 - GESTION DU CONTRAT ET DES SINISTRES	9
Chapitre 1 - Formation et résiliation	9
Section 1 - Formation et prise d'effet du contrat.....	9
Section 2 - Résiliation du contrat	9
Chapitre 2 - Déclaration du risque	10
Section 1 - A la souscription du contrat.....	10
Section 2 - En cours de contrat.....	10
Chapitre 3 - Primes	11
Chapitre 4 - Sinistres et indemnités	11
Section 1 - Obligations de l'assuré en cas de sinistre	11
Section 2 - Règlement des indemnités	12
Section 3 - Procédure, transaction	12
Section 4 - Sauvegarde des droits des victimes.....	12
Section 5 - Constitution de rentes.....	13
Section 6 - Montants de garantie	13
Chapitre 5 - Stipulations diverses	13
Section 1 - Subrogation	13
Section 2 - Prescription	13
Section 3 - Étendue territoriale des garanties.....	13
Section 4 - Durée de la garantie	14

TITRE 1 - DÉFINITIONS

Pour l'application du contrat, on entend par :

ASSURÉ

Le souscripteur et/ou toute autre personne désignée comme tel aux conditions particulières.

AUTRUI OU TIERS

Est considéré comme autrui ou tiers :

- toute personne autre que le souscripteur,
- les préposés ou salariés de l'assuré sauf pour les dommages liés à un accident du travail et pris en charge par la Sécurité sociale ou par l'assuré conformément au statut de la fonction publique.

ATTEINTE À L'ENVIRONNEMENT

L'émission, la dispersion, le rejet ou le dépôt de toute substance solide, liquide ou gazeuse diffusée par l'atmosphère, le sol ou les eaux, la production d'odeurs, bruits, vibrations, variations de température, ondes, radiations, rayonnements, excédant la mesure des obligations ordinaires de voisinage.

BIENS IMMOBILIERS

Sont considérés comme biens immobiliers :

- les bâtiments et ouvrages bâtis, leurs aménagements et installations y compris souterrains, ainsi que les réseaux d'assainissement,
- les biens immobiliers non bâtis y compris les espaces verts, et les voies de circulation terrestres,

dont l'assuré a la propriété, la conduite, la garde ou l'usage.

BIENS MOBILIERS

Sont considérés comme bien mobiliers les marchandises, les meubles, les machines et outillages détenus par l'assuré, lorsque ces biens se trouvent dans l'enceinte des sites de l'assuré.

DOMMAGES ACCIDENTELS

Dommages provenant d'un événement soudain et imprévu.

DOMMAGES CORPORELS

Toute atteinte corporelle subie par une personne physique.

DOMMAGES MATÉRIELS

Toute détérioration, destruction ou disparition d'une chose ou substance, toute atteinte physique à des animaux.

DOMMAGES IMMATÉRIELS CONSÉCUTIFS

Tout dommage autre que corporel ou matériel, tel que privation de jouissance d'un droit, interruption d'un service rendu par une personne ou par un bien meuble ou immeuble, perte d'un bénéfice, préjudice moral, directement consécutif à la survenance de dommages corporels ou de dommages matériels garantis par le présent contrat.

DOMMAGES IMMATÉRIELS NON CONSÉCUTIFS

Tout dommage autre que corporel, matériel et immatériel consécutif ci-dessus définis, survenant :

- soit en l'absence de tout dommage corporel et/ou matériel,
- soit en présence de dommages corporels et/ou matériels non garantis par le présent contrat.

Sont notamment considérés comme « dommages immatériels non consécutifs » les préjudices immatériels consécutifs à un dommage matériel non couvert par le contrat subi par les travaux exécutés, prestations réalisées ou les produits ou marchandises livrés.

EAUX

Les eaux de surface, les eaux souterraines, les eaux côtières.

ECHÉANCE PRINCIPALE

Celle qui marque le début de chaque période annuelle d'assurance.

FAIT DOMMAGEABLE

Le fait qui constitue la cause génératrice du dommage. Un ensemble de faits dommageables ayant la même cause technique est assimilé à un fait dommageable unique.

FRAIS DE DÉPOLLUTION

Les frais correspondant :

- aux opérations et mesures visant à neutraliser, isoler, confiner, détruire ou éliminer des substances dangereuses,
- à l'enlèvement, au transport et à la mise en décharge des matières polluées ou contaminées ainsi qu'au traitement éventuel qu'elles doivent subir avant leur mise en décharge ou leur destruction.

FRAIS DE PRÉVENTION AU TITRE DU PRÉJUDICE ÉCOLOGIQUE

Les frais correspondant :

- aux dépenses exposées pour prévenir la réalisation imminente d'un préjudice écologique, pour éviter son aggravation ou pour en réduire les conséquences,
- aux coûts des mesures raisonnables propres à prévenir ou faire cesser le préjudice écologique que le juge, saisi d'une demande en ce sens par toute personne ayant qualité et intérêt à agir, peut prescrire.

FRAIS D'URGENCE

Les frais engagés pour procéder aux opérations immédiates visant à neutraliser, isoler ou éliminer une menace réelle et imminente de dommages garantis.

FRANCHISE

Somme fixe et/ou fraction du dommage non pris en charge par l'assureur et que l'assuré conserve toujours à sa charge sur le coût d'un sinistre.

Cette franchise ne vient en déduction ni du montant de la garantie par sinistre ni de celui éventuellement prévu par année d'assurance.

GARANTIE PAR ANNÉE D'ASSURANCE

L'engagement maximum de l'assureur pour garantir les sinistres survenus pendant la période :

- comprise entre la date du début de garantie et celle de l'échéance principale,
- de 12 mois comprise entre deux échéances principales,
- comprise entre la date de l'échéance principale et celle de cessation de la garantie.

LITTORAL

La zone située sur le territoire de l'assuré comprise entre la laisse de haute mer et la laisse de basse mer.

PRÉJUDICE ÉCOLOGIQUE

Préjudice spécifique affectant un intérêt collectif légitime, distinct du dommage matériel et du préjudice moral ou économique, et résultant d'une atteinte à l'atmosphère, à l'eau, aux sols, aux paysages, aux sites naturels, à la biodiversité et à l'interaction entre ces éléments.

PRÉJUDICES ÉCONOMIQUES

Les préjudices économiques subis par l'assuré du fait d'une atteinte à l'environnement affectant son littoral (notamment diminutions de recettes fiscales, pertes de redevances et loyers, pertes de recettes, frais engagés pour remédier à une atteinte à son image, etc.)

SINISTRE

Sous réserve des dispositions de l'article L. 124-5 du Code des assurances, le sinistre est défini comme toutes réclamations amiables ou judiciaires formulées contre l'assuré pendant la période d'effet du contrat (y compris pendant le délai subséquent), quelle que soit la date des travaux ou prestations de l'assuré.

Il est convenu que l'ensemble des réclamations, même si elles s'échelonnent dans le temps, dès lors qu'elles se rattachent à des dommages résultant d'un même fait générateur ou d'une même cause technique initiale, constituera un seul et même sinistre dont la date sera celle correspondant à la première réclamation.

SOUSCRIPTEUR

La personne physique ou morale, désignée sous ce nom aux conditions particulières, qui demande l'établissement du contrat, le signe et s'engage notamment à en régler les primes.

TITRE 2 - OBJET ET ÉTENDUE DE LA GARANTIE

CHAPITRE 1 - OBJET DE LA GARANTIE

Le contrat garantit l'assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité que celui-ci peut encourir en raison des dommages ou préjudices d'atteintes à l'environnement causés à autrui, y compris les frais d'urgence. La garantie est étendue au préjudice écologique, y compris les frais de prévention et les frais d'urgence.

CHAPITRE 2 - ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES

Section 1 - Prestations de service

La garantie est acquise pour les dommages, pertes et frais découlant de prestations de service réalisées par l'assuré à savoir les activités d'études, de travaux et/ou de maîtrise d'œuvre réalisées pour le compte de tiers.

Section 2 - Contrôle des installations d'assainissement non collectif

La garantie est acquise pour les dommages, pertes et frais découlant de prestations de contrôle des installations d'assainissement non collectif réalisées par l'assuré.

Section 3 - Epandage des boues

Si elle est mentionnée aux conditions particulières, la garantie est acquise pour les dommages, pertes et frais découlant des activités relatives à l'épandage des boues provenant de stations d'épuration assurées pour autant que ces dommages résultent d'une atteinte à l'environnement ou d'un dommage environnemental, consécutif à un fait fortuit.

Section 4 - Transport

Si elle est mentionnée aux conditions particulières et par dérogation aux conditions générales, la garantie est acquise pour les dommages, pertes et frais découlant des opérations entraînant l'utilisation :

- de véhicules terrestres à moteur soumis à obligation d'assurance, y compris les engins de chantier ou de manutention, ainsi que toute remorque attelée ou non,
- de tout engin ferroviaire ou de navigation fluviale ou lacustre.

Le transport aérien et le transport maritime demeurent exclus de la présente extension.

CHAPITRE 3 - PERTES ET FRAIS

Ces extensions ne sont acquises que si elles figurent aux conditions particulières.

Section 1 - Prévention et réparation des dommages environnementaux

L'assureur garantit, ainsi que prévu par la directive européenne 2004/35/CE et ses textes de transposition, les frais de prévention et de réparation des dommages affectant les sols, les eaux et ceux causés aux espèces et habitats naturels protégés.

Les frais de prévention sont constitués des coûts justifiés par la nécessité d'une mise en œuvre correcte et effective des actions de prévention, y compris le coût de l'évaluation de la menace imminente de dommages environnementaux, les options en matière d'action, ainsi que les frais administratifs, judiciaires et d'exécution, les coûts de collecte des données et les autres frais généraux, et les coûts de la surveillance et du suivi.

Les frais de réparation sont les frais résultant de toute action ou combinaison d'actions, y compris des mesures d'atténuation ou des mesures transitoires visant à restaurer, réhabiliter ou remplacer les ressources naturelles endommagées ou les services détériorés ou à fournir une alternative équivalente à ces ressources ou services. Ils sont constitués des coûts justifiés par la nécessité d'une mise en œuvre correcte et effective des actions de réparation, y compris le coût de l'évaluation des dommages environnementaux, les options en matière d'action, ainsi que les frais administratifs, judiciaires et d'exécution, les coûts de collecte des données et les autres frais généraux, et les coûts de la surveillance et du suivi.

Section 2 - Frais de dépollution des sols et des eaux

L'assureur prend en charge les frais de dépollution des sols et des eaux engagés dans l'enceinte des sites de l'assuré et résultant d'une atteinte à l'environnement causée ou subie par l'assuré.

Section 3 - Frais de dépollution des biens immobiliers et mobiliers

L'assureur prend en charge les frais de dépollution des biens immobiliers et mobiliers engagés dans l'enceinte des sites de l'assuré et résultant d'une atteinte à l'environnement causée ou subie par l'assuré.

Section 4 - Frais de dépollution du littoral

L'assureur prend en charge les frais de dépollution du littoral engagés sur le territoire de l'assuré et résultant d'une atteinte à l'environnement causée ou subie par l'assuré.

La garantie est étendue aux frais engagés par l'assuré pour procéder, à proximité de son littoral et sans jamais excéder la ligne de base servant à délimiter les eaux territoriales, aux opérations immédiates visant à neutraliser, isoler, éliminer une menace réelle et imminente d'atteinte à l'environnement affectant son littoral ainsi qu'aux préjudices économiques subis par l'assuré du fait d'une atteinte à l'environnement qu'il subit et qui affecte son littoral.

Section 5 - Pertes d'exploitation

L'assureur garantit à l'assuré une indemnité correspondant à la perte d'exploitation résultant de la baisse du chiffre d'affaires causée par l'interruption ou la réduction de l'activité de l'un ou l'autre de ses services à la suite d'un sinistre garanti par le présent contrat.

Les dommages sont constitués par la perte de marge brute qui est déterminée en appliquant le taux de marge brute à la différence entre le chiffre d'affaires qui aurait été réalisé pendant la période d'indemnisation, en l'absence de sinistre, et le chiffre d'affaires effectivement réalisé pendant cette même période.

Du total de la perte de marge brute calculés ci-dessus, doivent être retranchés tous montants de charges constitutives de la marge brute que l'assuré cesserait de supporter du fait du sinistre, pendant la période d'indemnisation.

CHAPITRE 4 - DÉFENSE ET RECOURS

Au titre de cette extension de garantie l'assureur s'engage :

- à défendre soit à l'amiable soit devant toute juridiction (notamment civiles, commerciales, administratives ou pénales), lorsqu'ils sont personnellement impliqués à l'occasion d'un dommage garanti par le présent contrat, la personne morale souscriptrice et toute autre personne morale ayant la qualité d'assuré, les représentants légaux et membres de l'assemblée délibérante dans l'exercice de leurs fonctions ou des personnes physiques ayant une autorité représentative équivalente, ainsi que les préposés placés sous l'autorité de l'assuré pendant leur service,
- à réclamer, soit à l'amiable, soit devant toute juridiction, la réparation incombant à un tiers responsable des dommages subis par l'assuré ou par une personne physique ayant la qualité d'assuré et qui ont trait à l'un des risques garantis.

L'assureur supporte, à concurrence de la somme fixée aux conditions particulières, les frais et honoraires d'enquête, d'instruction, d'expertise, d'avocats, d'exécution de jugements ainsi que les frais de procès.

En cas de désaccord entre l'assureur et l'assuré sur l'opportunité d'engager ou de poursuivre une action judiciaire ou sur le montant du préjudice subi par l'assuré, le différend est soumis à deux arbitres, désignés l'un par l'assureur, l'autre par l'assuré.

A défaut d'entente entre les deux arbitres, ils sont départagés par un troisième arbitre désigné par eux, ou faute d'accord sur cette désignation, par ordonnance du président du tribunal judiciaire dans le ressort duquel s'est produit le dommage objet du litige.

Chaque partie supporte les honoraires de son arbitre et la moitié de ceux du tiers arbitre.

Si, contrairement à l'avis des arbitres, l'assuré exerce une action judiciaire et obtient une solution plus favorable que celle qui lui était antérieurement proposée, l'assureur lui remboursera, sur justification, les frais taxables restant à sa charge et les honoraires raisonnablement réclamés dans une telle affaire.

En cas de désaccord sur le montant des honoraires, le différend est réglé selon la procédure d'arbitrage ci-dessus.

CHAPITRE 5 - EXCLUSIONS

Outre les exclusions prévues aux conditions particulières ou ci-avant par les présentes conditions générales, sont seuls exclus de la garantie :

- **les dommages provenant de la faute intentionnelle ou dolosive des représentants légaux de l'assuré,**

- les dommages mis à la charge de l'assuré, en vertu d'obligations contractuelles acceptées par les représentants légaux de l'assuré et excédant celles auxquelles l'assuré serait tenu en vertu des dispositions légales ou réglementaires sur la responsabilité,
- les dommages causés par la guerre étrangère (il appartient à l'assuré de prouver que le sinistre résulte d'un autre fait que la guerre étrangère) ou par la guerre civile (il appartient à l'assureur de prouver que le sinistre résulte de cet événement),
- les dommages ou l'aggravation des dommages causés par tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou par toute autre source de rayonnements ionisants, et qui engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire (la responsabilité du fait de la propriété ou de l'utilisation de matériels de radiographie ou à rayonnement ionisant à usage médical, vétérinaire, technique ou scientifique reste garantie pour autant que la détention et/ou l'utilisation de ces matériels ne soient pas soumises à autorisation de l'Autorité de sûreté nucléaire),
- les dommages ou l'aggravation des dommages causés par les armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome,
- les dommages causés directement par les inondations, tremblements de terre, raz-de-marée, éruptions de volcans ou autres cataclysmes (les dommages résultant de ces sinistres et imputables à l'organisation des services de secours ou de prévention ainsi que les dommages causés par la présence ou le mauvais fonctionnement d'un ouvrage appartenant à l'assuré ou dont il a la charge de l'entretien restent garantis),
- les dommages qui résultent :
 - d'une inobservation des prescriptions du Code de l'environnement et des mesures édictées en application de ce Code par les autorités compétentes,
 - du mauvais état ou de l'entretien défectueux des biens mobiliers et immobiliers,
 - de l'insuffisance ou du sous-dimensionnement des installations et des réseaux d'assainissement,
 dès lors que ces faits et circonstances étaient connus ou ne pouvaient pas être ignorés par les élus de la collectivité, avant la réalisation des dommages,
- les dommages causés par les engins aériens, chemins de fer funiculaires ou à crémaillère, téléphériques, remonte-pentes ou engins de remontées mécaniques passibles de contrats d'assurances en application de la loi n° 63-708 du 18 juillet 1963, et les dommages causés par les embarcations de plus de 10 personnes,
- les responsabilités résultant de l'application des articles 1792 à 1792-6 du Code civil ou de leur transposition en droit administratif,
- les dommages de toute nature causés par l'amiante,
- les dommages causés par les champs et ondes électromagnétiques,
- les dommages dont l'éventualité ne pouvait être décelée en l'état des connaissances scientifiques et techniques en vigueur au moment du fait dommageable,
- les redevances mises à la charge de l'assuré en application des lois et règlements en vigueur au moment du sinistre, même si ces redevances sont destinées à remédier à une situation consécutive à des dommages donnant lieu à garantie, ainsi que toutes amendes, y compris celles assimilées à des réparations civiles, et toutes autres sanctions pénales,

- les dommages :
 - dans la réalisation desquels sont impliqués, tous les véhicules terrestres à moteur concernés par une obligation d'assurance, y compris les engins de chantier automoteurs, ainsi que leurs remorques ou semi-remorques, lorsqu'ils fonctionnent comme véhicules,
 - causés par ou provenant des objets ou substances transportés par les véhicules, remorques ou semi-remorques visés à l'alinéa précédent, dont l'assuré ou toute personne dont il est civilement responsable a la propriété, la conduite, la garde ou l'usage,
- les dommages causés par les réservoirs et les canalisations enterrés enfouis en pleine terre, ou installés en fosse ou en caniveau non visitables, constitués d'une simple paroi, et mis en service depuis plus de dix ans (les réseaux d'assainissement demeurent couverts),
- les dommages causés par les décharges de déchets non autorisées au titre des articles L. 511-1 et suivants du Code de l'environnement relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- les dommages ayant leur origine dans des biens mobiliers ou immobiliers de l'assuré qui ne font l'objet d'aucune exploitation ou activité et qui sont laissés sans surveillance régulière ou à l'état d'abandon.

Par ailleurs, l'assureur ou le réassureur ne sera tenu à aucune garantie, ne fournira aucune prestation et ne sera obligé de payer aucune somme au titre du présent contrat dès lors que la mise en œuvre d'une telle garantie, la fourniture d'une telle prestation ou un tel paiement l'exposerait à une sanction, prohibition ou restriction résultant d'une résolution de l'Organisation des Nations Unies, et/ou aux Sanctions économiques ou commerciales prévues par les lois ou règlements édictées par l'Union Européenne, la France, les Etats-Unis d'Amérique, la Suisse ou par tout autre droit national applicable prévoyant de telles mesures.

TITRE 3 - GESTION DU CONTRAT ET DES SINISTRES

CHAPITRE 1 - FORMATION ET RÉSILIATION

Section 1 - Formation et prise d'effet du contrat

Le contrat d'assurance est formé dès l'accord des parties. Le marché ou la police d'assurance signé par elles constate leurs engagements réciproques. La garantie est acquise à compter de la date d'effet indiquée à l'acte d'engagement. Ces mêmes stipulations s'appliquent à tout avenant au contrat.

Section 2 - Résiliation du contrat

§ 1 - Cas de résiliation

Le contrat peut être résilié avant sa date d'expiration normale dans les cas et conditions ci-après :

- par l'assuré ou l'assureur :
 - dans les délais et selon les modalités prévus à l'acte d'engagement,
 - en cas de transfert de propriété de la chose assurée (article L. 121-10 du Code des assurances) et notamment en cas de fusion concernant l'assuré,

- par les assureurs :
 - en cas de non-paiement des primes (article L. 113-3 du Code des assurances),
 - en cas d'aggravation du risque (article L. 113-4 du Code des assurances),
 - en cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration du risque à la souscription ou en cours de contrat (article L. 113-9 du Code des assurances),
 - après sinistre, l'assuré ayant alors le droit de résilier les autres contrats souscrits par lui auprès de l'assureur (article R. 113-10 du Code des assurances),
- par l'assuré :
 - en cas de disparition des circonstances aggravantes mentionnées dans la police si l'assureur ne consent pas la diminution de prime correspondante (article L. 113-4 du Code des assurances),
 - en cas de résiliation par l'assureur d'un autre contrat de l'assuré après sinistre (article R. 113-10 du Code des assurances),
- de plein droit, en cas de retrait de l'agrément de l'assureur (article L. 326-12 du Code des assurances).

Il est convenu que l'assureur ne pourra utiliser la faculté de résiliation après sinistre prévue à l'article R. 113-10 du Code des assurances que dans les conditions suivantes :

- pour autant que le montant des sinistres réglés et raisonnablement provisionnés sur l'exercice en cours soit égal ou supérieur au montant de la prime TTC annuelle de l'exercice en cours,
- la résiliation prend effet à l'expiration du délai de préavis prévu à l'acte d'engagement, à compter de sa notification au souscripteur.

§ 2 - Ristourne de prime, indemnité de résiliation

Dans les cas de résiliation au cours d'une période d'assurance, la portion de prime afférente à la partie de cette période postérieure à la résiliation n'est pas acquise à l'assureur. Elle doit être remboursée à l'assuré si elle a été perçue d'avance.

§ 3 - Modalités de résiliation

Lorsque l'assuré a la faculté de résilier le contrat, il peut le faire, à son choix, soit par lettre ou tout autre support durable, soit par une déclaration faite contre récépissé au siège social ou chez le représentant de l'assureur, soit par acte extrajudiciaire. La résiliation par l'assureur doit être notifiée à l'assuré par lettre recommandée.

CHAPITRE 2 - DÉCLARATION DU RISQUE

Section 1 - A la souscription du contrat

Le contrat est établi d'après les déclarations de l'assuré. Sous peine des sanctions prévues ci-après, l'assuré doit en conséquence déclarer toutes les circonstances connues de lui et qui sont de nature à faire apprécier par l'assureur les risques qu'il prend à sa charge.

Section 2 - En cours de contrat

La garantie est automatiquement étendue à toutes activités et à toutes installations qui viendraient à être créées, mises à disposition ou dévolues à l'assuré après la signature du contrat pour autant qu'il ne s'agisse pas de l'une des activités suivantes :

- centres de stockage de déchets ultimes, usines d'incinération de déchets ou de cadavres d'animaux, centres de traitement de déchets,
- stations de transit ou centres de transfert de déchets autres que les déchèteries aménagées pour la collecte des encombrants, matériaux ou produits triés et apportés par les usagers,

- stations d'épuration des eaux usées d'une capacité supérieure à 50 000 équivalent-habitants,
- installations de chauffage par géothermie haute énergie ou profonde,
- abattoirs,
- centrales d'enrobage au bitume de matériaux routiers,
- ateliers de réparation et d'entretien de véhicules à moteur, supérieurs à 5 000 m²,
- unités de traitement de l'eau pour l'alimentation en eau potable soumises à autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement,
- établissements de thermalisme et/ou de thalassothérapie,
- barrages et retenues d'eau d'une hauteur supérieure à 30 mètres,
- ports de pêche, ports de commerce,
- postes de distribution de carburants / stockage de liquides inflammables, classés au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

En contrepartie, l'assureur peut, à tout moment, demander à l'assuré les renseignements appropriés sur l'évolution des risques assurés.

Les assureurs déclarent avoir une connaissance suffisante des risques et, dès lors, renoncent à toute sanction contre l'assuré pour toute aggravation des risques garantis.

CHAPITRE 3 - PRIMES

Nonobstant toute autre stipulation, les modalités de calcul des primes sont définies ci-après.

La prime est forfaitaire et fixée à l'acte d'engagement.

La prime, ou dans le cas de fractionnement de celle-ci les fractions de prime, et les accessoires de prime dont le montant est stipulé au contrat ainsi que les impôts et taxes, sont payables d'avance au siège de la société ou au domicile de son mandataire éventuellement désigné par elle à cet effet.

Les dates d'échéance sont fixées à l'acte d'engagement.

A défaut de paiement d'une prime (ou d'une fraction de prime) dans les dix jours de son échéance, la société, indépendamment de son droit de poursuivre l'exécution du contrat en justice, peut, par lettre recommandée valant mise en demeure adressée à l'assuré ou à la personne chargée du paiement des primes à leur dernier domicile connu, suspendre la garantie trente jours après l'envoi de cette lettre (ou sa remise au destinataire justifiée par l'avis de réception si celui-ci est domicilié hors de France métropolitaine).

Le non-paiement d'une fraction de prime entraîne l'exigibilité de la totalité de la prime restant due. Dans ce cas, la suspension de la garantie produit ses effets jusqu'à son entier paiement.

La société a le droit de résilier le contrat dix jours après l'expiration du délai de trente jours, visé ci-dessus, par notification faite à l'assuré, soit dans la lettre recommandée de mise en demeure, soit par une nouvelle lettre recommandée.

Les primes du présent contrat devant être payées dans les formes prescrites, selon les règlements et normes en vigueur, les compagnies renoncent à suspendre leurs garanties ou à résilier le contrat si le retard de paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités nécessaires (y compris vote des dépenses).

CHAPITRE 4 - SINISTRES ET INDEMNITÉS

Section 1 - Obligations de l'assuré en cas de sinistre

L'assuré doit, dès qu'il en a eu connaissance, et au plus tard dans les 5 jours, donner avis du sinistre par écrit, de préférence par lettre recommandée, ou verbalement contre récépissé, au siège de l'assureur ou de l'agence indiquée sur la police.

Il doit en outre :

- indiquer dans la déclaration du sinistre ou, en cas d'impossibilité, dans une déclaration ultérieure faite dans le plus bref délai, la date et les circonstances du sinistre, ses causes connues ou présumées, les noms et adresses des personnes lésées et si possible des témoins, la nature et le montant approximatif des dommages ainsi que des garanties souscrites sur les mêmes risques auprès d'autres assureurs,
- transmettre à l'assureur, dès réception, tous avis, lettres, convocations, assignations, actes extrajudiciaires et pièces de procédure qui seraient adressés, remis ou signifiés à lui-même ou à un de ses préposés concernant un sinistre susceptible d'engager la responsabilité de l'assuré.

Faute par l'assuré de se conformer aux obligations prévues ci-dessus, sauf cas fortuit ou de force majeure, l'assureur peut réclamer une indemnité proportionnelle au préjudice que ce manquement peut lui causer.

Pour les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, en cas de manquement à une obligation lui incombant après la survenance du sinistre, l'assuré n'encourt la déchéance qu'en cas de faute lourde ou d'inexécution intentionnelle de sa part.

Section 2 - Règlement des indemnités

Le paiement de l'indemnité doit être effectué entre les mains du bénéficiaire ou de l'assuré, dans les trente jours, soit de l'accord amiable, soit de la décision judiciaire exécutoire. Ce délai, en cas d'opposition, ne court que du jour de la mainlevée.

Section 3 - Procédure, transaction

En cas d'action mettant en cause une responsabilité assurée par le présent contrat, l'assureur, dans la limite de sa garantie :

- devant les juridictions civiles, commerciales ou administratives, se réserve la faculté d'assumer la défense de l'assuré, de diriger le procès et d'exercer toutes voies de recours,
- devant les juridictions pénales, si la ou les victimes n'ont pas été désintéressées, a la faculté, avec l'accord de l'assuré, de diriger la défense sur le plan pénal ou de s'y associer. A défaut de cet accord, l'assureur peut néanmoins assumer la défense des intérêts civils de l'assuré. L'assureur peut exercer toutes voies de recours au nom de l'assuré, y compris le pourvoi en cassation, lorsque l'intérêt pénal de l'assuré n'est plus en jeu. Dans le cas contraire, il ne peut les exercer qu'avec l'accord de l'assuré.

L'assureur a seul le droit, dans la limite de sa garantie, de transiger avec les personnes lésées. Aucune reconnaissance de responsabilité, aucune transaction intervenant en dehors de l'assureur, ne lui est opposable : n'est pas considéré comme une reconnaissance de responsabilité, l'aveu d'un fait matériel ou le seul fait d'avoir procuré à la victime un secours urgent, lorsqu'il s'agit d'un acte d'assistance que toute personne a le devoir légal ou moral d'accomplir.

Section 4 - Sauvegarde des droits des victimes

Aucune déchéance motivée par un manquement de l'assuré à ses obligations commis postérieurement au sinistre n'est opposable aux personnes lésées ou à leurs ayants droit. L'assureur conserve, néanmoins, la faculté d'exercer, contre l'assuré, une action en remboursement de toutes les sommes qu'il aura payées ou mises en réserve à sa place.

Section 5 - Constitution de rentes

Si l'indemnité allouée par décision judiciaire à une victime ou à ses ayants droit consiste en une rente et si une acquisition de titres est ordonnée à la société, par cette décision, pour sûreté de son paiement, la société procède dans la limite disponible de la somme assurée, à la constitution de cette garantie. Si aucune acquisition de titres ne lui est ordonnée, la valeur de la rente en capital est calculée d'après les règles applicables pour le calcul de la réserve mathématique de cette rente. Si cette valeur est inférieure à la somme disponible, la rente est intégralement à la charge de la société. Dans le cas contraire, seule est à la charge de la société la partie de la rente correspondant, en capital, à la partie disponible de la somme assurée.

Section 6 - Montants de garantie

Les montants limites d'engagement sont fixés aux conditions particulières.

Les limites par sinistre s'entendent pour l'ensemble des réclamations se rapportant à un même événement ou acte engageant la responsabilité de l'assuré.

Les limites par année d'assurance s'entendent pour l'ensemble des réclamations se rapportant à des événements survenus ou actes accomplis au cours d'une même année.

Les montants fixés par sinistre et par année d'assurance s'épuisent par tout règlement amiable ou judiciaire d'indemnités, quels que soient les dommages auxquels ils se rapportent.

La reconstitution de la garantie par année ne peut être convenue, après sinistre, que de gré à gré.

Les frais de procès, de quittance et autres frais de règlement ne viennent pas en déduction des montants de garantie ainsi stipulés. Toutefois, en cas de condamnation de l'assuré à un montant supérieur à celui de la garantie, ces frais sont supportés par l'assureur et par l'assuré proportionnellement à leurs contributions respectives dans le montant de la condamnation.

CHAPITRE 5 - STIPULATIONS DIVERSES

Section 1 - Subrogation

L'assureur est subrogé, dans les termes de l'article L. 121-12 du Code des assurances, jusqu'à concurrence de l'indemnité payée par lui dans les droits et actions de l'assuré contre tout responsable du sinistre. Si la subrogation ne peut plus, du fait de l'assuré, s'opérer en faveur de l'assureur, la garantie de celui-ci cesse d'être engagée dans la même mesure où aurait pu s'exercer la subrogation.

Section 2 - Prescription

Toute action dérivant du présent contrat est prescrite par deux ans.

Le délai commence à courir à compter du jour de l'évènement qui donne naissance à l'action (à compter du 31 décembre suivant cet évènement pour les contrats souscrits sur des risques situés dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle).

Toutefois, le délai ne court :

- en cas de réticence, omission, déclaration fausse ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance ;
- en cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription (citation en justice, commandement ou saisie, citation en conciliation devant le bureau de paix lorsqu'elle est suivie d'une assignation en justice, citation en justice, même devant un juge incompétent, l'interruption étant nulle et non avenue si l'assignation est nulle par défaut de forme, si le demandeur se désiste de sa demande, s'il laisse périmer l'instance ou si sa demande est rejetée, reconnaissance par le débiteur du droit du créancier) et par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre.

L'interruption de la prescription de l'action peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée ou d'un envoi recommandé électronique, avec accusé de réception, adressés par l'assureur à l'assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par l'assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité.

Section 3 - Étendue territoriale des garanties

Les garanties du contrat sont acquises en France métropolitaine et dans les outre-mer.

Section 4 - Durée de la garantie

La garantie est acquise dès la prise d'effet prévue à l'acte d'engagement.

Conformément aux dispositions formulées à l'article L. 124-5 alinéa 4 du Code des assurances en application de la loi n° 2003-706 du 1^{er} août 2003, « la garantie est déclenchée par la réclamation et couvre l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée à l'assuré ou à son assureur entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai subséquent à sa date de résiliation ou d'expiration mentionnée par le contrat, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres. Toutefois, la garantie ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu de l'assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'assuré a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été re-souscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable. L'assureur ne couvre pas l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres s'il établit que l'assuré avait connaissance du fait dommageable à la date de la souscription de la garantie ».

Le délai subséquent des garanties déclenchées par la réclamation est fixé à 5 ans, après la résiliation ou la cessation des garanties du contrat.

Pour la garantie « défense » de la clause « défense et recours », sont applicables les mêmes principes que pour la garantie « responsabilité ». Pour la garantie « recours », sont pris en charge les litiges survenus pendant la période d'effet du contrat et déclarés pendant cette même période ou dans un délai de deux ans à compter du terme du contrat.

La garantie « dommages environnementaux » s'applique aux dommages faisant l'objet d'une première constatation vérifiable pendant la période de validité de la garantie, ou pendant une période supplémentaire de cinq ans qui suit la résiliation ou l'expiration de la garantie et qui résultent d'un fait dommageable survenu pendant la période de validité de la garantie.

Les garanties « frais de dépollution » s'appliquent aux dommages faisant l'objet d'une première constatation vérifiable pendant la période de validité des garanties, ou pendant une période supplémentaire de deux ans qui suit leur résiliation ou leur expiration et qui résultent d'un fait dommageable survenu pendant la période de validité des garanties.

ASSURANCE

**RESPONSABILITE
DES MANDATAIRES SOCIAUX
ET DES DIRIGEANTS**

DE LA CHAMBRE DE METIERS
ET DE L'ARTISANAT
DE REGION NOUVELLE-AQUITAINE

CONDITIONS PARTICULIERES

Contrat compagnie :

Numéro :

Le présent contrat est régi par le Code des assurances.

© PROTECTAS 2021 – Ce document est la propriété exclusive de la société PROTECTAS et est protégé par la législation française et internationale en vigueur au titre de la propriété intellectuelle (notamment mais sans s'y limiter, droits d'auteur et marques). Toute reproduction ou utilisation même partielle effectuée sans l'autorisation préalable des représentants légaux de la société PROTECTAS est constitutive d'un acte de contrefaçon susceptible d'engager la responsabilité civile et pénale de son auteur.

CONDITIONS PARTICULIERES

ASSURANCE RESPONSABILITE DES MANDATAIRES SOCIAUX ET DES DIRIGEANTS

En complément des conditions générales « assurance responsabilité des mandataires sociaux et des dirigeants » PROTECTAS jointes, les présentes conditions particulières ont pour objet de définir les garanties, montants de garantie et franchises du contrat, ses modalités de gestion ainsi que celles des sinistres, et ce par dérogation à toute autre stipulation moins favorable.

IDENTIFICATION DU CONTRAT

SOUSCRIPTEUR - ASSURÉ

Ce contrat est conclu entre :

Assureur

et

Souscripteur assuré

Mentionné à l'acte d'engagement

Chambre de métiers et de l'Artisanat de
Région Nouvelle-Aquitaine
46 rue du Général Larminat
CS 81423
33073 BORDEAUX

Agissant tant pour son compte que pour le compte de qui il appartiendra et notamment :

Toutes personnes morales de droit privé et/ou de droit public en France métropolitaine, Vallée d'Andorre et Principauté de Monaco nouvellement créées ou acquises par la CRMA NA ou les sociétés filiales sous réserve :

- Qu'elles soient détenues à 50% et plus, directement ou indirectement par la CRMA NA ;
- Qu'elles exercent les activités comparables et/ou connexes à celles déclarées dans la liste des activités décrites ci – après ;
- Que la CRMA NA les déclare nominativement et au plus tard lors de la déclaration annuelle des éléments servant de base de calcul de la prime.

Les sociétés civiles immobilières, associations (sportives ou pas) pour autant qu'elles soient constituées dans le cadre des activités garanties.

Les GIE, GEIE, fondations et autres groupements constitués dans le cadre des activités garanties mais seulement pour le pourcentage des participations détenues par la CRMA NA.

Les administrateurs, dirigeants, représentants légaux et les personnes qu'ils se sont substitués ou qu'ils ont désignées lorsqu'ils sont dans l'exercice de leurs fonctions ou en toute circonstance pendant leurs déplacements professionnels à l'étranger. Les préposés, agents/salariés ou non ainsi que les collaborateurs de service public dans l'exercice de leurs fonctions et/ou préposés en détachement à l'étranger ou en déplacement professionnel ainsi que les membres de leur famille 24h sur 24h en excédent ou à défaut de leurs garanties personnelles.

Les comités d'établissement tous les groupements, sociétés ou associations créés pour toutes activités par le personnel ou pour le personnel, leurs membres permanents et occasionnels, les participants et leurs organisateurs ainsi que le service médical. Les apprentis, les personnes hébergées par la CRMA NA qu'elles soient apprentis ou pas, les personnes invitées dans le cadre de leurs missions professionnelles et/ou les moniteurs, les stagiaires rémunérés ou non reçus ou envoyés en stage par la CRMA NA, coopérant, VSNE ainsi que les candidats à l'embauche.

Les personnes invitées par la CRMA NA seront considérées comme assuré additionnel quel que soit le nombre de jours de leur séjour. Il s'agit d'une clause substantielle du marché. Les préposés de la CRMA NA, les membres de son service médical c'est-à-dire les médecins et le personnel médical pour tous les soins et actes médicaux qu'ils dispensent, les assistantes sociales, les secouristes, les équipes de sécurité et d'intervention, les enseignants et/ou intervenants, les architectes, les coordinateurs en matière de sécurité, les stagiaires pour autant que ces personnes agissent dans l'exercice ou à l'occasion de leurs fonctions. Il est précisé que les médecins, infirmiers, secouristes ont la qualité d'assuré pour les soins dispensés aux salariés, à leurs familles, et aux tiers occasionnellement et à titre bénévole hors de la CRMA NA.

Toute personne physique ou morale à laquelle doit donner la qualité d'assuré additionnel dans le cadre des activités définies ci-dessous et dans la limite des obligations contractuelles qui existent entre lesdites personnes et la CRMA NA, notamment :

- Les sociétés de location ou de crédit - bail et/ou propriétaires des biens meubles ou immeubles ainsi que les gérants d'immeubles lorsque ces biens meubles ou immeubles sont détenues, occupés par la CRMA NA ou mis par lui à la disposition de son personnel.
- Les organisateurs de foires, d'expositions ou manifestations diverses, pour les dommages mis à la charge de la CRMA NA.
- Les personnes physiques ou morales mettant à la disposition de la CRMA NA des personnes ou des biens employés ou utilisés dans le cadre de ses activités pour les dommages mis à la charge de la CRMA NA. Les associations dont la majorité des dirigeants et adhérents est constituée de membres ou anciens membres du personnel de la CRMA NA ou de personnes de leurs familles, les dirigeants et les adhérents de ces associations dans le cadre de leurs activités.

Il est convenu que la notion de tiers ou d'autrui est maintenue entre tous les assurés.

Il est formellement convenu que le présent contrat vient en complément ou à défaut des contrats ou garanties souscrits par ailleurs par les assurés autres que le souscripteur et que ceux-ci constituent la franchise du présent contrat, sauf si une convention signée entre ces personnes et le souscripteur en stipule autrement.

Le souscripteur est représenté par son directeur en exercice.

ACTIVITÉS

Toutes les activités de l'assuré ainsi que de ses services annexes, et notamment :

- L'administration et la gestion des activités appartenant à la compétence d'une CHAMBRE DES METIERS & DE L'ARTISANAT

- L'activité de conseil de la CHAMBRE DES METIERS & DE L'ARTISANAT vis-à-vis de ses adhérents
- Les opérations liées à la formation initiale et/ou continue diplômante ou pas
- Centre de Formation des Apprentis
- La gestion financière et le partenariat avec d'autres organismes français ou étrangers
- L'organisation et la participation à des foires, salons, congrès, expositions, démonstrations, spectacles et visites
- Des opérations de mécénat
- Exploitation de sites internet dans le but de partager le savoir avec les tiers et/ou les apprentis
- Exploitation de bibliothèques
- Service de la médecine préventive.

PRISE D'EFFET ET DURÉE DU CONTRAT, PRÉAVIS DE RÉSILIATION

Ces informations figurent à l'acte d'engagement.

GARANTIES SOUSCRITES

DÉFINITIONS

ASSURÉ

Les dirigeants sociaux, personnes physiques, passés, présents ou futurs, désignés et nommés régulièrement conformément aux lois et statuts.

On entend par dirigeant social :

- le président,
- le(s) vice-président(s),
- les membres du conseil d'administration (membres adhérents ou leurs représentants),
- les membres du bureau,
- le(s) directeur(s) général(aux),
- les directeurs généraux délégués,
- le(s) directeur(s) général(aux) adjoint(s),
- les directeurs et responsables,
- les agents comptables, trésoriers, trésoriers adjoints,
- tout préposé exerçant une fonction de direction, de gestion avec ou sans délégation de pouvoir,
- les représentants ou dirigeants de droit,
- les personnes morales administrateurs du souscription,
- les dirigeants de filiales existantes, créées ou acquises pendant la période de validité du contrat et les personnes physiques qui effectuent des actes d'administration ou de gestion pour le compte d'une filiale en formation,
- par extension, les personnes reconnues comme dirigeants de fait par décision judiciaire ou toute personne physique recherchée pour une faute professionnelle commise dans le cadre d'une activité de direction, de gestion ou de supervision exercée avec ou sans mandat ou délégation de pouvoir.

Les garanties restent acquises aux administrateurs et dirigeants démissionnaires ou révoqués, ainsi qu'aux représentants intervenant dans les entités extérieures.

Pour la garantie des « risques employeur » et les garanties « frais de gestion de crise » et « frais de reconstitution d'image », la qualité d'assuré est étendue à la personne morale souscriptrice.

VIOLATION DU DROIT SOCIAL

Toute violation de la réglementation applicable aux relations de travail au sein du souscripteur, envers un préposé (ou un postulant à un emploi), quelles que soient les sources de cette réglementation, notamment les stipulations issues du contrat de travail (écrit ou non), du règlement intérieur, du Code du travail ou du Code pénal.

Sont notamment considérés comme une violation du droit social :

- toute discrimination, quel que soit son fondement ou son objet,
- tout harcèlement sexuel ou moral,
- toute violation de la vie privée,
- toute violation relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel,
- toute éviction ou rupture abusive ou irrégulière,
- tout refus de réintégration d'un préposé irrégulièrement licencié, révoqué ou évincé,
- tout refus fautif de renouvellement d'un contrat,
- toute mesure disciplinaire abusive,
- toute présentation fausse ou inexacte d'un poste de travail au sein du souscripteur,
- tout refus abusif de promotion.

VIOLATION DU DROIT DE LA FONCTION PUBLIQUE

Tout manquement aux règles statutaires applicables à un agent de droit public (ou un postulant à un emploi), aux stipulations du contrat qui le lie au souscripteur, aux prescriptions issues de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, des conventions internationales, des lois, règlements, principes généraux fixés par la jurisprudence, ou au règlement intérieur du souscripteur.

Sont notamment considérés comme une violation du droit de la fonction publique :

- toute discrimination, quel que soit son fondement ou son objet,
- tout harcèlement sexuel ou moral, ou toute attitude excédant les limites de l'exercice normal de l'autorité hiérarchique,
- toute violation de la vie privée,
- toute violation relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel,
- toute éviction ou rupture abusive ou irrégulière,
- tout refus de réintégration d'un agent de droit public irrégulièrement licencié, révoqué ou évincé,
- tout refus abusif ou irrégulier de titularisation,
- tout refus fautif de renouvellement d'un contrat,
- toute sanction disciplinaire irrégulière,
- toute affectation irrégulière,
- toute fausse promesse,
- tout refus abusif de promotion,
- toute appréciation injustifiée portant atteinte au déroulement de la carrière d'un agent de droit public,
- tout manquement au devoir de protection fonctionnelle d'un agent de droit public par le souscripteur.

OBJET ET ÉTENDUE DES GARANTIES

En complément des garanties mentionnées aux présentes conditions particulières, l'objet et l'étendue des garanties sont définis aux conditions générales.

La garantie est étendue aux « risques employeur », c'est-à-dire la prise en charge par l'assureur du règlement des conséquences pécuniaires résultant de toute réclamation introduite par un préposé à l'encontre d'un assuré pendant la période d'assurance ou la période subséquente, mettant en jeu sa responsabilité, y compris lorsqu'elle est solidaire, en raison de toute violation du droit social ou du droit de la fonction publique.

MONTANTS DES GARANTIES

Le montant de la garantie, tous dommages et préjudices confondus, est de **3 000 000 €** par sinistre et par année d'assurance.

Les garanties spécifiques font l'objet des sous-limitations suivantes, exprimées par sinistre :

Frais de gestion de crise	50 000 €
Frais de reconstitution d'image	50 000 €
Frais d'aide psychologique	50 000 €
Frais liés à l'examen de la situation fiscale de l'assuré	50 000 €
Dépenses courantes en cas de gel des actifs	50 000 €
Frais d'extradition	15 000 €

FRANCHISES

Le montant des franchises est fixé à l'acte d'engagement.

PRESTATIONS DE GESTION OBLIGATOIRES

DÉCLARATION DE SINISTRE

La déclaration de sinistre pourra être transmise par téléphone (avec confirmation écrite), par courrier ou par mail.

Toute déclaration de sinistre fera l'objet sous 72h ouvrées d'un accusé de réception donnant les références du sinistre et les coordonnées de l'interlocuteur chargé du suivi.

Les dossiers sinistres seront tous suivis par le même interlocuteur. La gestion du contrat sera également effectuée par un interlocuteur unique. La compagnie ou l'intermédiaire d'assurance s'engage à communiquer à l'assuré les coordonnées des référents en charge de la gestion du contrat et des sinistres et de leurs remplaçants.

ECHANGES AVEC LES TIERS

La compagnie ou l'intermédiaire d'assurance s'engage à adresser à l'assuré à sa demande une copie des courriers envoyés aux tiers ou reçus d'eux.

PROVISIONS

Pour les dossiers qui font l'objet d'une provision technique, la compagnie ou l'intermédiaire d'assurance s'engage à indiquer le montant de la provision prévue et à informer l'assuré lorsque le dossier sera clos.

RECOURS

Les recours contre les responsables identifiés devront impérativement être exercés pour tous les sinistres réglés, et il sera communiqué à l'assuré, à sa demande, un bilan sur le suivi et les résultats des recours.

BILAN DE SINISTRALITÉ

La compagnie ou l'intermédiaire d'assurance présentera, à la demande de l'assuré, un bilan annuel sous format numérique (fichier tableur) avec mise à jour des évaluations et recours.

La compagnie ou l'intermédiaire d'assurance fera apparaître a minima les rubriques suivantes dans son bilan de sinistralité :

- date d'arrêté du reporting,
- n° du sinistre chez la compagnie et/ou l'intermédiaire et l'assuré,
- descriptif du sinistre,
- date du sinistre,
- montant du sinistre provisionné,
- montant du sinistre réglé,
- date de déclaration du sinistre,
- état de la procédure,
- montant de la franchise,
- date de règlement de l'indemnisation.

PRÉSENTATION DES QUITTANCES

La quittance présentée à l'échéance par la compagnie ou l'intermédiaire d'assurance devra faire apparaître :

- la prime HT,
- le détail et le montant des taxes,
- la prime TTC.

Le souscripteur,
**Chambre de métiers et de l'Artisanat
de Région Nouvelle-Aquitaine**

L'assureur,

CONDITIONS GENERALES

ASSURANCE RESPONSABILITE DES MANDATAIRES SOCIAUX ET DES DIRIGEANTS

© PROTECTAS 2021 – Ce document est la propriété exclusive de la société PROTECTAS et est protégé par la législation française et internationale en vigueur au titre de la propriété intellectuelle (notamment mais sans s'y limiter, droits d'auteur et marques). Toute reproduction ou utilisation même partielle effectuée sans l'autorisation préalable des représentants légaux de la société PROTECTAS est constitutive d'un acte de contrefaçon susceptible d'engager la responsabilité civile et pénale de son auteur.

SOMMAIRE

TITRE 1 - DÉFINITIONS	3
TITRE 2 - OBJET ET ÉTENDUE DE LA GARANTIE	4
Chapitre 1 - Objet de la garantie.....	4
Chapitre 2 - Défense	5
Chapitre 3 - Garanties spécifiques	5
Section 1 - Frais de gestion de crise	5
Section 2 - Frais de reconstitution d'image	6
Section 3 - Frais d'aide psychologique.....	6
Section 4 - Frais liés à l'examen de la situation fiscale de l'assuré.....	6
Section 5 - Dépenses courantes en cas de gel des actifs.....	6
Section 6 - Frais d'extradition.....	6
Chapitre 4 - Exclusions.....	6
TITRE 3 - GESTION DU CONTRAT ET DES SINISTRES	8
Chapitre 1 - Formation et résiliation	8
Section 1 - Formation et prise d'effet du contrat.....	8
Section 2 - Résiliation du contrat	8
Chapitre 2 - Déclaration du risque	9
Section 1 - A la souscription du contrat.....	9
Section 2 - En cours de contrat.....	9
Chapitre 3 - Primes.....	9
Section 1 - Calcul des primes.....	9
Section 2 - Paiement des primes	9
Chapitre 4 - Sinistres et indemnités	10
Section 1 - Obligations de l'assuré en cas de sinistre	10
Section 2 - Règlement des indemnités	10
Section 3 - Sauvegarde des droits des victimes.....	10
Section 4 - Montants de garantie	10
Chapitre 5 - Stipulations diverses	11
Section 1 - Subrogation	11
Section 2 - Prescription	11
Section 3 - Étendue territoriale des garanties.....	11
Section 4 - Durée de la garantie	11

TITRE 1 - DÉFINITIONS

Pour l'application du contrat, on entend par :

AUTRUI OU TIERS

Toute personne autre que qu'un assuré. Les assurés sont tiers entre eux.

DOMMAGES CORPORELS

Toute atteinte corporelle subie par une personne physique.

DOMMAGES MATÉRIELS

Toute détérioration, destruction ou disparition d'une chose ou substance, toute atteinte physique à des animaux.

DOMMAGES IMMATÉRIELS

Tout préjudice, pécuniairement estimable, qui n'est ni corporel, ni matériel, consécutif ou non à un dommage corporel ou matériel.

ECHÉANCE PRINCIPALE

Celle qui marque le début de chaque période annuelle d'assurance.

FAIT DOMMAGEABLE

Le fait qui constitue la cause génératrice du dommage. Un ensemble de faits dommageables ayant la même cause technique est assimilé à un fait dommageable unique.

FAUTE DE GESTION

Tout manquement des assurés aux obligations légales, réglementaires ou statutaires, toute faute professionnelle commise par imprudence ou négligence, par omission, par erreur, par déclaration inexacte et, en général tout acte fautif quelconque qui engage la responsabilité des assurés et ce, exclusivement dans leurs fonctions de dirigeant de droit ou de fait du souscripteur ou de responsable.

Toutes les fautes de gestion apparentées, continues ou répétées constituent une seule et même faute de gestion.

FRANCHISE

Somme fixe et/ou fraction du dommage non pris en charge par l'assureur et que l'assuré conserve toujours à sa charge sur le coût d'un sinistre. Cette franchise ne vient en déduction ni du montant de la garantie par sinistre ni de celui éventuellement prévu par année d'assurance.

GARANTIE PAR ANNÉE D'ASSURANCE

L'engagement maximum de l'assureur pour garantir les sinistres survenus pendant la période :

- comprise entre la date du début de garantie et celle de l'échéance principale,
- de 12 mois comprise entre deux échéances principales,
- comprise entre la date de l'échéance principale et celle de cessation de la garantie.

SINISTRE

Sous réserve des dispositions de l'article L. 124-5 du Code des assurances, le sinistre est défini comme toutes réclamations amiables ou judiciaires formulées contre l'assuré pendant la période d'effet du contrat (y compris pendant le délai subséquent), quelle que soit la date des travaux ou prestations de l'assuré.

Il est convenu que l'ensemble des réclamations, même si elles s'échelonnent dans le temps, dès lors qu'elles se rattachent à des dommages résultant d'un même fait générateur ou d'une même cause technique initiale, constituera un seul et même sinistre dont la date sera celle correspondant à la première réclamation.

SOUSCRIPTEUR

La personne physique ou morale, désignée sous ce nom aux conditions particulières, qui demande l'établissement du contrat, le signe et s'engage notamment à en régler les primes.

TITRE 2 - OBJET ET ÉTENDUE DE LA GARANTIE

CHAPITRE 1 - OBJET DE LA GARANTIE

L'assureur garantit l'assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant lui incombent, par suite d'infraction aux dispositions législatives ou réglementaires applicables, de violation des statuts du souscripteur dont l'assuré est dirigeant, ou de faute commise par l'assuré dans sa gestion.

La garantie s'applique également aux recours exercés :

- contre les héritiers, légataires, conjoints des dirigeants ou administrateurs, représentants légaux et ayants cause d'assurés décédés qui exerçaient leurs fonctions auprès de l'assuré au moment du fait générateur,
- contre les représentants légaux ou ayants cause des assurés, lorsque ces derniers sont frappés d'incapacité juridique, qu'ils sont déclarés faillis ou qu'ils ont sollicité un concordat ou un sursis de paiement.

La garantie est étendue :

- à toute réclamation introduite exclusivement à l'encontre du souscripteur ou d'une filiale, lorsque cette réclamation est fondée sur les mêmes faits que ceux invoqués lors d'une précédente réclamation introduite à l'encontre des seuls assurés personnes physiques, et que ceux-ci ont été exonérés de leur responsabilité civile au motif que leur faute a été jugée comme étant une faute non séparable de leurs fonctions de dirigeants,
- à toute réclamation conjointe ayant fait l'objet d'une décision ayant autorité de chose jugée reconnaissant la seule responsabilité civile du souscripteur ou d'une filiale au motif que la faute des assurés personnes physiques est une faute non séparable de leurs fonctions de dirigeants.

Les garanties sont également acquises en cas de réclamation faite conjointement à l'encontre du souscripteur et des assurés.

Sont pris en charge les frais de défense exposés dans le cadre de cette réclamation ainsi que les conséquences pécuniaires que le souscripteur et les assurés sont conjointement et solidairement tenus de payer en vertu d'une décision de tribunal civil, social, administratif, répressif, d'une sentence arbitrale, d'une instance de tutelle, de contrôle ou en vertu d'une transaction passée et acceptée par le souscripteur et les assurés avec le consentement de l'assureur.

CHAPITRE 2 - DÉFENSE

En cas d'action mettant en cause une responsabilité assurée par le présent contrat, l'assureur défend l'assuré devant toutes juridictions notamment administratives, sociales, judiciaires ou pénales.

Les frais de défense concernent la défense de l'assuré :

- dans le cadre de toute procédure ou transaction amiables ou précontentieuses,
- dans le cadre de toute enquête menée par une autorité administrative ayant un pouvoir de réglementation et de contrôle, notamment par le Défenseur des droits,
- dans le cadre de toute procédure disciplinaire devant le conseil de discipline ou le conseil de discipline de recours dans le cadre de tout recours gracieux auprès du souscripteur.

Cette garantie comprend notamment les frais et honoraires d'expertise, enquête, instruction, investigation ou toute autre procédure officielle civile, administrative, sociale ou pénale, de mandataire, de conciliateur ou d'avocat, les frais correspondant à une caution, y compris pénale et les frais de procès.

Devant les juridictions civiles, commerciales, sociales ou administratives, l'assureur assume la défense de l'assuré, dirige le procès et a le libre exercice des voies de recours. L'assuré conserve le libre choix de son avocat.

Devant les juridictions pénales, si les victimes n'ont pas été désintéressées, l'assureur a la faculté de diriger la défense ou de s'y associer et, au nom de son assuré civilement responsable, d'exercer les voies de recours. Toutefois, l'assureur ne peut exercer les voies de recours qu'avec l'accord de l'assuré, si celui-ci a été cité comme prévenu, exception faite du pourvoi en cassation lorsqu'il est limité aux intérêts civils.

L'assureur a seul le droit, dans la limite de sa garantie, de transiger avec les personnes lésées. Aucune reconnaissance de responsabilité, aucune transaction intervenant en dehors de l'assureur, ne lui est opposable : n'est pas considéré comme une reconnaissance de responsabilité, l'aveu d'un fait matériel ou le seul fait d'avoir procuré à la victime un secours urgent, lorsqu'il s'agit d'un acte d'assistance que toute personne a le devoir légal ou moral d'accomplir.

Les frais de procès ou de règlement ne viennent pas en déduction du capital garanti au titre des dommages couverts par le présent contrat.

En cas de désaccord entre l'assureur et l'assuré sur l'opportunité d'engager ou de poursuivre une action en justice, chaque partie désigne, à ses frais, son propre avocat. A défaut d'accord entre eux, les deux avocats désignent un confrère dont l'avis s'impose et dont les frais et honoraires sont supportés également par l'assureur et l'assuré.

CHAPITRE 3 - GARANTIES SPÉCIFIQUES

Si elles sont mentionnées aux conditions particulières, sont également acquises les garanties suivantes :

Section 1 - Frais de gestion de crise

Les garanties du contrat sont étendues, au bénéfice des assurés et du souscripteur, à la prise en charge par l'assureur des prestations de gestion de crise dans le cadre d'une situation nécessitant d'engager une campagne de communication, notamment en cas :

- d'accusation portée contre le souscripteur et/ou les assurés à la suite d'un dommage corporel, d'une maladie, d'un décès ou d'un traumatisme psychologique causé à un tiers au cours de ses activités,
- de menace d'ouverture ou d'ouverture d'une mise en cause ou d'une enquête à l'encontre des assurés et/ou du souscripteur par une autorité administrative.

Section 2 - Frais de reconstitution d'image

L'assureur prend en charge les frais de reconstitution d'image engagés par les assurés et/ou par le souscripteur directement liés à toute réclamation introduite à leur encontre et dont la garantie est acquise au titre du contrat.

Section 3 - Frais d'aide psychologique

L'assureur prend en charge les frais d'aide psychologique engagés par les assurés et directement liés à une réclamation introduite à leur encontre et fondée sur une faute commise au titre de leurs fonctions de dirigeants.

Section 4 - Frais liés à l'examen de la situation fiscale de l'assuré

L'assureur prend en charge les honoraires, dépenses et frais engagés pour la préparation et la présentation aux autorités compétentes du dossier du dirigeant, dès lors que le contrôle fiscal est en lien avec le contrôle fiscal du souscripteur.

Section 5 - Dépenses courantes en cas de gel des actifs

L'assureur prend en charge les dépenses courantes des assurés à la suite de toute mesure temporaire ou définitive de privation de leurs actifs personnels mobiliers ou immobiliers résultant de toute saisie, confiscation, mise sous séquestre ou gel de leurs droits de propriété, ordonnée par toute juridiction ou toute autorité dans le cadre de toute réclamation introduite à leur encontre et dont la garantie est acquise au titre du contrat.

La prise en charge ou le remboursement des dépenses courantes intervient sous réserve que le montant de l'allocation attribué par la juridiction ou l'autorité ayant ordonné la mesure de privation d'actifs soit épuisé ou insuffisant et que les assurés n'aient pas d'autres moyens de subvenir à leurs dépenses courantes.

Les dépenses concernées sont les suivantes :

- les frais de scolarité des enfants à charge,
- les loyers ou montant des échéances mensuelles de prêt concernant la résidence principale,
- les dépenses courantes d'eau, de gaz, d'électricité, de téléphone et d'abonnement internet,
- les primes d'assurance vie, d'assurance accident, assistance médicale ou complémentaire santé.

Section 6 - Frais d'extradition

L'assureur prend en charge les frais d'extradition engagés par les assurés faisant l'objet d'une procédure d'extradition directement liée à une réclamation introduite à leur encontre et dont la garantie est acquise au titre du contrat.

La procédure d'extradition doit être officiellement notifiée aux assurés par écrit par toute autorité gouvernementale, judiciaire ou administrative, ou faire suite à leur arrestation en application d'un mandat d'arrêt délivré à leur encontre.

CHAPITRE 4 - EXCLUSIONS

Outre les exclusions prévues aux conditions particulières ou ci-avant par les présentes conditions générales, sont seuls exclus de la garantie :

- **les dommages provenant de la faute intentionnelle ou dolosive des personnes physiques ayant la qualité d'assuré** (il appartient à l'assureur de prouver la faute intentionnelle ou dolosive de l'assuré),

- les amendes, les impôts, les taxes ou toute autre pénalité,
- les dommages inéluctables lorsqu'ils font perdre au contrat d'assurance son caractère aléatoire,
- les dommages ou l'aggravation des dommages causés :
 - o par des armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome,
 - o par tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif, ou par toute autre source de rayonnements ionisants et qui engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire ou trouvent leur origine dans la fourniture de biens ou de services concernant une installation nucléaire à l'étranger ou frappent directement une installation nucléaire.
 - o par toute source de rayonnements ionisants (en particulier tout radio-isotope) utilisée ou destinée à être utilisée hors d'une installation nucléaire et dont l'assuré ou toute personne dont il répond à la propriété, la garde ou l'usage, ou dont il peut être tenu pour responsable du fait de sa conception, de sa fabrication ou de son conditionnement (la responsabilité du fait de la propriété ou de l'utilisation de matériels de radiographie ou à rayonnement ionisant à usage médical, vétérinaire, technique ou scientifique reste garantie pour autant que la détention et/ou l'utilisation de ces matériels ne soient pas soumises à autorisation de l'Autorité de Sûreté Nucléaire),
- les réclamations relatives aux dommages d'atteinte à l'environnement résultant :
 - o de l'émission, du rejet ou du dépôt de substances solides, liquides ou gazeuses,
 - o de bruits, odeurs, vibrations, ondes, radiations ou modifications de températures,
 - o de demandes de nettoyage, traitement ou désintoxication,
- les réclamations faites pour le compte d'un dirigeant ou sur l'instigation (ou selon les directives) d'un dirigeant, contre un autre dirigeant du souscripteur,
- les réclamations relatives aux rémunérations ou avantages dus ou inclus en argent ou en nature (y compris les avantages occultes),
- les conséquences d'une insuffisance ou d'une absence d'assurance des activités, des biens ou des engagements de la personne morale dont l'assuré est dirigeant,
- les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant incomber à l'assuré en raison d'un dommage corporel, d'un dommage matériel ou d'un dommage immatériel consécutif à des dommages corporels ou matériels sauf en ce qui concerne la garantie « risques employeur »,
- les conséquences d'abus de biens sociaux ou de vols ou de détournements d'actifs, de fonds, d'effets ou de valeurs, commis par l'assuré ou avec sa complicité, notamment par faux et usage de faux en écriture, escroquerie ou tentative d'escroquerie, abus de confiance ou fraude informatique.

Par ailleurs, l'assureur ou le réassureur ne sera tenu à aucune garantie, ne fournira aucune prestation et ne sera obligé de payer aucune somme au titre du présent contrat dès lors que la mise en œuvre d'une telle garantie, la fourniture d'une telle prestation ou un tel paiement l'exposerait à une sanction, prohibition ou restriction résultant d'une résolution de l'Organisation des Nations Unies, et/ou aux Sanctions économiques ou commerciales prévues par les lois ou règlements édictées par l'Union Européenne, la France, les Etats-Unis d'Amérique, la Suisse ou par tout autre droit national applicable prévoyant de telles mesures.

TITRE 3 - GESTION DU CONTRAT ET DES SINISTRES

CHAPITRE 1 - FORMATION ET RÉSILIATION

Section 1 - Formation et prise d'effet du contrat

Le contrat d'assurance est formé dès l'accord des parties. Le marché ou la police d'assurance signé par elles constate leurs engagements réciproques. La garantie est acquise à compter de la date d'effet indiquée à l'acte d'engagement. Ces mêmes stipulations s'appliquent à tout avenant au contrat.

Section 2 - Résiliation du contrat

§ 1 - Cas de résiliation

Le contrat peut être résilié avant sa date d'expiration normale dans les cas et conditions ci-après :

- par le souscripteur ou l'assureur :
 - dans les délais et selon les modalités prévus à l'acte d'engagement,
 - en cas de transfert de propriété de la chose assurée (article L. 121-10 du Code des assurances) et notamment en cas de fusion concernant le souscripteur,
- par les assureurs :
 - en cas de non-paiement des primes (article L. 113-3 du Code des assurances),
 - en cas d'aggravation du risque (article L. 113-4 du Code des assurances),
 - en cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration du risque à la souscription ou en cours de contrat (article L. 113-9 du Code des assurances),
 - après sinistre, le souscripteur ayant alors le droit de résilier les autres contrats souscrits par lui auprès de l'assureur (article R. 113-10 du Code des assurances),
- par le souscripteur :
 - en cas de disparition des circonstances aggravantes mentionnées dans la police si l'assureur ne consent pas la diminution de prime correspondante (article L. 113-4 du Code des assurances),
 - en cas de résiliation par l'assureur d'un autre contrat du souscripteur après sinistre (article R. 113-10 du Code des assurances),
- de plein droit, en cas de retrait de l'agrément de l'assureur (article L. 326-12 du Code des assurances).

Il est convenu que l'assureur ne pourra utiliser la faculté de résiliation après sinistre prévue à l'article R. 113-10 du Code des assurances que dans les conditions suivantes :

- pour autant que le montant des sinistres réglés et raisonnablement provisionnés sur l'exercice en cours soit égal ou supérieur au montant de la prime TTC annuelle de l'exercice en cours,
- la résiliation prend effet à l'expiration du délai de préavis prévu à l'acte d'engagement, à compter de sa notification au souscripteur.

§ 2 - Ristourne de prime, indemnité de résiliation

Dans les cas de résiliation au cours d'une période d'assurance, la portion de prime afférente à la partie de cette période postérieure à la résiliation n'est pas acquise à l'assureur. Elle doit être remboursée au souscripteur si elle a été perçue d'avance.

§ 3 - Modalités de résiliation

Lorsque le souscripteur a la faculté de résilier le contrat, il peut le faire, à son choix, soit par lettre ou tout autre support durable, soit par une déclaration faite contre récépissé au siège social ou chez le représentant de l'assureur, soit par acte extrajudiciaire. La résiliation par l'assureur doit être notifiée au souscripteur par lettre recommandée.

CHAPITRE 2 - DÉCLARATION DU RISQUE

Section 1 - A la souscription du contrat

Le contrat est établi d'après les déclarations du souscripteur. Sous peine des sanctions prévues ci-après, le souscripteur doit en conséquence déclarer toutes les circonstances connues de lui et qui sont de nature à faire apprécier par l'assureur les risques qu'il prend à sa charge.

Section 2 - En cours de contrat

Les assureurs déclarent avoir une connaissance suffisante des risques et, dès lors, renoncent à toute sanction contre le souscripteur pour toute aggravation des risques garantis.

CHAPITRE 3 - PRIMES

Nonobstant toute autre stipulation, les modalités de calcul des primes sont définies ci-après.

Section 1 - Calcul des primes

La prime est forfaitaire et fixée à l'acte d'engagement.

Section 2 - Paiement des primes

La prime, ou dans le cas de fractionnement de celle-ci les fractions de prime, et les accessoires de prime dont le montant est stipulé au contrat ainsi que les impôts et taxes, sont payables d'avance au siège de la société ou au domicile de son mandataire éventuellement désigné par elle à cet effet.

Les dates d'échéance sont fixées à l'acte d'engagement.

A défaut de paiement d'une prime (ou d'une fraction de prime) dans les dix jours de son échéance, la société, indépendamment de son droit de poursuivre l'exécution du contrat en justice, peut, par lettre recommandée valant mise en demeure adressée au souscripteur ou à la personne chargée du paiement des primes à leur dernier domicile connu, suspendre la garantie trente jours après l'envoi de cette lettre (ou sa remise au destinataire justifiée par l'avis de réception si celui-ci est domicilié hors de France métropolitaine).

Le non-paiement d'une fraction de prime entraîne l'exigibilité de la totalité de la prime restant due. Dans ce cas, la suspension de la garantie produit ses effets jusqu'à son entier paiement.

La société a le droit de résilier le contrat dix jours après l'expiration du délai de trente jours, visé ci-dessus, par notification faite au souscripteur soit dans la lettre recommandée de mise en demeure, soit par une nouvelle lettre recommandée.

Les primes du présent contrat devant être payées dans les formes prescrites, selon les règlements et normes en vigueur, les compagnies renoncent à suspendre leurs garanties ou à résilier le contrat si le retard de paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités nécessaires (y compris vote des dépenses).

CHAPITRE 4 - SINISTRES ET INDEMNITÉS

Section 1 - Obligations de l'assuré en cas de sinistre

L'assuré doit, dès qu'il en a eu connaissance, et au plus tard dans les 5 jours, donner avis du sinistre par écrit, de préférence par lettre recommandée, ou verbalement contre récépissé, au siège de l'assureur ou de l'agence indiquée sur la police.

Il doit en outre :

- indiquer dans la déclaration du sinistre ou, en cas d'impossibilité, dans une déclaration ultérieure faite dans le plus bref délai, la date et les circonstances du sinistre, ses causes connues ou présumées, les noms et adresses des personnes lésées, la nature et le montant approximatif des dommages ainsi que des garanties souscrites sur les mêmes risques auprès d'autres assureurs,
- transmettre à l'assureur, au plus tard dans les 96 heures, tous avis, lettres, convocations, assignations, actes extrajudiciaires et pièces de procédure qui seraient adressés, remis ou signifiés à lui-même ou à un de ses préposés concernant un sinistre susceptible d'engager la responsabilité de l'assuré.

Faute par l'assuré de se conformer aux obligations prévues ci-dessus, sauf cas fortuit ou de force majeure, l'assureur peut réclamer une indemnité proportionnelle au préjudice que ce manquement peut lui causer.

Pour les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, en cas de manquement à une obligation lui incombant après la survenance du sinistre, l'assuré n'encourt la déchéance qu'en cas de faute lourde ou d'inexécution intentionnelle de sa part.

Section 2 - Règlement des indemnités

Le paiement de l'indemnité doit être effectué entre les mains du bénéficiaire ou de l'assuré, dans les trente jours, soit de l'accord amiable, soit de la décision judiciaire exécutoire. Ce délai, en cas d'opposition, ne court que du jour de la mainlevée.

Section 3 - Sauvegarde des droits des victimes

Aucune déchéance motivée par un manquement de l'assuré à ses obligations commis postérieurement au sinistre n'est opposable aux personnes lésées ou à leurs ayants droit. L'assureur conserve, néanmoins, la faculté d'exercer, contre l'assuré, une action en remboursement de toutes les sommes qu'il aura payées ou mises en réserve à sa place.

Section 4 - Montants de garantie

Les montants limites d'engagement sont fixés aux conditions particulières.

Les limites par sinistre s'entendent pour l'ensemble des réclamations se rapportant à un même événement ou acte engageant la responsabilité de l'assuré.

Les limites par année d'assurance s'entendent pour l'ensemble des réclamations se rapportant à des événements survenus ou actes accomplis au cours d'une même année.

Les montants fixés par sinistre et par année d'assurance s'épuisent par tout règlement amiable ou judiciaire d'indemnités, quels que soient les dommages auxquels ils se rapportent.

La reconstitution de la garantie par année ne peut être convenue, après sinistre, que de gré à gré.

Les frais de procès, de quittance et autres frais de règlement ne viennent pas en déduction des montants de garantie ainsi stipulés. Toutefois, en cas de condamnation de l'assuré à un montant supérieur à celui de la garantie, ces frais sont supportés par l'assureur et par l'assuré proportionnellement à leurs contributions respectives dans le montant de la condamnation.

CHAPITRE 5 - STIPULATIONS DIVERSES

Section 1 - Subrogation

L'assureur est subrogé, dans les termes de l'article L. 121-12 du Code des assurances, jusqu'à concurrence de l'indemnité payée par lui dans les droits et actions de l'assuré contre tout responsable du sinistre. Si la subrogation ne peut plus, du fait de l'assuré, s'opérer en faveur de l'assureur, la garantie de celui-ci cesse d'être engagée dans la même mesure où aurait pu s'exercer la subrogation.

Section 2 - Prescription

Toute action dérivant du présent contrat est prescrite par deux ans.

Le délai commence à courir à compter du jour de l'évènement qui donne naissance à l'action (à compter du 31 décembre suivant cet évènement pour les contrats souscrits sur des risques situés dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle).

Toutefois, le délai ne court :

- en cas de réticence, omission, déclaration fausse ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance ;
- en cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription (citation en justice, commandement ou saisie, citation en conciliation devant le bureau de paix lorsqu'elle est suivie d'une assignation en justice, citation en justice, même devant un juge incompétent, l'interruption étant nulle et non avenue si l'assignation est nulle par défaut de forme, si le demandeur se désiste de sa demande, s'il laisse périmer l'instance ou si sa demande est rejetée, reconnaissance par le débiteur du droit du créancier) et par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre.

L'interruption de la prescription de l'action peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée ou d'un envoi recommandé électronique, avec accusé de réception, adressés par l'assureur à l'assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par l'assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité.

Section 3 - Étendue territoriale des garanties

Les garanties du contrat sont acquises dans le monde entier.

Section 4 - Durée de la garantie

La garantie est acquise dès la prise d'effet prévue à l'acte d'engagement.

Conformément aux dispositions formulées à l'article L. 124-5 alinéa 4 du Code des assurances en application de la loi n° 2003-706 du 1^{er} août 2003, « la garantie est déclenchée par la réclamation et couvre l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée à l'assuré ou à son assureur entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai subséquent à sa date de résiliation ou d'expiration mentionnée par le contrat, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres.

Toutefois, la garantie ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu de l'assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'assuré a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été re-souscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable. L'assureur ne couvre pas l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres s'il établit que l'assuré avait connaissance du fait dommageable à la date de la souscription de la garantie ».

Le délai subséquent des garanties déclenchées par la réclamation est fixé à 5 ans, après la résiliation ou la cessation des garanties du contrat.

Pour la garantie « défense », sont applicables les mêmes principes que pour la garantie « responsabilité ».

Les frais relevant des garanties spécifiques doivent être engagés pendant la période d'assurance ou la période subséquente et directement liés à une réclamation introduite pendant la période d'assurance ou la période subséquente.

Pour toutes les garanties, il est convenu que le délai de déclaration des sinistres s'entend à compter du jour où la personne habilitée à effectuer cette déclaration a connaissance du sinistre.

ASSURANCE

MULTIRISQUES GARAGE

DE LA CHAMBRE DE METIERS ET DE
L'ARTISANAT DE REGION NOUVELLE-
AQUITAINE

CONDITIONS PARTICULIERES

Contrat compagnie :

Numéro :

Le présent contrat est régi par le Code des assurances.

© PROTECTAS 2021 – Ce document est la propriété exclusive de la société PROTECTAS et est protégé par la législation française et internationale en vigueur au titre de la propriété intellectuelle (notamment mais sans s'y limiter, droits d'auteur et marques). Toute reproduction ou utilisation même partielle effectuée sans l'autorisation préalable des représentants légaux de la société PROTECTAS est constitutive d'un acte de contrefaçon susceptible d'engager la responsabilité civile et pénale de son auteur.

CONDITIONS PARTICULIERES

ASSURANCE MULTIRISQUES GARAGE

En complément des conditions générales « assurance multirisques garage » PROTECTAS jointes, les présentes conditions particulières ont pour objet de définir les garanties, montants de garantie et franchises du contrat, ses modalités de gestion ainsi que celles des sinistres, et ce par dérogation à toute autre stipulation moins favorable.

IDENTIFICATION DU CONTRAT

SOUSCRIPTEUR - ASSURÉ

Ce contrat est conclu entre :

Assureur(s)

Et

Souscripteur assuré

Mentionné(s) à l'acte d'engagement

Chambre de métiers et de l'Artisanat de
Région Nouvelle-Aquitaine
46 rue du Général Larminat
CS 81423
33073 BORDEAUX

Le souscripteur est représenté par son directeur en exercice

Il agit tant pour son compte que pour le compte de qui il appartiendra.

Activités

Toutes les activités de garagiste pour le compte de tiers réalisées sur des véhicules confiés au garage, et notamment activités de garage, de vente, de transaction, d'atelier d'entretien, de transformation, de dépannage, de réparation des véhicules confiés, y compris toutes interventions et activités, directes ou indirectes, sur les sous-ensembles, moteurs, organes mécaniques de toute nature, pièces de rechange ou détachées, installation et appareils de distribution de carburants, et ce sans aucune exception ni réserve.

Prise d'effet et durée du contrat, préavis de résiliation

Ces informations figurent à l'acte d'engagement.

OBJET DE LA GARANTIE

En complément des garanties mentionnées aux présentes conditions particulières, l'objet et l'étendue des garanties sont définis aux conditions générales.

MONTANTS DES GARANTIES ET FRANCHISES

DOMMAGES CAUSÉS PAR LES VÉHICULES CONFIÉS

Les montants de garantie sont fixés comme suit :

Garanties		Montant	Franchise
Responsabilité civile automobile	Dommages corporels	Illimité	Néant
	Dommages matériels et immatériels consécutifs	100 000 000 €	Néant
Responsabilité après livraison	Tous dommages confondus	10 000 000 €	Néant
	Dommages matériels et immatériels consécutifs	1 500 000 €	150 €
Défense recours		80 000 €	Néant

Les montants de garantie et les franchises s'entendent par sinistre.

DOMMAGES SUBIS PAR LES VÉHICULES CONFIÉS

Les montants de garantie sont fixés comme suit :

Garanties	Montant	Franchise
Incendie, vandalisme, attentat, forces de la nature	Valeur économique	10 % du sinistre Mini 150 € / Maxi 750 €
Vol ou tentative de vol	Valeur économique	10 % du sinistre Mini 150 € / Maxi 750 €
Bris de glace	Valeur de remplacement	10 % du sinistre Mini 150 € / Maxi 750 €
Autres dommages accidentels	Valeur économique	10 % du sinistre Mini 150 € / Maxi 750 €
Dommages causés par les prestations fournies	Valeur économique	10 % du sinistre Mini 150 € / Maxi 750 €
Défense recours	80 000 €	Néant

Les montants de garantie s'entendent par véhicule et les franchises par sinistre.

PRESTATIONS DE GESTION OBLIGATOIRES

DÉCLARATION DE SINISTRE

La déclaration de sinistre pourra être transmise par téléphone (avec confirmation écrite), par courrier ou par mail.

Toute déclaration de sinistre fera l'objet sous 72h ouvrées d'un accusé de réception donnant les références du sinistre et les coordonnées de l'interlocuteur chargé du suivi.

Les dossiers sinistres seront tous suivis par le même interlocuteur. La gestion du contrat sera également effectuée par un interlocuteur unique. La compagnie ou l'intermédiaire d'assurance s'engage à communiquer à l'assuré les coordonnées des référents en charge de la gestion du contrat et des sinistres et de leurs remplaçants.

ECHANGES AVEC LES TIERS

La compagnie ou l'intermédiaire d'assurance s'engage à adresser à l'assuré à sa demande une copie des courriers envoyés aux tiers ou reçus d'eux.

PROVISIONS

Pour les dossiers qui font l'objet d'une provision technique, la compagnie ou l'intermédiaire d'assurance s'engage à indiquer le montant de la provision prévue et à informer l'assuré lorsque le dossier sera clos.

RECOURS

Les recours contre les responsables identifiés devront impérativement être exercés pour tous les sinistres réglés, et il sera communiqué à l'assuré, à sa demande, un bilan sur le suivi et les résultats des recours.

BILAN DE SINISTRALITÉ

La compagnie ou l'intermédiaire d'assurance présentera, à la demande de l'assuré, un bilan annuel sous format numérique (fichier tableur) avec mise à jour des évaluations et recours.

La compagnie ou l'intermédiaire d'assurance fera apparaître a minima les rubriques suivantes dans son bilan de sinistralité :

- date d'arrêté du reporting,
- n° du sinistre chez la compagnie et/ou l'intermédiaire et l'assuré,
- descriptif du sinistre,
- date du sinistre,
- montant du sinistre provisionné,
- montant du sinistre réglé,
- date de déclaration du sinistre,
- état de la procédure,
- montant de la franchise,
- date de règlement de l'indemnisation.

PRÉSENTATION DES QUITTANCES

La quittance présentée à l'échéance par la compagnie ou l'intermédiaire d'assurance devra faire apparaître :

- la prime HT avant et après indexation,
- la valeur des indices retenus pour l'indexation,
- le détail et le montant des taxes,
- la prime TTC.

Le souscripteur,
**Chambre de métiers et de l'Artisanat
de Région Nouvelle-Aquitaine**

L'assureur,

CONDITIONS GENERALES

ASSURANCE MULTIRISQUES GARAGE

© PROTECTAS 2021 – Ce document est la propriété exclusive de la société PROTECTAS et est protégé par la législation française et internationale en vigueur au titre de la propriété intellectuelle (notamment mais sans s'y limiter, droits d'auteur et marques). Toute reproduction ou utilisation même partielle effectuée sans l'autorisation préalable des représentants légaux de la société PROTECTAS est constitutive d'un acte de contrefaçon susceptible d'engager la responsabilité civile et pénale de son auteur.

SOMMAIRE

TITRE 1 - DÉFINITIONS	3
TITRE 2 - OBJET ET ÉTENDUE DE LA GARANTIE	4
Chapitre 1 - Objet de la garantie.....	4
Chapitre 2 - Détail des garanties.....	5
Section 1 - Dommages causés par les véhicules confiés	5
Section 2 - Dommages subis par les véhicules confiés.....	6
Section 3 - Défense et Recours.....	7
Chapitre 3 - Exclusions.....	7
TITRE 3 - GESTION DU CONTRAT ET DES SINISTRES	9
Chapitre 1 - Formation et résiliation	9
Section 1 - Formation et prise d'effet du contrat.....	9
Section 2 - Résiliation du contrat	9
Chapitre 2 - Déclaration du risque	10
Section 1 - A la souscription du contrat.....	10
Section 2 - En cours de contrat.....	10
Chapitre 3 - Prime	10
Section 1 - Calcul de la prime et indexation	10
Section 2 - Paiement des primes	10
Chapitre 4 - Sinistres et indemnités	11
Section 1 - Obligations de l'assuré en cas de sinistre	11
Section 2 - Règlement des indemnités	11
Section 3 - Procédure, transaction	11
Section 4 - Sauvegarde des droits des victimes.....	12
Section 5 - Constitution de rentes.....	12
Section 6 - Montants de garantie	12
Chapitre 5 - Stipulations diverses	13
Section 1 - Subrogation	13
Section 2 - Prescription	13
Section 3 - Étendue territoriale des garanties.....	13
Section 4 - Durée de la garantie	13

TITRE 1 - DÉFINITIONS

Pour l'application du contrat, on entend par :

ASSURÉ

Le souscripteur et/ou toute autre personne désignée comme tel aux conditions particulières, le titulaire de la carte grise, le propriétaire du véhicule, toute personne ayant la garde ou la conduite du véhicule, la personne tenue des réparations.

AUTRUI OU TIERS

Est considéré comme autrui ou tiers :

- toute personne autre que le souscripteur,
- les préposés ou salariés de l'assuré sauf pour les dommages liés à un accident du travail et pris en charge par la Sécurité sociale ou par l'assuré conformément au statut de la fonction publique.

DOMMAGES ACCIDENTELS

Dommages provenant d'un événement soudain et imprévu.

DOMMAGES CORPORELS

Toute atteinte corporelle subie par une personne physique et les préjudices qui en découlent.

DOMMAGES MATÉRIELS

Toute détérioration, destruction ou disparition d'une chose ou substance, toute atteinte physique à des animaux.

DOMMAGES IMMATÉRIELS CONSÉCUTIFS

Tout préjudice pécuniaire résultant de la privation de jouissance d'un droit, l'interruption d'un service rendu par une personne ou par un bien meuble ou immeuble et/ou la perte d'un bénéfice, directement consécutif à la survenance de dommages corporels ou de dommages matériels garantis par le présent contrat.

DOMMAGES IMMATÉRIELS NON CONSÉCUTIFS

Tout dommage autre que corporel, matériel et immatériel consécutif ci-dessus définis, survenant :

- soit en l'absence de tout dommage corporel et/ou matériel,
- soit en présence de dommages corporels et/ou matériels non garantis par le présent contrat.

Sont notamment considérés comme « dommages immatériels non consécutifs » les préjudices immatériels consécutifs à un dommage matériel non couvert par le contrat subi par les travaux exécutés, les prestations réalisées ou les produits ou marchandises livrés.

Sont également garantis les frais de dépose / repose des produits fournis par l'assuré pour autant que sa responsabilité soit recherchée du fait d'un vice caché, d'un défaut non apparent, d'un défaut de sécurité de ces produits ou d'une erreur commise dans les instructions d'emploi de ces produits ou dans l'exécution des prestations, dans la mesure où ce vice, ce défaut ou cette erreur se sont révélés après livraison, ainsi que les frais engagés pour procéder à l'information du public et/ou au retrait de produits livrés par l'assuré lorsque ces produits risquent d'occasionner des dommages garantis par le présent contrat.

ECHÉANCE PRINCIPALE

Celle qui marque le début de chaque période annuelle d'assurance.

FAIT DOMMAGEABLE

Le fait qui constitue la cause génératrice du dommage. Un ensemble de faits dommageables ayant la même cause technique est assimilé à un fait dommageable unique.

FRANCHISE

Somme fixe et/ou fraction du dommage non pris en charge par l'assureur et que l'assuré conserve toujours à sa charge sur le coût d'un sinistre.

Cette franchise ne vient en déduction ni du montant de la garantie par sinistre ni de celui éventuellement prévu par année d'assurance.

GARANTIE PAR ANNÉE D'ASSURANCE

L'engagement maximum de l'assureur pour garantir les sinistres survenus pendant la période :

- comprise entre la date du début de garantie et celle de l'échéance principale,
- de 12 mois comprise entre deux échéances principales,
- comprise entre la date de l'échéance principale et celle de cessation de la garantie.

SINISTRE

Sous réserve des dispositions de l'article L. 124-5 du Code des assurances, le sinistre est défini comme toutes réclamations amiables ou judiciaires formulées contre l'assuré pendant la période d'effet du contrat (y compris pendant le délai subséquent), quelle que soit la date des travaux ou prestations de l'assuré.

Il est convenu que l'ensemble des réclamations, même si elles s'échelonnent dans le temps, dès lors qu'elles se rattachent à des dommages résultant d'un même fait générateur ou d'une même cause technique initiale, constituera un seul et même sinistre dont la date sera celle correspondant à la première réclamation.

Pour les risques médicaux visés par les lois n° 2002-303 du 4 mars 2002 et n° 2002-1577 du 30 décembre 2002, il est convenu que les dispositions législatives et réglementaires quant à la gestion des sinistres dans le temps s'appliquent de plein droit.

SOUSCRIPTEUR

La personne physique ou morale, désignée sous ce nom aux conditions particulières, qui demande l'établissement du contrat, le signe et s'engage notamment à en régler les primes.

TITRE 2 - OBJET ET ÉTENDUE DE LA GARANTIE

CHAPITRE 1 - OBJET DE LA GARANTIE

L'assureur garantit l'assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité que celui-ci peut encourir en raison des dommages ou préjudices causés à autrui dans l'exercice de son activité de garage.

La garantie est acquise :

- du fait des personnes au service de l'assuré et notamment :
 - les représentants légaux de l'assuré ainsi que des assurés additionnels ou pour compte le cas échéant,
 - les préposés placés sous l'autorité de l'assuré dans l'exercice de leurs fonctions,
 - les personnes stagiaires ou pré-embauchées, les collaborateurs occasionnels et les bénévoles de l'assuré, les volontaires du service civique,
 - les personnes dont l'assuré a la garde à quelque titre que ce soit,
- du fait des biens dont l'assuré a la propriété, la garde ou l'usage, et notamment les véhicules confiés ainsi que tout bien utilisé dans le cadre de l'activité du garage,
- du fait de l'activité de garage tant par son fonctionnement, son non-fonctionnement, son mauvais fonctionnement que son fonctionnement tardif.

CHAPITRE 2 - DÉTAIL DES GARANTIES

Section 1 - Dommages causés par les véhicules confiés

L'assureur garantit les conséquences financières de la responsabilité civile que l'assuré peut encourir en raison des dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non à des dommages corporels ou matériels garantis, du fait du véhicule, du conducteur et/ou des passagers et personnes transportées, résultant soit d'un accident, d'un incendie ou d'une explosion, dans lequel ou laquelle sont impliqués le véhicule assuré, les accessoires et produits servant à son utilisation et/ou les objets et substances qu'il transporte, soit de la chute de ces accessoires, produits, objets et substances, que ce véhicule soit en circulation ou hors circulation.

La garantie est étendue pour tous les véhicules lors de leur fonctionnement (notamment en tant qu'outil) pour divers travaux, en ou hors circulation.

Sont notamment garanties les conséquences financières de la responsabilité civile qui peut être encourue dans les cas suivants :

- par l'employeur de l'assuré, pour la couverture de la réparation complémentaire prévue à l'article L. 455-1-1 du Code de la sécurité sociale, pour les dommages consécutifs à un accident défini à l'article L. 411-1 du même code, subis par une personne salariée ou travaillant pour un employeur et qui est victime d'un accident dans lequel est impliqué un véhicule terrestre à moteur conduit par cet employeur, un de ses préposés ou une personne appartenant à la même entreprise que la victime, et survenu sur une voie ouverte à la circulation publique,
- par l'employeur de l'assuré, pour le recours que la victime peut être fondée à exercer en cas de faute intentionnelle ou inexcusable d'un préposé de l'assuré,
- par l'employeur de l'assuré, pour tout recours que la victime pourrait être fondée à exercer pour ses préjudices non réparés en vertu de la législation sur les accidents du travail ou du statut,
- par l'assuré, lorsqu'il bénéficie d'une aide ou accorde lui-même son assistance à la suite d'un accident ou d'une panne dans lequel le véhicule confié est impliqué,
- pour les dommages causés à un tiers, y compris le propriétaire du véhicule, à l'occasion d'un accident de la circulation, et liés à un vice ou à un défaut d'entretien et/ou de réparation du véhicule confié.

Est également garanti le recours que la Sécurité sociale peut être fondée à exercer contre l'assuré en raison des dommages causés à ses salariés ou préposés en cas de faute intentionnelle ou inexcusable d'un conducteur salarié de l'assuré.

Les dommages, causés par un véhicule confié à une personne employée de l'assuré ou à un élément quelconque du patrimoine de l'assuré, sont considérés comme des dommages causés à un tiers (sauf pour les dommages causés au véhicule responsable de l'accident).

Sont seuls exclus :

- **les dommages subis par une personne salariée ou travaillant pour l'assuré, à l'occasion d'un accident de travail**, sauf pour les extensions de garantie prévues ci-avant,
- **les dommages subis par les personnes transportées, lorsque le transport n'est pas effectué dans les conditions suffisantes de sécurité fixées par un arrêté conjoint du ministre de l'Economie et des Finances, du garde des Sceaux, du ministre de la Justice, du ministre de l'Intérieur, du ministre de la Défense et du ministre chargé des Transports**, à condition que les faits soient connus des représentants légaux du souscripteur et qu'il ne s'agisse pas d'une situation exceptionnelle.

Section 2 - Dommages subis par les véhicules confiés

§ 1 - Incendie, vandalisme, attentat, forces de la nature

L'assureur garantit les détériorations accidentelles subies par le véhicule assuré lorsqu'elles résultent de l'un des événements suivants :

- incendie, combustion spontanée,
- explosion,
- chute de la foudre,
- actes de vandalisme ou sabotage,
- émeutes ou mouvements populaires,
- attentat,
- tempête, c'est-à-dire l'action directe du vent ou le choc d'un corps renversé ou projeté par le vent lorsque celui-ci a une violence telle qu'il détruit, brise ou endommage un certain nombre de biens immobiliers ou mobiliers dans le voisinage du véhicule sinistré,
- tornade,
- inondation,
- éboulement ou glissement de terrain,
- grêle.

§ 2 - Vol ou tentative de vol

L'assureur garantit les dommages consécutifs à la disparition totale ou à la détérioration du véhicule assuré, lorsqu'ils résultent de l'un des événements suivants :

- vol ou tentative de vol, y compris dépossession lors d'essais en vue de vendre le véhicule,
- vol isolé des éléments composant le véhicule assuré,
- vol isolé des accessoires des engins divers dans la limite de 3 000 € par engin.

Sont seuls exclus, outre les exclusions générales ci-après :

- **la remise volontaire du véhicule contre des moyens de paiement frauduleux,**
- **le vol, sans effraction du véhicule ou du bâtiment dans lequel il se trouve le cas échéant, lorsque les clés se trouvent sur, sous ou à l'intérieur du véhicule et qu'aucun préposé ne se trouve aux abords immédiats.**

§ 3 - Bris de glace

L'assureur garantit les frais de réparation, de remplacement et/ou de pose consécutifs aux bris ou détériorations du pare-brise, des glaces de côté, de portière, de la lunette arrière, du toit ouvrant, du toit non ouvrant en produit verrier, des blocs rétroviseurs, des blocs optiques avant, arrière ou sur le côté, des phares et leur protection.

§ 4 - Autres dommages accidentels

L'assureur garantit les détériorations accidentelles subies par le véhicule assuré, résultant de :

- collision avec un véhicule, un animal ou un piéton,
- choc entre le véhicule assuré et un corps fixe ou mobile, chute d'un bien sur le véhicule assuré,
- versement sans collision préalable,
- retournement d'un capot ou d'une portière,
- immersion accidentelle,
- projection de substances tachantes ou corrosives,
- transport du véhicule assuré.

§ 5 - Dommages causés par les prestations fournies

L'assureur garantit les détériorations accidentelles subies par le véhicule confié à l'occasion des prestations fournies, telles que chute d'un pont élévateur, erreur de carburant, et de manière générale tout dommage trouvant sa cause dans la prestation fournie par l'assuré, y compris les dommages subis par les organes et pièces démontées du véhicule.

Section 3 - Défense et Recours

Au titre de cette extension de garantie l'assureur s'engage :

- à défendre soit à l'amiable soit devant toute juridiction (notamment civiles, commerciales, administratives ou pénales), lorsqu'ils sont personnellement impliqués à l'occasion d'un dommage garanti par le présent contrat, la personne morale souscriptrice et toute autre personne morale ayant la qualité d'assuré, les représentants légaux et membres de l'assemblée délibérante dans l'exercice de leurs fonctions ou des personnes physiques ayant une autorité représentative équivalente, ainsi que les préposés placés sous l'autorité de l'assuré pendant leur service,
- à réclamer, soit à l'amiable, soit devant toute juridiction, la réparation incombant à un tiers responsable des dommages subis par l'assuré ou par une personne physique ayant la qualité d'assuré et qui ont trait à l'un des risques garantis.

L'assureur supporte, à concurrence de la somme fixée aux conditions particulières, les frais et honoraires d'enquête, d'instruction, d'expertise, d'avocats, d'exécution de jugements ainsi que les frais de procès.

En cas de désaccord entre l'assureur et l'assuré sur l'opportunité d'engager ou de poursuivre une action judiciaire ou sur le montant du préjudice subi par l'assuré, le différend est soumis à deux arbitres, désignés l'un par l'assureur, l'autre par l'assuré.

A défaut d'entente entre les deux arbitres, ils sont départagés par un troisième arbitre désigné par eux, ou faute d'accord sur cette désignation, par ordonnance du président du tribunal judiciaire dans le ressort duquel s'est produit le dommage objet du litige.

Chaque partie supporte les honoraires de son arbitre et la moitié de ceux du tiers arbitre.

Si, contrairement à l'avis des arbitres, l'assuré exerce une action judiciaire et obtient une solution plus favorable que celle qui lui était antérieurement proposée, l'assureur lui remboursera, sur justification, les frais taxables restant à sa charge et les honoraires raisonnablement réclamés dans une telle affaire.

En cas de désaccord sur le montant des honoraires, le différend est réglé selon la procédure d'arbitrage ci-dessus.

CHAPITRE 3 - EXCLUSIONS

Outre les exclusions prévues aux conditions particulières ou ci-avant par les présentes conditions générales, sont seuls exclus de la garantie :

- **les dommages provenant de la faute intentionnelle ou dolosive des représentants légaux de l'assuré,**
- **les dommages mis à la charge de l'assuré, en vertu d'obligations contractuelles acceptées par les représentants légaux de l'assuré et excédant celles auxquelles l'assuré serait tenu en vertu des dispositions légales ou réglementaires sur la responsabilité,**
- **les dommages causés par la guerre étrangère (il appartient à l'assuré de prouver que le sinistre résulte d'un autre fait que la guerre étrangère) ou par la guerre civile (il appartient à l'assureur de prouver que le sinistre résulte de cet événement),**

- les dommages ou l'aggravation des dommages causés par tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou par toute autre source de rayonnements ionisants, et qui engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire (la responsabilité du fait de la propriété ou de l'utilisation de matériels de radiographie ou à rayonnement ionisant à usage médical, vétérinaire, technique ou scientifique reste garantie pour autant que la détention et/ou l'utilisation de ces matériels ne soient pas soumises à autorisation de l'Autorité de sûreté nucléaire),
- les dommages ou l'aggravation des dommages causés par les armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome,
- les dommages causés par les infiltrations, refoulements, débordements de canalisations et installations servant à l'évacuation des eaux pluviales et usées, s'il est établi que le risque n'a pas de caractère aléatoire du fait d'un vice connu de conception de l'ouvrage, d'un défaut d'entretien caractérisé ou d'une insuffisance notoire du réseau,
- les dommages résultant de façon inéluctable et prévisible :
 - soit des modalités d'exécution d'un travail ou service telles qu'elles ont été prescrites par les représentants légaux de l'assuré,
 - soit d'un vice apparent d'un bien ou d'un produit connu avant livraison par l'assuré,
 - soit du fait conscient et intéressé des représentants légaux de l'assuré et qui, par ses caractéristiques, ferait perdre à l'événement à l'origine du sinistre son caractère aléatoire,
- les dommages résultant d'atteintes non accidentelles à l'environnement, c'est-à-dire :
 - l'émission, la dispersion, le rejet ou le dépôt de toute substance solide, liquide ou gazeuse diffusée par l'atmosphère, le sol ou les eaux,
 - la production d'odeurs, bruits, vibrations, variations de températures, ondes, radiations, rayonnements excédant la mesure des obligations ordinaires de voisinage,
- les dommages corporels subis par toute personne physique préposée de l'assuré qui relèvent de la réglementation sur les accidents du travail ou les maladies professionnelles (cette exclusion concerne uniquement les frais médicaux et indemnités journalières),
- les dommages de toute nature causés par l'amiante,
- tous dommages corporels, matériels, immatériels consécutifs ou non causés directement ou indirectement par des moisissures toxiques,
- tous dommages corporels, matériels, immatériels consécutifs ou non causés directement ou indirectement par le MTBE (méthyltertiobutylether),
- les dommages causés par les champs et ondes électromagnétiques,
- les dommages résultant de l'utilisation ou de la dissémination d'organismes génétiquement modifiés visés par l'article L. 531-1 du Code de l'environnement.

Par ailleurs, l'assureur ou le réassureur ne sera tenu à aucune garantie, ne fournira aucune prestation et ne sera obligé de payer aucune somme au titre du présent contrat dès lors que la mise en œuvre d'une telle garantie, la fourniture d'une telle prestation ou un tel paiement l'exposerait à une sanction, prohibition ou restriction résultant d'une résolution de l'Organisation des Nations Unies, et/ou aux Sanctions économiques ou commerciales prévues par les lois ou règlements édictées par l'Union Européenne, la France, les Etats-Unis d'Amérique, la Suisse ou par tout autre droit national applicable prévoyant de telles mesures.

TITRE 3 - GESTION DU CONTRAT ET DES SINISTRES

CHAPITRE 1 - FORMATION ET RÉSILIATION

Section 1 - Formation et prise d'effet du contrat

Le contrat d'assurance est formé dès l'accord des parties. Le marché ou la police d'assurance signé par elles constate leurs engagements réciproques. La garantie est acquise à compter de la date d'effet indiquée à l'acte d'engagement. Ces mêmes stipulations s'appliquent à tout avenant au contrat.

Section 2 - Résiliation du contrat

§ 1 - Cas de résiliation

Le contrat peut être résilié avant sa date d'expiration normale dans les cas et conditions ci-après :

- par l'assuré ou l'assureur :
 - dans les délais et selon les modalités prévus à l'acte d'engagement,
 - en cas de transfert de propriété de la chose assurée (article L. 121-10 du Code des assurances) et notamment en cas de fusion concernant l'assuré,
- par les assureurs :
 - en cas de non-paiement des primes (article L. 113-3 du Code des assurances),
 - en cas d'aggravation du risque (article L. 113-4 du Code des assurances),
 - en cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration du risque à la souscription ou en cours de contrat (article L. 113-9 du Code des assurances),
 - après sinistre, l'assuré ayant alors le droit de résilier les autres contrats souscrits par lui auprès de l'assureur (article R. 113-10 du Code des assurances),
- par l'assuré :
 - en cas de disparition des circonstances aggravantes mentionnées dans la police si l'assureur ne consent pas la diminution de prime correspondante (article L. 113-4 du Code des assurances),
 - en cas de résiliation par l'assureur d'un autre contrat de l'assuré après sinistre (article R. 113-10 du Code des assurances),
- de plein droit, en cas de retrait de l'agrément de l'assureur (article L. 326-12 du Code des assurances) ou en cas de cessation de l'activité garage pour le compte de tiers.

Il est convenu que l'assureur ne pourra utiliser la faculté de résiliation après sinistre prévue à l'article R. 113-10 du Code des assurances que dans les conditions suivantes :

- pour autant que le montant des sinistres réglés et raisonnablement provisionnés sur l'exercice en cours soit égal ou supérieur au montant de la prime TTC annuelle de l'exercice en cours,
- la résiliation prend effet à l'expiration du délai de préavis prévu à l'acte d'engagement, à compter de sa notification au souscripteur.

§ 2 - Ristourne de prime, indemnité de résiliation

Dans les cas de résiliation au cours d'une période d'assurance, la portion de prime afférente à la partie de cette période postérieure à la résiliation n'est pas acquise à l'assureur. Elle doit être remboursée à l'assuré si elle a été perçue d'avance.

§ 3 - Modalités de résiliation

Lorsque l'assuré a la faculté de résilier le contrat, il peut le faire, à son choix, soit par lettre ou tout autre support durable, soit par une déclaration faite contre récépissé au siège social ou chez le représentant de l'assureur, soit par acte extrajudiciaire. La résiliation par l'assureur doit être notifiée à l'assuré par lettre recommandée.

CHAPITRE 2 - DÉCLARATION DU RISQUE

Section 1 - A la souscription du contrat

Le contrat est établi d'après les déclarations de l'assuré. Sous peine des sanctions prévues ci-après, l'assuré doit en conséquence déclarer toutes les circonstances connues de lui et qui sont de nature à faire apprécier par l'assureur les risques qu'il prend à sa charge.

Section 2 - En cours de contrat

Les assureurs déclarent avoir une connaissance suffisante des risques et, dès lors, renoncent à toute sanction contre l'assuré pour toute aggravation des risques garantis.

En contrepartie, l'assureur peut, à tout moment, demander à l'assuré les renseignements appropriés sur l'évolution des risques assurés.

CHAPITRE 3 - PRIME

Nonobstant toute autre stipulation, les modalités de calcul des primes sont définies ci-après.

Section 1 - Calcul de la prime et indexation

La prime forfaitaire est fixée à l'acte d'engagement.

Elle est indexée sur l'indice SRA selon la formule suivante :

$\begin{aligned} A0 &= \text{primes HT à l'échéance de l'année 0 et } A1 = \text{primes HT à l'échéance de l'année 1} \\ I0 &= \text{indice SRA à l'échéance de l'année 0 et } I1 = \text{indice SRA à l'échéance de l'année 1} \\ A1 &= A0 \times I1 / I0 \end{aligned}$

L'indice SRA est obtenu en faisant la moyenne des trois indices suivants :

- taux horaire de la main d'œuvre,
- prix de vente des ingrédients de la peinture,
- prix des pièces de rechange.

Section 2 - Paiement des primes

La prime, ou dans le cas de fractionnement de celle-ci les fractions de prime, et les accessoires de prime dont le montant est stipulé au contrat ainsi que les impôts et taxes, sont payables d'avance au siège de la société ou au domicile de son mandataire éventuellement désigné par elle à cet effet.

Les dates d'échéance sont fixées à l'acte d'engagement.

A défaut de paiement d'une prime (ou d'une fraction de prime) dans les dix jours de son échéance, la société, indépendamment de son droit de poursuivre l'exécution du contrat en justice, peut, par lettre recommandée valant mise en demeure adressée à l'assuré ou à la personne chargée du paiement des primes à leur dernier domicile connu, suspendre la garantie trente jours après l'envoi de cette lettre (ou sa remise au destinataire justifiée par l'avis de réception si celui-ci est domicilié hors de France métropolitaine).

Le non-paiement d'une fraction de prime entraîne l'exigibilité de la totalité de la prime restant due. Dans ce cas, la suspension de la garantie produit ses effets jusqu'à son entier paiement.

La société a le droit de résilier le contrat dix jours après l'expiration du délai de trente jours, visé ci-dessus, par notification faite à l'assuré, soit dans la lettre recommandée de mise en demeure, soit par une nouvelle lettre recommandée.

Les primes du présent contrat devant être payées dans les formes prescrites, selon les règlements et normes en vigueur, les compagnies renoncent à suspendre leurs garanties ou à résilier le contrat si le retard de paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités nécessaires (y compris vote des dépenses).

CHAPITRE 4 - SINISTRES ET INDEMNITÉS

Section 1 - Obligations de l'assuré en cas de sinistre

L'assuré doit, dès qu'il en a eu connaissance, et au plus tard dans les 5 jours, donner avis du sinistre par écrit, de préférence par lettre recommandée, ou verbalement contre récépissé, au siège de l'assureur ou de l'agence indiquée sur la police.

Il doit en outre :

- déclarer dans les cinq jours, à l'autorité compétente, les dommages survenus à l'occasion de crimes ou délits commis à force ouverte ou par violence, par attroupements ou rassemblements armés ou non armés (article 9 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983),
- indiquer dans la déclaration du sinistre ou, en cas d'impossibilité, dans une déclaration ultérieure faite dans le plus bref délai, la date et les circonstances du sinistre, ses causes connues ou présumées, les noms et adresses des personnes lésées et si possible des témoins, la nature et le montant approximatif des dommages ainsi que des garanties souscrites sur les mêmes risques auprès d'autres assureurs,
- transmettre à l'assureur, dès réception, tous avis, lettres, convocations, assignations, actes extrajudiciaires et pièces de procédure qui seraient adressés, remis ou signifiés à lui-même ou à un de ses préposés concernant un sinistre susceptible d'engager la responsabilité de l'assuré.

Faute par l'assuré de se conformer aux obligations prévues ci-dessus, sauf cas fortuit ou de force majeure, l'assureur peut réclamer une indemnité proportionnelle au préjudice que ce manquement peut lui causer.

Pour les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, en cas de manquement à une obligation lui incombant après la survenance du sinistre, l'assuré n'encourt la déchéance qu'en cas de faute lourde ou d'inexécution intentionnelle de sa part.

Section 2 - Règlement des indemnités

Le paiement de l'indemnité doit être effectué entre les mains du bénéficiaire ou de l'assuré, dans les trente jours, soit de l'accord amiable, soit de la décision judiciaire exécutoire. Ce délai, en cas d'opposition, ne court que du jour de la mainlevée.

Section 3 - Procédure, transaction

En cas d'action mettant en cause une responsabilité assurée par le présent contrat, l'assureur, dans la limite de sa garantie :

- devant les juridictions civiles, commerciales ou administratives, se réserve la faculté d'assumer la défense de l'assuré, de diriger le procès et d'exercer toutes voies de recours,

- devant les juridictions pénales, si la ou les victimes n'ont pas été désintéressées, a la faculté, avec l'accord de l'assuré, de diriger la défense sur le plan pénal ou de s'y associer. A défaut de cet accord, l'assureur peut néanmoins assumer la défense des intérêts civils de l'assuré. L'assureur peut exercer toutes voies de recours au nom de l'assuré, y compris le pourvoi en cassation, lorsque l'intérêt pénal de l'assuré n'est plus en jeu. Dans le cas contraire, il ne peut les exercer qu'avec l'accord de l'assuré.

L'assureur a seul le droit, dans la limite de sa garantie, de transiger avec les personnes lésées. Aucune reconnaissance de responsabilité, aucune transaction intervenant en dehors de l'assureur, ne lui est opposable : n'est pas considéré comme une reconnaissance de responsabilité, l'aveu d'un fait matériel ou le seul fait d'avoir procuré à la victime un secours urgent, lorsqu'il s'agit d'un acte d'assistance que toute personne a le devoir légal ou moral d'accomplir.

Section 4 - Sauvegarde des droits des victimes

Aucune déchéance motivée par un manquement de l'assuré à ses obligations commis postérieurement au sinistre n'est opposable aux personnes lésées ou à leurs ayants droit. L'assureur conserve, néanmoins, la faculté d'exercer, contre l'assuré, une action en remboursement de toutes les sommes qu'il aura payées ou mises en réserve à sa place.

Section 5 - Constitution de rentes

Si l'indemnité allouée par décision judiciaire à une victime ou à ses ayants droit consiste en une rente et si une acquisition de titres est ordonnée à la société, par cette décision, pour sûreté de son paiement, la société procède dans la limite disponible de la somme assurée, à la constitution de cette garantie. Si aucune acquisition de titres ne lui est ordonnée, la valeur de la rente en capital est calculée d'après les règles applicables pour le calcul de la réserve mathématique de cette rente. Si cette valeur est inférieure à la somme disponible, la rente est intégralement à la charge de la société. Dans le cas contraire, seule est à la charge de la société la partie de la rente correspondant, en capital, à la partie disponible de la somme assurée.

Section 6 - Montants de garantie

Les montants limites d'engagement sont fixés aux conditions particulières.

Les limites par sinistre s'entendent pour l'ensemble des réclamations se rapportant à un même événement ou acte engageant la responsabilité de l'assuré.

Les limites par année d'assurance s'entendent pour l'ensemble des réclamations se rapportant à des événements survenus ou actes accomplis au cours d'une même année.

Les montants fixés par sinistre et par année d'assurance s'épuisent par tout règlement amiable ou judiciaire d'indemnités, quels que soient les dommages auxquels ils se rapportent.

La reconstitution de la garantie par année ne peut être convenue, après sinistre, que de gré à gré.

Les frais de procès, de quittance et autres frais de règlement ne viennent pas en déduction des montants de garantie ainsi stipulés. Toutefois, en cas de condamnation de l'assuré à un montant supérieur à celui de la garantie, ces frais sont supportés par l'assureur et par l'assuré proportionnellement à leurs contributions respectives dans le montant de la condamnation.

CHAPITRE 5 - STIPULATIONS DIVERSES

Section 1 - Subrogation

L'assureur est subrogé, dans les termes de l'article L. 121-12 du Code des assurances, jusqu'à concurrence de l'indemnité payée par lui dans les droits et actions de l'assuré contre tout responsable du sinistre. Si la subrogation ne peut plus, du fait de l'assuré, s'opérer en faveur de l'assureur, la garantie de celui-ci cesse d'être engagée dans la même mesure où aurait pu s'exercer la subrogation.

Section 2 - Prescription

Toute action dérivant du présent contrat est prescrite par deux ans.

Le délai commence à courir à compter du jour de l'évènement qui donne naissance à l'action (à compter du 31 décembre suivant cet évènement pour les contrats souscrits sur des risques situés dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle).

Toutefois, le délai ne court :

- en cas de réticence, omission, déclaration fausse ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance ;
- en cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription (citation en justice, commandement ou saisie, citation en conciliation devant le bureau de paix lorsqu'elle est suivie d'une assignation en justice, citation en justice, même devant un juge incompétent, l'interruption étant nulle et non avenue si l'assignation est nulle par défaut de forme, si le demandeur se désiste de sa demande, s'il laisse périmer l'instance ou si sa demande est rejetée, reconnaissance par le débiteur du droit du créancier) et par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre.

L'interruption de la prescription de l'action peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée ou d'un envoi recommandé électronique, avec accusé de réception, adressés par l'assureur à l'assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par l'assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité.

Section 3 - Étendue territoriale des garanties

Les garanties du contrat sont acquises dans le monde entier.

Section 4 - Durée de la garantie

La garantie est acquise dès la prise d'effet prévue à l'acte d'engagement.

Conformément aux dispositions formulées à l'article L. 124-5 alinéa 4 du Code des assurances en application de la loi n° 2003-706 du 1^{er} août 2003, « la garantie est déclenchée par la réclamation et couvre l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée à l'assuré ou à son assureur entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai subséquent à sa date de résiliation ou d'expiration mentionnée par le contrat, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres.

Toutefois, la garantie ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu de l'assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'assuré a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été re-souscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable. L'assureur ne couvre pas l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres s'il établit que l'assuré avait connaissance du fait dommageable à la date de la souscription de la garantie ».

Le délai subséquent des garanties déclenchées par la réclamation est fixé à 5 ans, après la résiliation ou la cessation des garanties du contrat.

Pour la garantie « défense » de la clause « défense et recours », sont applicables les mêmes principes que pour la garantie « responsabilité ». Pour la garantie « recours », sont pris en charge les litiges survenus pendant la période d'effet du contrat et déclarés pendant cette même période ou dans un délai de deux ans à compter du terme du contrat.

Pour toutes les garanties, il est convenu que le délai de déclaration des sinistres s'entend à compter du jour où la personne habilitée à effectuer cette déclaration a connaissance du sinistre.